



HAL
open science

USAGES DE L'ARCHÉOLOGIE EN EUROPE MÉDIANE (XIX e -XXI e SIÈCLES)

Daniel Baric

► **To cite this version:**

Daniel Baric. USAGES DE L'ARCHÉOLOGIE EN EUROPE MÉDIANE (XIX e -XXI e SIÈCLES). Cahiers d'histoire culturelle, 31, 192 p., 2020. hal-04154825

HAL Id: hal-04154825

<https://hal.science/hal-04154825>

Submitted on 7 Jul 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

USAGES DE L'ARCHÉOLOGIE EN EUROPE MÉDIANE (XIX^e-XXI^e SIÈCLES)



**USAGES DE L'ARCHÉOLOGIE
EN EUROPE MÉDIANE
(XIX^e-XXI^e SIÈCLES)**

Illustration de couverture :

Bureau de l'archéologue
cliché de Daniel Baric

**USAGES DE L'ARCHÉOLOGIE
EN EUROPE MÉDIANE
(XIX^e-XXI^e SIÈCLES)**

Textes réunis et présentés par
Daniel BARIC

EA 6297 Interactions Culturelles et Discursives

Université de Tours
Faculté de Lettres et Langues

« Cahiers d'Histoire Culturelle »
Université de Tours



Unité de Recherche :
Interactions Culturelles et Discursives

Membres fondateurs :

Jean M. Goulemot, Didier Masseur, Jean-Jacques Tatin-Gourier

Direction de la revue :

Christine de Gemeaux et Élisabeth Gavaille

Comité de rédaction :

Christine de Gemeaux et Élisabeth Gavaille

Comité scientifique :

Daniel Baric, Uwe Puschner, Jean-Jacques Tatin-Gourier,
Mónica Zapata

Secrétariat et mise en page :

Norberta Dias Da Cruz

Adresser correspondances et articles à

Revue « Cahiers d'Histoire Culturelle »
Université de Tours
3, rue des Tanneurs
37041 Tours Cédex 1

ISSN : 1281-6019

ISBN : 978-2-918815-16-7

© Université de Tours

Imprimerie Commerciale de Mazangé (41)

Juin 2020 – Tiré en 100 exemplaires

INTRODUCTION

Daniel BARIC

Sorbonne Université, UMR Eur'Orbem

Creuser dans le sol pour en faire émerger des vestiges, faire advenir par les mots un passé à partir de traces matérielles éparses, telle est la tâche de l'archéologie. Acte physique suivi d'une pratique d'écriture, l'archéologie a développé une méthodologie scientifique qui lui est propre. En établissant les faits du passé par la stratigraphie des fouilles, l'archéologie a servi de référence au « roman national », tout particulièrement sur le continent européen.

L'Europe médiane, espace situé entre les mondes germanique et russe, offre un champ particulièrement révélateur pour explorer les liens entre archéologie et imaginaire national. Dans cette Europe médiane, dite aussi centrale, orientale et balkanique, marquée par une construction nationale tardive et deux dictatures totalitaires au XX^e siècle, l'archéologie a suivi des voies parfois divergentes des développements de l'Europe occidentale. Cet espace politiquement fragmenté, aux frontières poreuses, fut soumis depuis le XIX^e jusqu'à nos jours à des processus successifs de reconstructions étatiques. Écrivains, artistes et universitaires y ont dessiné les contours des nations d'aujourd'hui. La gestion du passé y relève d'autant plus d'enjeux idéologiques actuels que la géographie politique n'est pas un domaine clos : la constitution, la reconnaissance et la dénomination des États fait partie de la gestion des affaires politiques courantes (Kosovo, Macédoine du Nord). Une telle configuration politique, durablement marquée par l'instabilité des frontières, confère à cet espace une multiplicité d'usages de l'archéologie qui se déploie jusqu'à aujourd'hui.

Assurément, la conscience politique est ici plus exacerbée qu'ailleurs. Un enjeu identitaire et idéologique fort lie l'Europe

médiane à l'archéologie (Hardt, Lübke et Schorkowitz, 2003). La tentation du récit rétrospectif linéaire et cohérent s'y est manifestée de manière récurrente (Cabanes, 2004). L'introduction de l'archéologie dans les parcours scolaires a pu y contribuer, avec une prégnance particulière, mais pas uniquement, en Grèce. Dans le cadre d'un dialogue européen et d'une discussion interdisciplinaire entre archéologues, historiens et philologues, la question de la possibilité de former des représentations du passé exactes, malgré le caractère lacunaire des sources, se pose avec d'autant plus d'acuité que certains terrains d'Europe médiane sont essentiels dans l'établissement d'une identité occidentale : la Grèce, les espaces atteints par l'extension maximale de l'Empire romain et les formes de souveraineté allemande étendues le plus à l'Est de l'Europe. *In fine* se pose la question de la fabrique du récit historique sensible attendu par le grand public européen.

L'archéologie est une science humaine qui irrigue les institutions culturelles, les publications, mais aussi les imaginaires (Baric, 2011). Ses usages sont visibles dans les sociétés contemporaines, en particulier au sein des musées, lieux privilégiés de médiation des résultats scientifiques vers un plus large public. L'archéologie ne saurait donc faire l'économie d'une réflexion sur les imaginaires nationaux qu'elle a contribué à former à l'échelle européenne. C'est précisément une telle réflexion qui est proposée, dans un itinéraire entre Baltique et mer Egée, sur un arc temporel joignant le XIX^e siècle à nos jours. Chacun des cas examinés ici fait ressortir ce qui constitue la spécificité des usages de l'archéologie dans l'espace de l'Europe médiane au cours des deux derniers siècles. Les questionnements visent à faire apparaître, à partir d'une série d'exemples, des interrogations propres à la discipline et à ses interactions avec les acteurs sociaux. L'éclairage porté sur certaines pratiques archéologiques entraîne une réflexion plus générale sur la méthodologie et la dimension éthique de certaines pratiques.

La configuration particulière de l'archéologie en Europe médiane apparaît à travers certaines caractéristiques, notamment le poids et la prégnance de la science et de la politique allemandes depuis le XIX^e siècle. Cette présence prend différentes formes, mais s'impose comme un paradigme incontournable, ici comme dans le monde méditerranéen (Baric, 2012). Dans la

seconde partie du XX^e siècle, c'est la science soviétique qui prend le relais, comme cela transparait dans les cas tchèque et roumain. L'Europe médiane, par sa position centrale entre deux puissances géopolitiques majeures, est par ailleurs un terrain privilégié d'interrogation sur la colonisation continentale. Un contexte germano-slave plus ou moins conflictuel forme l'arrière-plan de ce qui apparait aujourd'hui comme un paradigme colonial et postcolonial affleurant tant dans les recherches menées sur le défrichage médiéval des forêts de la plaine germano-polonaise à l'époque wilhelminienne (Jawad Daheur) que sur les sites romains en Bosnie-Herzégovine à l'époque habsbourgeoise (Daniel Baric). En Pologne comme en Bosnie-Herzégovine, les extensions territoriales allemande et autrichienne au XIX^e siècle furent accompagnées d'une utilisation des méthodes archéologiques pour mettre au jour d'autres expansions antérieures, romaine et germanique à l'époque médiévale. Aussi bien du côté allemand que polonais, une tension permanente apparait entre l'exigence de scientificité et la tentation de légitimer un projet politique par l'archéologie. L'un des jalons de ce long débat est constitué par l'approche de l'archéologie du peuplement (*Siedlungsarchäologie*) conceptualisée par Gustaf Kossinna, titulaire de la chaire d'archéologie nationale de Berlin à partir de 1902, dont l'influence fut considérable. En formulant l'hypothèse selon laquelle les aires de cultures archéologiques correspondent à des ethnies, les bases d'une archéologie du peuplement étaient posées, qui bientôt serait utilisée pour éclairer l'histoire des défrichements médiévaux. Un cas de figure contemporain, mais radicalement différent dans son positionnement face à l'altérité slave, se dévoile à travers le parcours de Carl Patsch. Premier archéologue professionnel arrivé à Sarajevo dans le dernier quart du XIX^e siècle, sa biographie illustre de manière exemplaire la question de la répercussion de l'environnement impérial austro-hongrois sur son travail d'archéologue. Confronté dans sa vie quotidienne et sur le terrain à la pluralité des langues, sa recherche reflète une situation existentielle où l'espace romain impérial disparu s'incarne dans un empire d'Autriche-Hongrie qui s'emploie précisément à mettre en valeur ce passé enfoui. *Pax romana* et *austriaca* semblent s'entremêler pour ne plus former qu'un horizon explicatif commun, autour duquel se rejoue à l'époque autrichienne l'idée d'une mission colonisatrice.

Le face-à-face germano-slave apparaît également structurant à travers le cas de la ville de Posen/Poznań (Piotr Marciniak), dans une situation qui n'est pas sans rappeler celle de Strasbourg à la même époque. Malgré les politiques prussiennes et impériales de la fin du XIX^e siècle, même si son image urbaine fut profondément transformée par un urbanisme d'inspiration germanique, cette ville demeura à majorité polonaise. Une fois le cadre étatique polonais rétabli en 1918, une archéologie du passé médiéval slave fut mise en place afin de contrebalancer ce qui apparaissait dès lors comme un espace urbain par trop germanique. Ainsi l'histoire urbaine de Poznań rejoint celle d'une autre métropole régionale polonaise, Breslau/Wrocław, dont l'intégration dans la Pologne d'après la Seconde Guerre mondiale fut de même légitimée par l'archéologie, invitée à mettre en évidence des vestiges slaves (Thum, 2006). Au XXI^e siècle, l'archéologie est sollicitée pour éclairer un autre chapitre d'histoire germano-polonaise, celui des victimes juives de la Seconde Guerre mondiale. Au-delà des sites déjà connus, l'archéologie de l'extermination a pu identifier la localisation de sites d'assassinats par balles de victimes juives dans l'ex-Union soviétique. Le dossier des événements qui se sont déroulés dans la localité polonaise de Jedwabne est toujours d'actualité (Audrey Kichelewski). À Jedwabne, le statut incontesté de science conféré à l'archéologie médico-légale (*forensic archaeology*) lui fait endosser un rôle social au cœur du débat sur la responsabilité polonaise. Dans une controverse sur l'histoire polonaise de plus en plus politisée et mondialisée, où le débat historiographique n'est plus confiné à la seule Pologne, le passé devient un enjeu global qui puise ses arguments dans des fouilles locales ou, en l'occurrence, l'absence de fouilles.

Deux études sur les développements au long cours de l'archéologie en République tchèque (Šárka Válečková) et en Roumanie (Cătălin Nicolae Popa) montrent que la construction de généalogies et la célébration d'ancêtres se font et se défont au gré des contextes politiques. Le choix du *draco* dace comme symbole de la présidence roumaine du Conseil européen en 2019 révèle la forte connexion du pays avec son passé lointain, celui des Daces de l'âge du Fer. Ils forment une part devenue essentielle de l'identité nationale roumaine et sont censés lui conférer son caractère unique, qui différencie les Roumains de

leurs voisins balkaniques et des autres nations latines. Le critère de différenciation est également à l'œuvre dans la promotion d'une image positive de l'ancêtre celte, qui en Irlande, en Grande-Bretagne ou en France est perçu comme une figure d'opposition à une autre identité – anglaise, anglo-saxonne, face au Franc perçu comme trop germanique (Champion, 2006). Au début des années 1990, les Celtes furent perçus comme le peuple européen par excellence, même si l'extension d'une population s'avère aussi difficile à définir que celle d'une nation (Rieckhoff, 2005 : 25-42). Dans les pays tchèques, les facteurs internes et externes dans la constitution du savoir sur les Celtes font apparaître en outre la dialectique d'une identification européenne. Ce développement va de pair avec une certaine plasticité. Un retournement de leur rôle est visible, accompagné d'une fascination du grand public qui ne se dément pas, comme le prouve une exposition inaugurée récemment à Prague dans le nouveau bâtiment du Musée national, qui met en avant la généalogie celte et son extension géographique comme éléments d'un passé européen commun¹. S'intéresser à certains vestiges plutôt qu'à d'autres et contribuer à leur promotion ne peut se comprendre comme le simple fruit du hasard.

L'une des thématiques récurrentes des cas présentés concerne l'intérêt marqué pour la reconstruction de toponymes. Dans le contexte germano-polonais, la toponymie vient au secours des historiens et archéologues appliqués à reconstituer le mouvement de sédentarisation des populations germaniques. Les manières d'appeler des lieux cristallisent durablement des questions identitaires, qui aboutissent à des revendications d'ordre politique et territorial. Ainsi, dans la Grèce du XIX^e siècle, l'hellénisation des noms de lieu signifie une rupture assumée avec quatre siècles de pouvoir ottoman. Les toponymes grecs sont systématiquement démultipliés dans le cadre de réformes successives jusque dans les petites localités (Martine Breuillot). Un certain impérialisme du grec ancien se manifeste à travers une « archéomanie » qui impose de donner la préférence au terme antique en cas d'hésitation entre deux noms grecs.

¹ « Keltové/The Celts », Národní muzeum/National Museum, Prague, 25.05.2018-29.12.2019.

L'archéologie intervient, ponctuellement mais de manière décisive, en appui de cette politique.

Dans nombre d'exemples analysés ici, la mise en valeur d'éléments historiques grâce à l'archéologie obéit à une intention. Elle a pour but de parvenir à un résultat, à savoir forger l'image d'un État moderne homogène, aux racines fortes et profondes, tourné selon les périodes soit vers l'Occident, soit vers la Russie. Contextualiser la fabrique du savoir archéologique, dans une zone de l'Europe où les tensions entre pouvoirs impériaux s'imposent aux États et nations de faible dimension, éclairer les conditions de naissance et de développement de la théorie et de la pratique archéologiques. Sans cartographier toute l'Europe médiane, les études présentées ici explorent dans la diversité de leurs approches une histoire de l'archéologie qui se veut décloisonnée : elle n'est pas seulement interne, écrite par les seuls archéologues, mais fonctionne comme un prisme. Elle met en évidence des phénomènes sociaux majeurs, tels que l'émergence des identités nationales modernes, que les praticiens de l'archéologie peuvent observer, tout comme les historiens du politique et de la culture.

La mise en avant des origines nationales n'est certes pas propre aux chercheurs de l'Europe médiane. Aux XVIII^e et XIX^e siècles, c'est l'ensemble de l'Europe qui est engagée dans l'exploration du passé et la recherche des origines. L'archéologie, science jeune, relève à ce moment du mouvement d'établissement des sciences positives au XIX^e, avec un rôle central dévolu à la stratigraphie. Mais cet emploi d'une méthodologie archéologique s'accompagne de l'échec de la création sur le temps long d'une institution disciplinaire véritablement européenne, États et nations ayant pris la main pour structurer la recherche (Schnapp, 2006 : 13-23). Cette institutionnalisation au niveau national de la gestion de l'archéologie constitue un obstacle pour faire émerger un horizon européen qui ne serait pas perçu comme la négation du travail archéologique national (Bánffy, 2017). À rebours de la limitation nationale que les archéologies développées au XIX^e siècle se sont imposées à elles-mêmes, la dimension européenne apparaît souvent comme la plus adaptée à nombre d'objets (Demoule, 2009). Penser les espaces européens dans des figurations qui ne sont pas strictement nationales, mais les considérer dans leur

singularité, est une voie qui a déjà pu apporter certains résultats (Fögen et Warren, 2016). Pour des nations à la recherche de leur passé national, hier comme aujourd'hui, la prégnance de la culture archéologique, de l'idée d'une culture matérielle comme devant renvoyer à une entité (proto)nationale et -étatique s'explique par une obsession de l'identification d'ancêtres. Au-delà de l'apport que représentent ces études pour la compréhension de phénomènes spécifiques à l'Europe médiane, c'est aussi la fabrique de la science archéologique qui se trouve interrogée. On pourra ainsi suivre les voies qui expliquent la productivité d'une archéologie mise, parfois à son corps défendant, à l'avant-garde de la défense d'une nation. L'archéologie se transforme dès lors en instrument du politique : « La motivation de l'antiquaire est souvent la valorisation d'une identité régionale, ce qui se poursuivra avec la convocation très explicite de l'archéologie pour légitimer les discours nationalistes », car « l'archéologie n'échappe pas aux contraintes de son époque » : « son discours n'est jamais neutre. Faute d'être surmontable, cette difficulté doit toujours être présente à notre esprit » (Aubois, 2005 : 6-7). La question de la capacité à créer une science pure, qui ne serait pas contingente du cadre culturel, se trouve ainsi posée. S'il semble difficile d'imaginer une science humaine et sociale absolument pure, du moins est-il possible d'essayer d'en déconstruire le cadre pour comprendre la fabrique des usages de l'archéologie. Cela passe par la réflexion sur les concepts interprétatifs implicites dont usent les archéologues et qui sont eux-mêmes le résultat d'une culture donnée (Childe, 1956 : V, 169).

Pour reprendre les termes d'une interrogation épistémologique menée par des archéologues soucieux de développer une « archéologie critique », « l'histoire de l'archéologie n'est d'aucune manière une accumulation de savoir sur le passé, ni même d'un savoir toujours plus précis grâce à des méthodes innovantes. Les méthodes déployées pour arriver à un nouveau savoir se trouvent bien davantage dans un rapport dialectique avec les représentations de ce qu'est un savoir profitable » (*Forum Kritische Archäologie*, 2016 : préface). L'un des apports des contributions de ce volume consiste à mettre au jour l'intrication de la recherche archéologique avec le contexte qui fournit le cadre d'action des archéologues. Les cas de figure

présentés, dans leur diversité, semblent montrer que l'archéologue ne peut s'extraire de son milieu, familial, régional, de citoyen d'un État. Les enquêtes, les sujets et sa méthodologie, avant même d'être rendus publics, sont la résultante de ce contexte. L'interrogation sur l'outillage intellectuel de l'archéologue et les résultats de ses enquêtes met évidence, en bout de chaîne, l'usage social qui en est fait.

Ce parcours à travers les modes d'appropriation de l'archéologie en Europe médiane semble accréditer une vision du conflit comme mode permanent d'appropriation de l'archéologie, tout particulièrement en Europe médiane. L'archéologie du conflit (*conflict archaeology*) y occupe en effet une place essentielle (Díaz-Andreu et Champion, 1996). Mais il convient de se dégager de l'impression d'antagonismes irréconciliables. Derrière une trame germano-slave marquée par des processus de germanisation, ce sont aussi des processus d'assimilation et d'acculturation qui sont perceptibles (Schutte, 2007). Certains historiens polonais ont souligné le progrès culturel qu'a signifié l'arrivée de colons allemands défricheurs au XIII^e siècle. Lorsque Jan Erazim Vocel (1802-1871) conteste la théorie de l'autochtonie des Slaves en Bohême pour lui substituer des origines celtiques, ses idées neuves, considérées comme hérétiques, sont loin de susciter l'adhésion. Les oscillations sont fortes avec les moments ultérieurs de recherche d'ancêtres communs aux autres Européens à travers l'archéologie des Celtes. Les différents usages de l'archéologie qui furent mis en place ne peuvent véritablement être compris sans mise en perspective régionale et historique. Revenir sur le terrain polonais à partir de plusieurs cas de figure invite à réfléchir sur le temps long, pour saisir les débats et les inflexions qui ont jalonné l'histoire de l'archéologie.

Les usages de l'archéologie en Europe médiane furent et sont divers, car selon les contextes, les archéologues et le public, l'interaction fut nécessairement soumise à des pressions différentes. La portée du discours archéologique dépend finalement du contexte de réception. Les archéologues sont actuellement très prudents avant de généraliser leurs résultats et d'établir des continuités entre périodes historiques, notamment lorsqu'il s'agit de peuples anciens. Mais comme le montrent les contributions de ce dossier, « l'archéologie, c'est (aussi) de la

politique sociale » [« *Archäologie ist (auch) Gesellschaftspolitik* »] (Karl, 2016 : 13), dans laquelle chacun est acteur de son rapport, plus ou moins réfléchi, à l'archéologie, et partant à son passé. Ces questions se posent dans toutes les sociétés européennes, même démocratiques. Pour reprendre avec Laurent Olivier le mot de Benedetto Croce déclarant que « toute histoire est histoire contemporaine », « toute archéologie est une archéologie du contemporain » (*Forum Kritische Archäologie*, 2018 : 48). Si l'archéologue moderne s'éloigne de l'émotion, le grand public a quant à lui pu intérioriser une admiration pour le passé. Cela a pu se produire en accord avec les intentions d'une politique volontariste, à l'instar de celle menée par l'Autriche-Hongrie, dans une volonté d'asseoir la légitimité d'un État multinational (Zintzen, 1998 : 187), ou bien aussi sous contrainte idéologique, comme dans le cas des Daces en Roumanie, pour légitimer une conscience nationale. En dernier lieu, c'est aussi de la capacité des citoyens européens à s'emparer des résultats des fouilles dans un rapport critique que dépend la conscience du passé.

À l'origine de cette publication se trouve le projet d'une journée d'étude du Groupement de Recherche (GDR) « Connaissance de l'Europe médiane » piloté par Antoine Marès (Paris I). Ségolène Plyer (Strasbourg) avait imaginé et organisé la journée d'étude interdisciplinaire « Archéologie et question nationale en Europe – de l'Alsace à l'Europe médiane (XIX^e-XXI^e siècles) », qui s'était tenue le 24 janvier 2018 à la BNUS (Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg), dont rend compte la présente publication. Loup Bernard (Strasbourg) a accompagné de son expertise archéologique tous les développements de ce volume collectif. Sans leur engagement collégial, ces échanges et leur mise en forme n'auraient pu avoir lieu. Que soient remerciés tous ceux qui participèrent à cette rencontre scientifique strasbourgeoise et contribuèrent par leurs présentations et leur participation à la richesse des débats : Panagiota Anagnostou, Bernadette Schnitzler, Alexandre Kostka et Maria Zerva (Strasbourg), ainsi que Dimitris Plantzos (Athènes).

Bibliographie

- AUBOIS Élisabeth, FLOUEST Anne, GUICHARD Vincent, MARGUERON Patrick, METZLER Jeannot, « Avant-propos », in Actes du colloque de Luxembourg, 16-18 novembre 2005, *L'archéologie, instrument du politique ? Archéologie, histoire des mentalités et construction européenne*, Dijon/Gluc-en-Glenne, CRDP/Musée de Bibracte, 2006, p. 5-8.
- AUST Martin, SCHÖNPFLUG Daniel (dir.), « Vom Gegner lernen. Feindschaften und Kulturtransfers im Europa des 19. und 20. Jahrhunderts », Francfort/New York, Campus, 2007.
- BÁNFFY Eszter, « Archäologie – und nationalistische Narrative? Blickwinkel aus Ungarn – Ausblick nach Europa », in dir. Eriksen Berit Valentin, Abegg-Wigg Angelika, Bleile Ralf et Ickerodt Ulf, *Interaktion ohne Grenzen. Beispiele archäologischer Forschungen am Beginn des 21. Jahrhunderts*, vol. 2, Schleswig, Stiftung Schleswig-Holsteinische Landesmuseen Schloss Gottorf, 2017, p. 785-795.
- BARIC Daniel, « Illyrian Heroes, Roman Emperors and Christian Martyrs: The Construction of a Croatian Archeology between Rome and Vienna, 1815-1918 », in dir. Klaniczay Gábor, Werner Michael et Gecser Ottó, *Multiple Antiquities – Multiple Modernities. Ancient Histories in Nineteenth Century European Cultures*, Francfort/New York, Campus, 2011, p. 449-452.
- , « L'archéologie austro-allemande en Méditerranée orientale, enjeux et interactions », *Revue germanique internationale*, (16) 2012, p. 5-11.
- CABANES Pierre, « Archéologie et identité nationale en Albanie au XXe siècle », *Dialogues d'histoire ancienne*, 30 (1), 2004, p. 115-122.
- CHAMPION Timothy, « The Image of the Celts in the 19th Century », in dir. Rieckhoff Sabine, *Celtes et Gaulois dans l'histoire, l'historiographie et l'idéologie moderne*, Actes de la table ronde de Leipzig, 16-

- 17 juillet 2005, Glux-en-Glenne, Bibracte, 2006, p. 123-142.
- CHILDE, Vere Gordon, *Piecing together the Past*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1956.
- DEMOULE Jean-Paul (dir.), *L'Europe. Un continent redécouvert par l'archéologie*, Paris, Gallimard, 2009.
- DÍAZ-ANDREU Margarita, CHAMPION Timothy (dir.), *Nationalism and Archaeology in Europe*, Londres, UCL Press, 1996.
- FÖGEN Thorsten, WARREN Richard (dir.), *Graeco-Roman Antiquity and the Idea of Nationalism in the 19th Century. Case Studies*, Berlin/Boston, De Gruyter, 2016.
- Forum Kritische Archäologie*, vol. 5 (2016), « Wissensproduktion in der Archäologie », préface.
- Forum Kritische Archäologie*, vol. 7 (2018), « Archaeology of the Contemporary Past: An Interview with Alfredo González-Ruibal, Thomas Kersting and Laurent Olivier », p. 47-66.
- HARDT Matthias, LÜBKE Christian et SCHORKOWITZ Dittmar (dir.), *Inventing the Pasts in North Central Europe*, Francfort/Main, Peter Lang, 2003.
- KARL Raimund, « Obrigkeit und Untertan im denkmalpflegerischen Diskurs. Standesdenken als Barriere für eine Citizen Science? », *Forum Kritische Archäologie*, vol. 5 (2016), p. 1-15.
- RIECKHOFF Sabine (dir.), *Celtes et Gaulois dans l'histoire, l'historiographie et l'idéologie moderne*, Actes de la table ronde de Leipzig, 16-17 juillet 2005, Glux-en-Glenne, Bibracte, 2006.
- , « Les Celtes : peuple oublié ou fiction ? », in AUBOIS Élisabeth *et. al.*, *L'Archéologie, instrument du politique ? Archéologie, histoire des mentalités et construction européenne*, Actes du colloque de Luxembourg, 16-18 novembre 2005, Dijon/Glux-en-Glenne, CRDP/Musée de Bibracte, 2006, p. 25-42.

- SCHNAPP Alain, « Archéologie et nations en Europe, aux sources du débat », in AUBOIS Élisabeth *et. al.*, *L'archéologie, instrument du politique ? Archéologie, histoire des mentalités et construction européenne*, Dijon/Gluc-en-Glenne, CRDP/Musée de Bibracte, 2006, p. 13-23.
- SCHUTTE Christoph, « Deutsche und Polen in der Provinz Posen. Überlegungen zur Relevanz gegenseitiger Lernprozesse », in dir. Aust Martin, Schönplig Daniel, *Vom Gegner lernen. Feindschaften und Kulturtransfers im Europa des 19. und 20. Jahrhunderts*, Francfort/New York, Campus, 2007, p. 114-136.
- THUM Gregor, *Die fremde Stadt: Breslau nach 1945*, Munich, Pantheon, 2006.
- ZINTZEN Christiane, *Von Pompeji nach Troja. Archäologie, Literatur und Öffentlichkeit im 19. Jahrhundert*, Vienne, WUV, 1998.

**PAR LE FER OU PAR LE FEU ?
LES USAGES DE L'ARCHÉOLOGIE DANS
LES CONTROVERSES GERMANO-
POLONAISES SUR LES DÉFRICHEMENTS
MÉDIÉVAUX
(DU MILIEU DU XIX^e SIÈCLE À 1914)**

Jawad DAHEUR
EHESS (CERCEC/CRH)

Au XIX^e siècle, l'un des thèmes essentiels du nationalisme allemand est l'idée d'une mission historique en terre slave. Redécouverte par les historiens, l'expansion allemande à l'est des XI^e-XIII^e siècles (appelée *Ostsiedlung* ou *Drang nach Osten*) devient à cette époque un mythe national (Wippermann, 1981 ; Tu, 2009). Après l'an mil, des colons d'origine germanique commencent à s'installer à l'est de l'Elbe, sur des terres qui avaient été repeuplées par des Slaves à la suite des grandes migrations de l'Antiquité tardive. Concomitant de l'essor démographique de l'Occident, ce mouvement se poursuit sur plusieurs générations, d'abord dans les marches orientales de l'Empire (Brandebourg, Mecklembourg, Lusace) où vivent les Wendes (terme désignant des tribus slaves comme les Polabes, les Obodrites et les Sorabes) ; puis aux XII^e-XIII^e siècles, il passe l'Oder en direction de la Poméranie, atteint la Silésie, la Pologne, la Bohême et la Hongrie, ainsi que la zone baltique. Cette vague de peuplement est parfois stimulée par des victoires militaires, mais plus souvent encore incitée par les princes tchèques et polonais désireux de peupler leurs terres. Lié à la christianisation et à la germanisation de larges portions de l'Europe centrale, ce processus a depuis le XIX^e siècle nourri la controverse entre médiévistes allemands et slaves. Si le paradigme national, voire les approches en termes de « colonisation », semblent

aujourd'hui en partie dépassés (Rossignol, 2016), l'héritage de l'*Ostsiedlung* en matière juridique (introduction du *jus teutonicum*), religieuse (fondation d'évêchés et de monastères), agricole (mise en culture de nouvelles terres) et urbain (émergence de villes de droit allemand), n'en a pas moins longtemps été perçu à travers le prisme de « l'influence germanique » en terre slave (Friedberg, 1946 ; Trawkowski, 1960 ; Schulze, 2006).

Cette grille de lecture a été forgée durant le second tiers du XIX^e siècle, à une époque où la question de la colonisation médiévale se « nationalise » aussi bien du côté allemand que de celui des Slaves, Polonais et Tchèques en tête. La colonisation médiévale devient un enjeu capital dans l'élaboration des identités nationales, ce qui se traduit par une riche production historiographique (Piskorski, 2002 et 2004 ; Hackmann et Lübke, 2002). Pour les uns, il s'agit de diffuser l'image d'un colon allemand « porteur de culture » (*Kulturträger*) dans les contrées sauvages d'Europe centrale ; pour les autres, de contrer la propagande allemande et d'exalter le renouveau de la culture slave après les révolutions nationales brisées de 1830 et de 1848. On espère que l'étude de ces périodes lointaines va permettre de prouver l'existence de droits historiques sur les territoires disputés, en faisant appel soit à l'idée d'un peuplement antérieur, soit à l'idée de mérites civilisationnels – ou aux deux, de préférence.

Les débats sont d'autant plus vifs qu'à cette époque, enjeux contemporains et réalités médiévales tendent à se confondre. Dans l'Empire allemand, les milieux nationalistes se réfèrent à l'*Ostsiedlung* comme une entreprise à poursuivre (Krause, 1965). Leur attention se focalise notamment sur les provinces orientales de la Prusse, devenues dans les années 1880 le lieu d'un intense « combat pour le sol » après la création d'une commission de colonisation destinée à financer l'installation de colons allemands dans ces régions polonophones (Baier, 1980). Aux yeux des Polonais, la violence suscitée par ces vellétés d'expansion se situe dans la continuité d'une brutalité toute « teutonique » dont les fondements remontaient au Moyen Âge (Wrzesiński, 2007). Assumés, ces allers-retours entre passé et présent reposent sur l'idée d'un antagonisme éternel entre la « germanité » et la « slavité ». Introduite par l'historien tchèque

František Palacký (1798-1876), cette vision s'impose comme le paradigme dominant de l'historiographie (Labuda, 1969).

Dans ce conflit intellectuel, les questions de fierté nationale ressortent constamment, la valorisation des mérites des ancêtres devant favoriser l'émergence d'un récit partagé. Or l'un des thèmes essentiels sur les mutations du Moyen Âge est ce qu'on nomme alors les « grands défrichements ». Clef de l'essor agricole et démographique qui touche les sociétés médiévales durant les XI^e-XIII^e siècles, le recul de la forêt et l'expansion des terres arables incarne la marche du progrès aux yeux des chercheurs du XIX^e siècle – une position sur laquelle on est quelque peu revenu depuis. Aujourd'hui, on considère que l'Occident médiéval d'avant l'an mil était un espace sans doute un peu plus « ouvert » que les sources ecclésiastiques n'ont bien voulu nous faire croire, ce qui impose de repenser le nouveau modèle de la relation société-forêt à l'époque (Burnouf, 2003). En ce qui concerne l'Europe centrale, les études récentes, alimentées par l'archéologie et la paléobotanique, montrent que des défrichements ont été menés à l'instigation de princes slaves ou par les paysans slaves eux-mêmes avant le XII^e et par endroits même avant le X^e siècle. Certes, cette phase de diminution du couvert forestier fut d'étendue moindre que celle réalisée par les colons allemands après 1100, mais elle a bien existé (Dunin-Wąsowicz et Podwińska, 1976 : 84 ; Schulze, 2006 : 23 ; Williams, 2010 : 106). Au XIX^e siècle cependant, les recherches sur le sujet n'en sont qu'à leurs débuts. Comme les sources sont rares et difficiles à manier, les chercheurs se livrent à toutes sortes d'interprétations. Aussi bien du côté allemand que polonais, on observe une tension permanente entre l'exigence de scientificité et la tentation nationaliste, qui se manifeste à des degrés divers selon les auteurs et les moments.

Toutes les disciplines pouvant fournir un éclairage sur l'histoire des défrichements sont mobilisées. Cet article examine plus particulièrement l'apport de l'archéologie aux débats, à une époque où son essor est fortement stimulé par le nationalisme (Díaz-Andreu et Champion, 1996). Dans le courant du XIX^e siècle, les érudits dans les domaines de la philologie et de l'histoire ancienne se portent vers l'archéologie de terrain. Les matériaux issus de fouilles commencent à être classés, les schémas chronologiques se précisent. Très vite, ces recherches

s'emparent de la question du peuplement originel des régions d'Europe durant les temps « préhistoriques ». La question du « berceau » des Germains et des Slaves fait l'objet de controverses entre archéologues allemands et polonais, dans un jeu complexe de rivalités et d'inspirations (Kaczmarek, 2009). Tandis que les chercheurs polonais voient dans la culture lusacienne (qui s'étendait entre l'Elbe et le Boug à la fin de l'âge du Bronze et au début de l'âge du Fer) une culture proto-slave (Abramowicz, 1991 ; Hensel, 1980), les préhistoriens allemands, Gustaf Kossinna (1858-1931) en tête, réclament l'ensemble de l'Europe centrale, bassin de la Vistule compris, comme terre anciennement germanique, rejetant les Slaves à une origine orientale lointaine (Millotte, 1978).

La question des origines n'est cependant pas la seule à être abordée par les archéologues. Si une grande partie de leurs travaux concernent des temps reculés, la période qui suit les grandes migrations des IV^e-VI^e siècles n'est pas complètement absente de leurs préoccupations. Pour le Haut Moyen Âge, ce n'est tant la question de l'identification ethnique des populations qui fait débat – qu'ils soient allemands ou polonais, tous s'accordent pour dire que les régions situées entre Elbe et Vistule étaient peuplées de Slaves entre l'Antiquité tardive et le début de la colonisation allemande – que celle du niveau de développement et des mérites civilisationnels des uns et des autres. Dans ce cadre, l'histoire des défrichements revient souvent dans les débats. Comme la lutte contre la forêt est allée de pair avec un progrès de l'agriculture et une augmentation des densités de population, la question de savoir par qui les terres d'Europe centrale ont été défrichées représente un enjeu majeur pour la fierté nationale. Dans le contexte des réflexions de la recherche allemande et polonaise sur ces questions entre le milieu du XIX^e siècle et la Première Guerre mondiale, l'archéologie, totalement absente des premières études sur les défrichements médiévaux, va progressivement livrer sa contribution, dans le cadre d'un dialogue avec d'autres disciplines.

Colonisation allemande et défrichements : un paradigme d'abord issu des sources écrites

S'inscrivant dans la théorie des *Kulturträger*, la représentation des Slaves médiévaux comme des tribus primitives et demeurées à l'écart de la civilisation devient un lieu commun dans l'Allemagne du milieu du XIX^e siècle. Entre le départ des Germains vers l'ouest aux IV^e-V^e siècles et la poussée allemande vers l'est aux XII^e-XIII^e siècles, les Slaves installés dans la région auraient vécu dans de profondes forêts. Maîtrisant mal l'agriculture, ils auraient été « civilisés » à mesure que les Allemands défrichaient et apportaient de nouvelles techniques agricoles. Au départ, ce récit repose surtout sur l'analyse des sources d'origine seigneuriale ou ecclésiastique comme les actes de fondation, textes de loi, chroniques, chartes et cartulaires rédigés pendant l'*Ostsiedlung* ou peu après (Helbig et Weinrich, 1968 et 1970). Tout au long du XIX^e siècle, les chercheurs se réfèrent par exemple à la *Chronica Slavorum* compilée par un moine saxon du XII^e siècle, Helmold de Bosau, qui relate la conquête et l'évangélisation des territoires slaves depuis le règne de Charlemagne. D'autres sources sont étudiées, comme les livres de fondation des monastères établis à l'époque et qui réalisèrent des défrichements. Pour la Silésie par exemple, on pense aux écrits laissés par les moines des abbayes de Leubus (fondée en 1163), Trebnitz (1202), Heinrichau (1227) ou Kamenz (1246). Or cette documentation, rédigée aux XII^e-XIII^e siècles dans le but de magnifier l'œuvre colonisatrice de l'Église dans ces contrées « sauvages », tient généralement les Slaves en mauvaise part. Leur attribuant un bas niveau de développement agricole, elle les associe systématiquement au monde des forêts.

L'expression de *cultura silvestris*, qui apparaît dans de nombreuses sources médiévales pour dépeindre l'économie des Slaves, est abondamment commentée. En 1848, l'historien et théologien Franz Boll (1805-1875) y voit une « économie forestière » (*Waldbau*) centrée sur la chasse, la pêche et l'élevage. Étudiant les Slaves du Mecklembourg peu après la conquête de la région par le duc de Saxe au XII^e siècle, il évoque une agriculture rudimentaire qui ne leur permet de payer qu'une dîme bien inférieure à celle des paysans allemands (Boll, 1848 : 70-71). Les travaux sur la Silésie, colonisée à peu près à la même

époque, vont dans le même sens. Au début des années 1830, les tenants de l'histoire régionale lancent un vaste programme d'édition de sources sur la colonisation allemande (Stenzel et Tzschope, 1832). Dans les années suivantes, la recherche s'empare de la question des défrichements. On se réfère au *Liber foundationis* du monastère d'Heinrichau composée par l'abbé Pierre vers 1260, à la charte de fondation de Leubus ou encore aux statuts du synode de Breslau du XIII^e siècle. Sur la base de ce type de sources, le statisticien silésien August Meitzen (1822-1910) s'attache à décrire le faible niveau culturel des Slaves avant le début de la colonisation germanique. Comme Boll, il associe leur mode de vie à la forêt. En Silésie, les Slaves n'auraient avant le XII^e siècle pratiqué l'agriculture que dans des espaces réduits – autour de Glatz, de Leobschütz et de Hirschberg –, aux sols faciles à cultiver. Dans le reste du territoire, en particulier sur les collines, ils auraient vécu des ressources forestières, de la chasse et de l'apiculture (Meitzen, 1864 : 75-76).

Cette vision schématique d'une économie slave centrée sur la forêt est parfois contestée. En 1856, un professeur d'agronomie de Leipzig, Victor Jacobi (1809-1892), affirme qu'il est impossible que les Slaves du Mecklembourg aient survécu dans le rude climat d'Allemagne du nord sans pratiquer l'agriculture, en raison des besoins en fourrage et en paille que l'élevage et la construction des toitures devaient impliquer (Jacobi, 1856 : 122). Les tentatives visant à nuancer l'image des Slaves médiévaux ne trouvent cependant qu'un faible écho, la représentation s'imposant auprès du grand public étant plutôt celle de l'imperméabilité des Slaves au progrès (Labuda, 1969). Depuis les années 1840 environ, l'idée d'une mission allemande en terre slave s'est implantée dans la société allemande. Lors du débat sur la Pologne (*Polendebatte*) tenu au Parlement de Francfort en 1848, l'argument d'une incapacité des Polonais à se gouverner par eux-mêmes avait ainsi été avancé par l'historien silésien Gustav Adolf Stenzel (1792-1854), opposé à l'idée d'une renaissance d'une Pologne indépendante (Wippermann, 1981 : 60).

Un autre signe de cette évolution est le succès des publications de Gustav Freytag (1816-1895), écrivain prolifique dont les écrits ont beaucoup contribué à la genèse d'une

mentalité raciste à l'égard des Slaves en Allemagne (Surynt, 2004). En 1855, il signe *Soll und Haben* [*Doit et avoir*], roman à la gloire du travail allemand qui voit dans les Polonais un peuple privé d'une bourgeoisie porteuse de civilisation. Il publie ensuite ses *Bilder aus der deutschen Vergangenheit* [*Tableaux du passé germanique*] (1859-1867), cycle qui sera réédité pas moins de vingt fois jusqu'à sa mort. Dans le premier volume, Freytag consacre plusieurs pages à l'histoire de la Silésie. La région apparaît comme demeurée à l'état sauvage au moment où les colons allemands s'y installent :

La Silésie n'était vers 1200 que faiblement peuplée et pauvre en main-d'œuvre [...]; des landes désertes s'étiraient sur des lieues, de nombreuses hardes de sangliers avaient établi leur camp dans les marais au cœur des forêts, à l'orée des bois l'ours brun glissait son museau dans le creux des arbres à la recherche de miel sauvage, et l'élan brisait de ses bois difformes les branches de pins sur la lande [...] (Freytag, 1859 : 3).

C'est une nature archaïque, aux antipodes de la civilisation, presque vide d'hommes, qui apparaît ici. Par contraste, Freytag vante les progrès apportés par l'arrivée des Allemands. Il évoque le rôle du *locator*, entrepreneur qui établissait des contrats de défrichage avec les seigneurs, découpait des parcelles et recrutait des colons. En 1871, la proclamation de l'Empire invite à célébrer l'unité du pays. Dans un de ses autres articles, Freytag évoque la Silésie des XII^e-XIII^e siècles, période durant laquelle « la hache du colon allemand, forte et sonore, abat les troncs du passé » (Freytag, 1871 : 16). Il décrit l'essor démographique et urbain, l'impulsion agricole donnée par l'usage de meilleurs outils et l'assolement triennal (*ibid.* : 103).

Cette image du colon-défricheur marquera longtemps la recherche allemande. Par la suite, les études régionales se multiplient et aboutissent à des conclusions similaires, souvent sur la base de quelques sources écrites constamment réutilisées. Le témoignage des moines de Leubus sur le mode des Slaves de Silésie est ainsi mécaniquement appliqué à d'autres régions, comme la Grande-Pologne par exemple (Meyer, 1891 : 65-66). À la fin du siècle arrive le temps de la synthèse. À Leipzig, Karl Lamprecht (1856-1915) entreprend la rédaction d'une histoire nationale embrassant tous les aspects du passé. Selon lui, la

poussée des Allemands à l'est constitue le grand « exploit » (*Großtat*) de la nation au Moyen Âge. Avec elle se serait forgé un caractère germanique « colonial » plus audacieux que celui de la mère-patrie (Lamprecht, 1906 : 312-313). Un élément essentiel de cette psychologie aurait été la volonté de conquérir la forêt, activité restée étrangère aux Slaves. Les paysans allemands, après avoir d'abord « appris » chez eux à faire reculer la forêt, auraient ensuite fait de même à l'est (*ibid.* : 348-349 et 370-371).

L'historiographie polonaise face à l'histoire des forêts : le poids de l'héritage allemand

De façon inattendue, le récit allemand n'a longtemps pas posé problèmes aux chercheurs polonais. En rupture avec le romantisme, beaucoup d'entre eux s'étaient durant le second tiers du XIX^e siècle tournés vers une conception positiviste de l'histoire reposant sur une critique « scientifique » des sources. Or l'autorité en la matière demeurait celle de l'historiographie allemande. À Cracovie, les historiens de l'université Jagellonne se référaient largement aux travaux de leurs collègues silésiens. L'historien allemand Richard Roepell (1808-1893), qui avait dès les années 1840 affirmé que la colonisation allemande avait été un facteur de progrès à travers l'urbanisation, la hausse de la productivité agricole et l'essor du commerce, demeurait une référence. Il avait d'ailleurs eu à Breslau nombre d'étudiants polonais qui sensibilisèrent leurs compatriotes au thème de l'*Ostsiedlung* (Friedberg, 1946 : 178). Certes, la dégradation des relations germano-polonaises dans les années 1870 et 1880, avec le *Kulturkampf* et la politique agressive de peuplement dans les provinces orientales de la Prusse, conduisirent certains à se distancier d'une école allemande tombant dans des excès nationalistes. Mais même ceux dont l'œuvre s'engagea le plus dans cette direction restaient encore tributaires de cet héritage. Au début du XX^e siècle, ils considéraient que la colonisation allemande avait été, dans l'ensemble, bénéfique pour les populations slaves (Piskorski, 2004 : 100-101).

La question des défrichements était l'une des pierres d'achoppement de cette vision. En 1872, le médiéviste Stanisław Smolka (1854-1924) consacre un ouvrage au duc Henri le Barbu, qui fut entre 1201 et 1238 le principal instigateur de colonisation

germanique en Silésie. Il présente la Pologne de cette époque comme une contrée boisée et inhospitalière :

Comme plus ou moins toute la Pologne, la Silésie était à cette époque un pays à moitié sauvage, faiblement peuplé et largement inculte ; des forêts impénétrables occupaient la plus grande partie du pays. Les rares sources écrites qui existent sur le sujet témoignent de l'étendue considérable des terres désertes et boisées [...]. Au milieu de ces forêts on croisait de temps en temps quelques colonies. La population était pauvre et misérable, pratiquait davantage l'élevage primitif de bétail, l'apiculture, la pêche et la chasse que l'agriculture (Smolka, 1872 : 85-86).

On reconnaît une proximité avec les récits de Meitzen et Freytag ; il s'appuie d'ailleurs sur les mêmes sources, principalement le livre de fondation de Heinrichau.

Au tournant du XX^e siècle, l'idée que les Slaves médiévaux vivaient dans un univers forestier continue à marquer l'historiographie polonaise. Auteur d'une synthèse sur le sujet, Wilhelm Bogusławski (1825-1901) l'affirme sans ambages : « le Slave ne se lançait dans le dur labeur que représentait le défrichement de forêts situées loin des rivières que lorsqu'il ne trouvait plus de terres libres au bord de l'eau, en un mot, lorsqu'il était contraint par la nécessité » ; selon lui, « le vaste espace qui allait du Danube à la mer Baltique » était encore complètement couvert de forêts au XIII^e siècle (Bogusławski, 1889 : 276). Inversement, l'impact positif de l'arrivée des Allemands est souligné par ces travaux. En 1877, l'historien du droit Michał Bobrzyński (1849-1935), enseignant à Cracovie, présente la colonisation germanique du XIII^e siècle comme une clef du progrès, les nouveaux venus ayant « éveillé » la population slave au défi des défrichements (Bobrzyński, 1887 : 207). De son côté, Antoni Rehman (1840-1917), professeur à l'université de Lwów et auteur de l'une des premières synthèses de géographie historique sur la Pologne, va jusqu'à affirmer que ce sont les Allemands qui ont « le plus contribué à l'amélioration primaire de notre agriculture » ; il reconnaît la supériorité de l'outillage, des semences et des techniques apportés par ces derniers et met en avant leur rôle central dans le processus de défrichement (Rehman, 1904 : 535).

Archéologie régressive du paysage médiéval et reconstitution des défrichements

Trouvant peu de contradicteurs en Allemagne ou en Pologne, la célébration nationaliste de la colonisation germanique ne cesse de prendre de l'ampleur. D'abord surtout ancrée dans l'analyse du corpus écrit, elle se voit après 1880 renforcée par de nouvelles études explorant d'autres sources. Au corpus des chroniques, cartulaires et autres documents écrits s'ajoutent des données de terrain qui donnent une impulsion nouvelle aux recherches sur les formes des implantations humaines. Trouvant son origine en Allemagne, cette approche va occuper une place centrale dans l'étude du paysage rural, particulièrement à travers l'analyse du parcellaire (Toubert, 1998 ; Abbé, 2005). Or à la même époque, suite à la création de la commission prussienne de colonisation en 1886, la question agraire s'impose comme un terrain de lutte entre Allemands et Polonais. Le renouveau de la recherche sur l'histoire du cadastre ne remet cependant pas en cause le récit nationaliste, bien au contraire. Faisant de l'ethnie l'un de leurs principaux critères d'analyses, les paradigmes introduits se situent en effet dans la lignée du darwinisme social (Labuda, 1969 ; Hackmann et Lübke, 2002).

Pour Meitzen, les actions opérées par l'homme sur le sol ont laissé des traces qu'il faut retrouver pour accéder à la condition première des populations. Dans ce but, il conçoit une méthodologie combinant l'analyse des formes d'habitat, de la distribution des champs et des rapports de propriétés – autant de critères qui, selon lui, varient selon la variable ethnique (Meitzen, 1879 et 1895). Marquée par un déterminisme racial, sa démarche débouche sur une typologie de l'habitat rural. Il distingue le village aggloméré (*Haufendorf*), qui représenterait le mode d'établissement germanique, la dispersion en fermes isolées (*Einzelhof*) pratiquée par les Celtes, enfin le village circulaire (*Runddorf*, *Rundling*) typique des régions slaves. Allant de pair avec une faible étendue des champs et des prés, ce dernier est encéint de forêts (fig. 1).

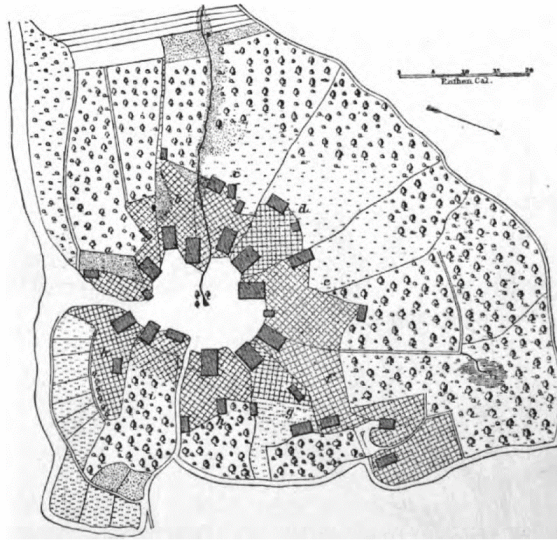


Fig. 1. Plan d'un village circulaire slave à Witzeetze im Drawehn
(région de Lunebourg) (Meitzen, 1895 : 52)

Crédit : Bibliothèque numérique Internet Archives

URL : <https://archive.org/details/siedelungundagra01meituoft>

Meitzen s'intéresse également aux traces que les défrichements ont laissées dans le paysage et que l'on peut lire à travers les reliques forestières ou la configuration de l'habitat et des champs. Sa démonstration s'appuie notamment sur l'analyse des parcellaires laniérés (*Waldhufenfluren*) dans lesquels il voit une forme typique des villages de colonisation d'Europe centrale. Il s'agit de colonies forestières caractérisées par un alignement des maisons le long d'un ruisseau ou d'un chemin, bordées de longues bandes agricoles de même largeur.

Au tournant du XX^e siècle, les études de ce type se multiplient et proposent de nouveaux éclairages sur l'histoire des défrichements médiévaux. Analysant le cas de la Saxe, Bernhard Bruhns (1872-1915) souligne la forte présence du *Waldhufendorf* dans la région des monts Métallifères et réalise une carte présentant l'étendue des parcellaires laniérés (espaces en rose sur la figure 2).

actes de l'abbaye bénédictine de Pegau, fondée en 1091, Bruhns affirme que cette colonisation forestière fut l'œuvre de défricheurs allemands arrivés en territoire slave et n'aurait pas débuté avant la seconde moitié du XII^e siècle.

En sus de l'étude des cadastres, l'archéologie régressive des terroirs repose sur l'analyse de la toponymie. Cette discipline se développe rapidement à la fin du XIX^e siècle, notamment grâce à Wilhelm Arnold (1826-1883), qui lance un programme de recherche sur les noms des finages. Dans sa thèse soutenue en 1875, il avance l'hypothèse que les désinences permettent d'identifier les zones où se sont installées les Germains lors de leur sédentarisation : ainsi le suffixe *-heim* trahirait la présence des Francs, *-ingen*, celle des Alamans, *-leben*, celle des Thuringiens (Arnold, 1875). Élargie à d'autres peuples, cette démarche va revêtir une importance capitale dans les débats sur les « droits historiques », en particulier pour les régions de contact germano-slave.

Dans le même temps, les études toponymiques livrent une contribution importante à l'histoire des forêts, en invitant à s'intéresser ainsi aux traces que les coupes et la mise en culture des terres boisées ont pu laisser dans les noms de lieux. Pour la Thuringe par exemple, on relève de nombreux toponymes en *rod*, *roth*, *reuth*, *reute*, *gereuth* (dérivés du terme allemand *roden*, défricher) comme autant de témoins des défrichements entrepris sous l'égide des monastères durant les IX^e-XII^e siècles (Jacob, 1894 : 2). L'historien Georg Brückner (1800-1881) note quant à lui que la moitié des toponymes la principauté de Reuß sont d'origine sorabe, mais seulement le sixième des noms de terrains gagnés sur la forêt :

Bien que les noms sorabes se retrouvent dans tout le pays, la manière dont ils apparaissent montre de la façon la plus claire que le Sorabe aimait à cultiver les vallées et les dépressions, c'est-à-dire les zones fertiles et faciles à cultiver, tandis qu'il évitait les sols durs et les contrées boisées (Brückner, 1870 : 119).

Les recherches sur d'autres régions aboutissent à des conclusions similaires. Richard Andree (1835-1912) observe ainsi qu'en Bohême et en Saxe, les toponymes slaves disparaissent à mesure que l'altitude augmente (Andree, 1874 :

147-148). Combinant l'analyse de sources écrites, comme le livre de fondation de Heinrichau, et l'étude des toponymes locaux, Joseph Partsch (1851-1925), professeur de géographie à l'université de Breslau, affirme qu'«une carte des zones majoritairement slaves et une autre des toponymes majoritairement allemands donnerait une image assez fidèle de la frontière forestière [en Silésie] à l'époque des débuts de la colonisation allemande» (Partsch, 1896 : 263). La méthode est assez simpliste et repose sur une interprétation mécanique des toponymes, alors que les processus d'emprunts, entre l'allemand et le slave, étaient en réalité assez complexes. Le but est d'ailleurs ouvertement nationaliste, Partsch ne se privant pas de magnifier «les grandioses noms de villages typiquement allemands [qui] font partout souffler le souvenir de l'époque où de rustiques hommes des bois abattaient les forêts de Silésie» (*ibid.* : 353-354).

Les débats sur l'outillage et les apports des premières fouilles

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les réflexions sur les défrichements médiévaux amènent aussi les chercheurs à s'intéresser aux outils utilisés dans le « combat » contre la forêt et la mise en culture des terres défrichées. Haches, cognées, araires et charrues interviennent comme autant d'élément du débat. Cette approche en termes de « culture matérielle » fait appel à l'histoire culturelle, l'ethnographie et, de plus en plus, à l'archéologie. À Leipzig, Friedrich Ratzel (1844-1904) affirme que la reconstruction de l'histoire des cultures nécessite l'étude de leur distribution géographique et de leurs productions matérielles. C'est lui qui fixe le cadre interprétatif qui va dominer la façon de concevoir la place des défrichements dans l'histoire humaine : « la destruction de la forêt est essentiellement une affaire de culture, de population plus dense, de meilleurs outils » (Ratzel, 1891 : 133). Côté allemand, les haches et les charrues ayant permis l'abattage des arbres et le labour des terres défrichées deviennent des symboles de la modernité apportée par la colonisation germanique. En 1908, Martin Treblin (1882-1850) rédige une histoire du peuplement dans la principauté de Schweidnitz en Silésie. Il y évoque l'incapacité des tribus slaves qui s'y sont installées durant le haut Moyen Âge à mettre en valeur les terres boisées : « Le

défrichement de la forêt et sa mise en culture, le gain de terres cultivées sur les terres boisées exigeait une culture assez développée, ainsi que du zèle et de la persévérance, des qualités que ne font pas la réputation des Slaves. Mais ce qu'il leur manquait avant tout, c'était les outils appropriés pour défricher la forêt. » (Treblin, 1908 : 20).

Au départ, ces analyses reposent surtout sur les sources ecclésiastiques qui dépeignent les Slaves comme une population n'utilisant pas d'outils en fer. Dès 1864, Meitzen affirmait, sur la base du témoignage de Helmold et des statuts du synode de Breslau, que les Slaves ne disposaient que de houes et d'un araire de bois peu efficace, le *radlo*, utilisable sur les sols sablonneux ; ce seraient les colons allemands qui auraient introduit la charrue lourde à versoir, outil plus sophistiqué autorisant des semis sur les terres grasses (Meitzen, 1864 : 175). D'autres travaux confirment ce constat pour des régions comme l'Altmark (Brückner, 1879 : 16) et la vallée de la Havel (Bolle, 1910 : 41) Citant la chronique des Cisterciens de Leubus, Treblin évoque l'araire dont les Slaves étaient équipés au début du XII^e siècle et qui « ne pouvait remuer la terre que de façon superficielle, mais pas l'éventrer et la retourner » (Treblin, 1908 : 62-63). Munis de cet instrument rudimentaire, ils n'auraient pas été en mesure de cultiver les zones boisées et se seraient uniquement implantés sur les bandes lœssiques et les terres noires faciles à cultiver. Ils auraient certes réalisé ici où là quelques défrichements, mais bien plus limités que ceux entrepris par les colons allemands au XIII^e siècle. Selon Treblin, ceux qui s'attaquaient à la forêt le faisaient de façon superficielle : ils laissaient les souches à leur place et cultivaient les espaces interstitiels. Plus encore que l'agriculture, l'élevage sur les prairies naturelles aurait été l'activité principale des Slaves avant l'arrivée des Allemands (*ibid.* : 21-22).

À propos des régions situées entre l'Elbe et l'Oder, Eduard Otto Schulze (1856-1933) concède qu'au regard des sols, plus durs qu'en Silésie, et de la plus grande propension des Sorabes à cultiver la terre, il est probable que ceux-ci aient utilisé un outil plus efficace que celui décrit par les moines de Leubus ; il s'agissait sans doute d'un araire en bois au soc durci au feu, peut-être chaussé de métal ou de fer. Néanmoins, Schulze soutient que les techniques agricoles du paysan slave restaient « bien en-

deçà » de ceux du colon allemand, qui « soumettait d'abord la forêt et les étendues sauvages grâce à sa cognée et à sa houe, débarrassait autant que possible le sol des pierres et des souches, creusait des fossés pour le drainer et le labourait profondément avec une charrue solide, bardée de fer et bien attelée [...] » (Schulze, 1896 : 33). Pour visualiser cet instrument, l'auteur renvoyait à l'une des miniatures du *Miroir des Saxons* conservé par la bibliothèque de Dresde (cf. fig. 3).



Fig. 3. Miniature du *Miroir des Saxons* (manuscrit de Dresde, fin XIII^e-milieu XIV^e siècle) représentant une charrue.

Crédit : Bibliothèque numérique de la Bibliothèque nationale et universitaire de Dresde

URL : <http://digital.slub-dresden.de/werkansicht/df/6439/116/0/>

Instrument coûteux, réclamant un développement parallèle de la métallurgie et de l'élevage de trait, la charrue représentait, aux yeux des chercheurs, un marqueur du passage à un degré supérieur du progrès. La maîtrise de cet instrument aurait ainsi été l'un des motifs ayant incité les princes de Bohême à faire venir des colons allemands sur leurs terres aux XII^e-XIII^e siècles (Braungart, 1881 : 1848). Avec la charrue, la mise en culture des sols gras, libérés des forêts, était devenue possible. Il y avait là un enjeu idéologique de taille. Le député libéral Wilhelm Jordan (1819-1904) n'avait-il d'ailleurs pas affirmé, lors du débat de la

Paulskirche de 1848, que la conquête allemande des terres slaves au Moyen Âge s'était faite au moins autant « par la charrue » que « par l'épée » (Wigard, 1848 : 1101) ?

Tout au long du XIX^e siècle, les travaux sur les origines de cet instrument se multiplient et donnent lieu à des controverses visant à établir s'il est attribuable aux Romains, aux Celtes, aux Slaves ou aux Germains. Afin d'étudier les évolutions de ses parties – coutre, pointe, soc, versoir, avant-train, etc. –, les chercheurs recensent les monnaies, peintures et monuments funéraires où figurent des charrues. Ils confrontent également ces données à des observations ethnographiques interprétées régressivement (Rau, 1845 ; Braungart, 1881 ; Peisker, 1897). Les questions de lexique font aussi l'objet de vifs débats. La proximité entre les mots germanique (*Pflug* en allemand) et slave (*plug* en polonais) ouvre ainsi la porte à toutes sortes d'hypothèses sur les emprunts de l'instrument. Les chercheurs allemands soutiennent que la charrue est une invention des Germains antiques et la considèrent comme un signe de la supériorité allemande sur les Slaves (Much, 1878 : 256-257 ; Meitzen, 1895 : 273-276). L'historien tchèque Jan Peisker (1851-1933) défend la thèse opposée, affirmant que c'est aux Slaves que les tribus germaniques doivent la charrue (Peisker 1897 : 17-47). Auteur d'une étude sur le peuplement de la Petite-Pologne, le Galicien Franciszek Bujak (1875-1953) s'attaque à la « légende » d'une origine germanique de la charrue, dont tous les éléments auraient été déjà connus des Romains. Il affirme sur la base de témoignages écrits comme la *Chronique de Nestor*, compilée vers l'an 1113, qu'on l'utilisait en Ruthénie dès le XI^e siècle (Bujak, 1905 : 391-395).

Bien que la majorité des arguments mobilisés dans ces débats soient d'origine textuelle, iconographique, linguistique et ethnographique, on observe chez certains auteurs un recours aux données archéologiques (Behlen, 1904). À plusieurs endroits, en particulier dans des tourbières, on avait découvert des restes d'instruments agricoles. En 1897, Peisker relève des similitudes formelles entre un type d'araire encore utilisé en Bohême à l'époque où il écrit et un exemplaire bien plus ancien, découvert en 1822 lors du drainage d'un marécage non loin de Berlin (fig. 4).

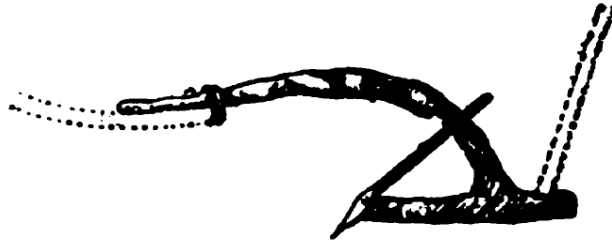


Fig. 4. Araire de bois mis au jour à Dabergotz (Brandebourg) en 1822 (Peisker, 1897 : 229).

Crédit : Bibliothèque numérique Digizeitschriften URL : https://www.digizeitschriften.de/dms/toc/?PID=PPN345858336_0005

Peisker voit dans cet instrument de chêne daté de l'âge de pierre – on avait exhumé au même endroit des haches de guerre en pierre – le prototype du *radlo* qui sera plus tard utilisé dans le Mecklembourg. Quelques restes de charrues sont également retrouvés, mais comme bien souvent aux débuts de l'archéologie, il n'est pas toujours facile de les dater. L'archéologue autrichien Matthäus Much (1832-1909), spécialiste des Indo-Européens, reste prudent face aux éléments d'une charrue découverts en Haute-Autriche :

Je ne suis pas en mesure de dire si l'on a déjà découvert les restes d'une charrue et plus particulièrement de ses parties métalliques en Allemagne. On a en revanche retrouvé, sur l'escarpement sud de l'Attersee [...], une charrue de fer ainsi qu'une longue faux effilée, les crochets d'un chaudron, un pic de carrier, une cuiller renforcée d'une épaisse plaque de fer et d'autres objets sans importance. Mais comme on a aussi découvert au même endroit une figure de bronze romaine, je ne me risquerai pas à affirmer que tous ces artefacts sont d'origine germanique (Much, 1878 : 257).

Much n'en affirme cependant pas moins que l'agriculture des Germains antiques se situait à un niveau élevé. Il leur attribue même les traces laissées par les *Hochäcker*, champs en terrasse

que les archéologues avaient mis au jour sur les pentes des plateaux des Alpes (*ibid.* : 263-267).

Cartographie des défrichements et archéologie du peuplement

Dans la voie ouverte par Ratzel, les réflexions sur la « culture matérielle » des Germains et des Slaves finissent par donner une place centrale aux fouilles archéologiques. Cette évolution se mesure à la lumière du développement de la cartographie historique dans l'Allemagne de la fin du XIX^e siècle. Ratzel, qui recommande l'usage de cet outil pour l'étude du peuplement, offre dans le premier volume de son *Anthropogeographie* des clefs pour appréhender l'histoire des défrichements (Ratzel, 1882). Ses travaux conduisent à l'émergence de la « géographie du peuplement » (*Siedlungsgeographie*), par la suite développée par Robert Gradmann (1865-1950). S'appuyant sur la morphologie, la botanique, l'archéologie, la toponymie et l'histoire, Gradmann étudie les dynamiques de répartition de la population en lien avec l'histoire de la couverture végétale. Comme Ratzel, il voit dans la forêt l'« ennemi » originel de l'homme, un espace hostile à la colonisation (*siedlungsfeindlich*) qui n'aurait été peuplé que tardivement, surtout à partir des grands défrichements de la période médiévale. Il l'oppose à l'espace « ouvert », favorable à la colonisation (*siedlungsfreundlich*), qui aurait accueilli les premières implantations humaines (Gradmann, 1906 : 305-325).

Au tournant du XX^e siècle, cette grille de lecture stimule de nouveaux travaux. Très vite, on comprend que l'archéologie peut fournir des informations-clefs à propos de la conquête des terres agricoles. Ayant surtout observé l'histoire de la Silésie à la lumière de sources écrites, Partsch invite à multiplier les fouilles (Partsch, 1896 : 263). Plus encore que dans l'analyse des outils, l'apport de ces recherches pour l'histoire des forêts se situe, aux yeux des chercheurs, dans l'étude de la répartition du peuplement. À la fin du XIX^e siècle, l'usage de la carte se répand parmi les archéologues (Grunwald, 2016). Pour le directeur du Musée d'histoire naturelle de Stuttgart, Oskar Fraas (1824-1897), les campagnes de fouilles doivent se multiplier dans un objectif « patriotique », celui de faire connaître aux Allemands leur passé ; il est pour cela nécessaire de produire des cartes de

synthèse (Fraas 1880 : 92). Nourris par des attentes nationalistes, ces travaux vont jouer un rôle fondamental dans les querelles sur le peuplement originel des régions de contact germano-slave (Millotte, 1978). L'approche allemande en la matière est conceptualisée par Kossinna, titulaire de la chaire d'archéologie nationale de Berlin depuis 1902. Investiguant le lien entre vestiges archéologiques et peuplement, il formule l'hypothèse selon laquelle les aires de cultures archéologiques correspondent à des ethnies précises (Kossinna, 1911 : 3). Sont ainsi posées les bases d'une archéologie du peuplement (*Siedlungsarchäologie*), bientôt utilisée pour éclairer l'histoire des défrichements médiévaux.

Les tenants de cette approche considèrent en effet que les séquences de peuplement révèlent l'emprise des habitants sur leur milieu. En l'occurrence, le schéma qui apparaît dans les études allemandes de cette époque est souvent le même : les siècles suivant le départ des Germains d'Europe centrale aux V^e-VI^e siècles sont marqués par une baisse drastique des quantités de matériau archéologique, ce qui prouverait la chute des densités de population et la progression de la forêt. En 1899, Robert Beltz (1854-1942), directeur du Musée de Schwerin, publie quatre cartes recensant 1063 résultats de fouilles réalisés dans le Mecklembourg (Beltz, 1899b). Ce travail tient compte de différents types de sites (sépultures, habitations, murs d'enceinte, ateliers) et d'artefacts (outils, céramique, armes, bijoux). Beltz les a classés selon les périodes : 255 pour de l'âge de pierre, 420 pour l'âge du Bronze, 178 pour l'âge du Fer, enfin 210 pour la période « wende ». Beltz a reporté les localisations de ces découvertes en utilisant la sémiologie fixée par le congrès anthropologique de Stockholm de 1874 (fig. 5).

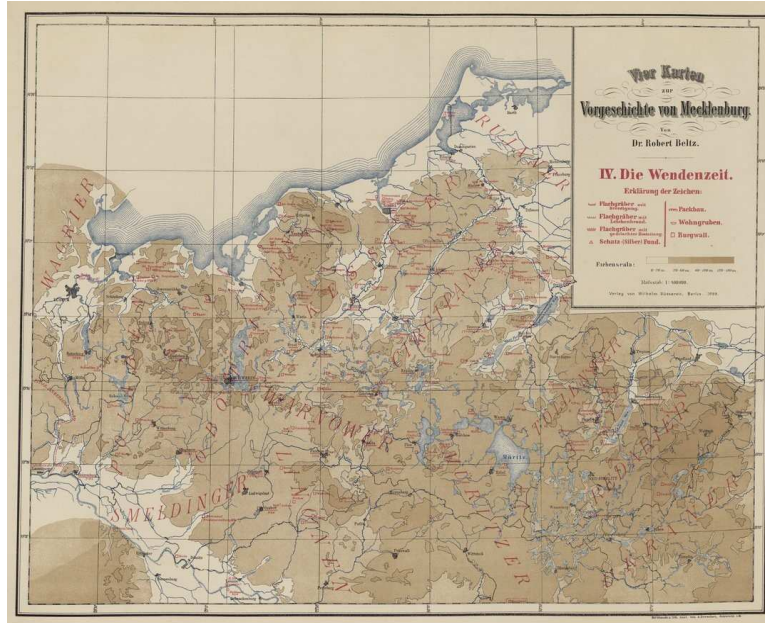


Fig. 5. Carte des sites wendes dans le Mecklembourg (Beltz, 1899b).
Crédit : Gallica - bibliothèque numérique de la Bibliothèque nationale de France

URL : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b84423069/f4.item>

Comparant cette carte avec celle des périodes précédentes, Beltz insiste sur le tournant archéologique qu'a représenté le départ des Germains vers l'ouest ; il constate que durant la période wende, « les artefacts archéologiques manquent tant que l'on croirait presque que le Mecklembourg était devenu un pays vide d'hommes » (Beltz, 1899a : 153). En effet, s'il a recensé pas moins de 143 murs d'enceinte pour cette période, les outils, armes et bijoux sont en revanche très peu nombreux :

Il n'y a pas double triangle hachuré [symbole correspondant aux fonderies] sur la carte des Wendes, puisqu'on n'a retrouvé aucun lieu de fabrication d'aucune sorte ; dans les tombes et les murs d'enceinte, les découvertes d'objets en métal ont été extrêmement rares, ce qui ne nous donne pas une bonne opinion des capacités propres des Slaves (Beltz, 1901 : 39).

Beltz, cependant, n'en tire pas de conclusions sur l'étendue des forêts. Il faut attendre pour cela l'étude du forestier Hans Hausrath (1866-1945), qui, en 1911, voit dans les cartes réalisées par Beltz la preuve que les Slaves vivaient dans un milieu fortement boisé. Il note que les espaces de vie des Wendes étaient bien plus réduits que ceux des cultures précédentes et en conclut à leur incapacité à réinvestir le territoire. Seuls les défrichements entrepris à partir du XII^e siècle auraient permis un retour aux densités de l'époque pré-slave (Hausrath, 1911 : 131).

Soulignée par de nombreuses études allemandes dans les années 1890-1900, la pauvreté matérielle des sites archéologiques slaves semble confirmer le tableau d'arriération que Meitzen proposait sur la base des sources écrites (Meitzen, 1864). Le préhistorien Alfred Götze (1865-1948), employé du Musée d'ethnographie de Berlin, écrit ainsi à propos des vestiges laissés par les Slaves de Thuringe :

Leur misérable legs contraste avec le magnifique mobilier funéraire des tombes mérovingiennes [...]. En règle générale, on trouve chez eux le même maigre inventaire que dans les sépultures slaves d'Allemagne orientale : un couteau de fer, de la vaisselle grossière, çà et là quelques anneaux de tempes en bronze (Götze, 1904 : 67).

Pour la Silésie, Konrad Fedde dresse un constat similaire sur la base de fouilles de tombes, de lieux d'habitation et de fortifications. Alors que les archéologues ont mis au jour de nombreux artefacts datant de l'âge de pierre, du Bronze et du Fer sur le territoire de l'ancienne principauté de Brieg, ils n'ont en revanche presque rien trouvé pour les VI^e-IX^e siècles. Il en conclut à de faibles densités et à une large emprise de la forêt dans la Silésie slave (Fedde, 1908 : 27-28). Est ainsi renforcée l'idée d'un recul de la culture régionale après le départ des Germains.

Travaillant également sur le cas silésien, Treblin analyse les inventaires du Musée des antiquités silésiennes de Breslau, alimentés à la fin du XIX^e siècle par de nombreuses fouilles, en particulier celles de murs d'enceinte présents dans la région (Vug, 1890 ; Söhnel, 1894). Partant de l'hypothèse que ces structures, destinées à servir de refuge en cas d'attaque, étaient situées à proximité des lieux d'habitation, et constatant que la

majorité des murs mis au jour avaient été érigés sur des sites déjà occupés aux époques préhistoriques, Treblin conclut que les Slaves arrivés aux V^e-VI^e siècles se seraient installés dans les endroits déjà défrichés (Treblin, 1908 : 26-27). Comme Beltz, il mobilise la cartographie pour appuyer sa démonstration. À l'échelle de la principauté de Schweidnitz, la comparaison entre la répartition des sites pré- et protohistoriques d'une part, et des sites slaves de l'autre, démontre selon Treblin l'installation des Slaves dans les terres basses du nord et l'est, en dessous des 250 mètres (fig. 6 et 7).

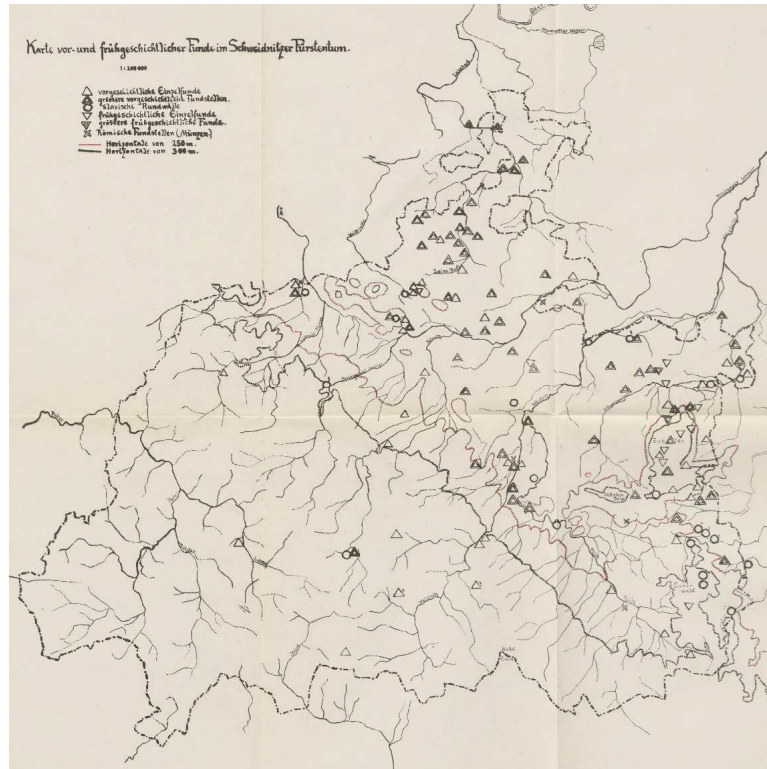


Fig. 6. Sites pré- et protohistoriques dans la principauté de Schweidnitz (Treblin, 1908)

Crédit : Bibliothèque Numérique de Basse-Silésie.

URL : <http://www.dbc.wroc.pl/publication/5127>

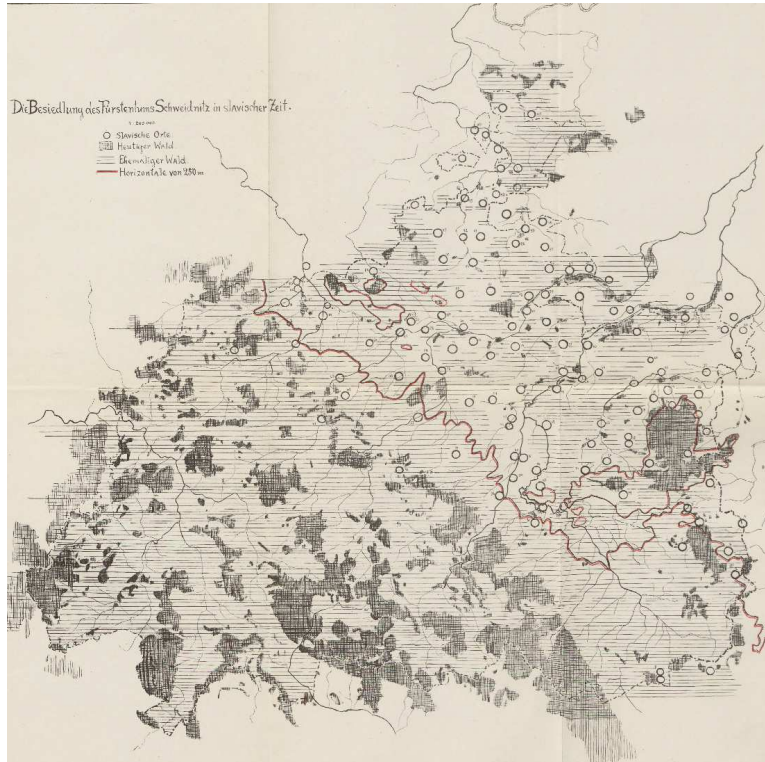


Fig. 7. La principauté de Schweidnitz durant la période slave
(Treblin, 1908)

Crédit : Bibliothèque numérique de Basse-Silésie.

URL : <http://www.dbc.wroc.pl/publication/5127>

Ce qui frappe sur la carte de la période slave, c'est l'étendue des forêts. Pour arriver à ce résultat, Treblin a combiné les données archéologiques à l'analyse des sources écrites, de la toponymie et de la pédologie. Il a également recensé les traces de colonies de défricheurs (villages-rues) et interprété les îlots forestiers contemporains (en noir sur la carte) comme « un précieux témoignage sur l'étendue des forêts du passé » (*ibid.* : 46).

La carte suivante présente les établissements humains durant la colonisation allemande et au-delà. On y observe l'expansion

des villes et des villages en direction du sud et de l'ouest, dans des zones jamais habitées auparavant (fig. 8).

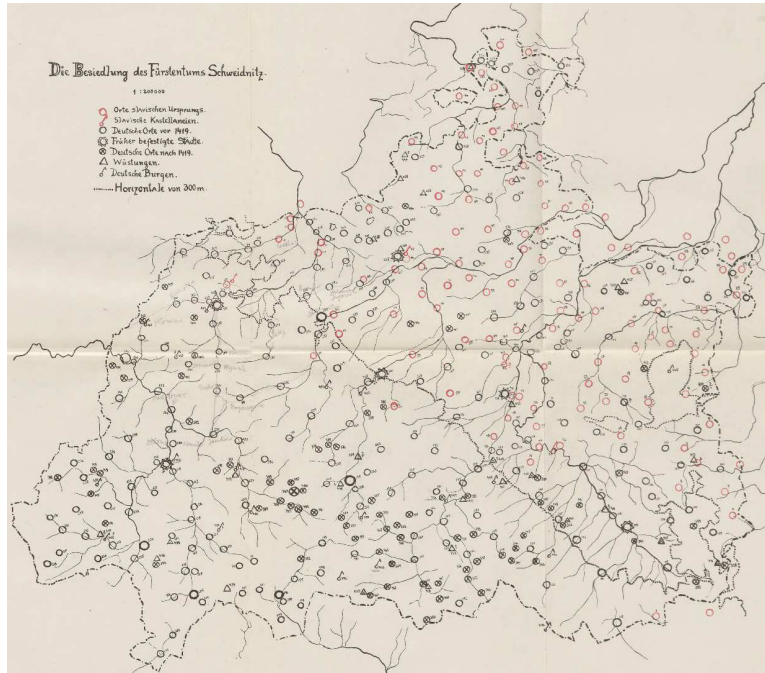


Fig. 8. La principauté de Schweidnitz durant la colonisation allemande (Treblin, 1908)

Crédit : Bibliothèque numérique de Basse-Silésie.

URL : <http://www.dbc.wroc.pl/publication/5127>

Selon Treblin, la germanisation a conduit à une « formidable transformation du paysage » dans la principauté de Schweidnitz : « En à peine 200 ans (de 1200 à 1400), les immenses forêts furent défrichées, les terres boisées et montagneuses mises en culture, l'assolement triennal introduit [...] » (Treblin, 1908 : 93). Grâce à cette série de cartes, il propose une histoire facilement mémorisable qui valorise le rôle de l'apport germanique dans la lutte contre la forêt.

Une histoire alternative : les défrichements par le feu

Face à ce récit allemand dominant, certains chercheurs polonais développent à la même époque une thèse alternative : ce serait au moyen du feu et non de la hache que les Slaves se seraient attaqués aux forêts pour développer l'agriculture, et ce bien avant l'arrivée des colons allemands au XII^e siècle. Du point de vue de la méthode, on a là une approche qui, en raison de l'absence de technique de détection à cette époque, fait peu appel à l'archéologie – il faudra attendre la fin du XX^e siècle pour que l'anthracologie apporte son éclairage sur les usages du feu dans le passé (Chabal, 1994) – et se réfère donc surtout à l'analyse linguistique, à la toponymie et à l'ethnologie. En 1887, le botaniste Józef Rostafiński (1850-1928) affirme dans un discours à l'Académie des sciences de Cracovie que les Slaves auraient été les inventeurs et les propagateurs des techniques de défrichement par le feu, inconnues des Romains et des Germains. D'après lui, les Polabes ont durant le haut Moyen Âge appris aux tribus germaniques à pratiquer cette méthode et c'est de là que celle-ci se serait diffusée vers l'ouest du continent (Rostafiński, 1887 : 26-27 et 1908 : 17-18). L'argument central de Rostafiński est que l'abattage d'une forêt constitue un travail laborieux qui n'est entrepris que lorsque l'on a besoin de grandes quantités de bois. Si ce n'est pas le cas – et chez Slaves justement, les besoins en combustible ligneux étaient réduits car ils utilisaient des bouses de vache pour se chauffer –, il n'y a aucun intérêt à se lancer dans les pénibles opérations d'abattage et de dessouchage des terrains : « il est certain qu'avant que les exportations de produits ligneux [...] ne démarrent en Pologne, personne ne pensait à couper des arbres pour réaliser des semis » (Rostafiński, 1887 : 27). L'auteur rappelle que la pratique du dégagement de champs par le feu a survécu jusqu'à la période contemporaine, par exemple en Lituanie, en Russie et dans les Tatras, où elle est décrite par des observateurs des XVIII^e et XIX^e siècles. La méthode est la suivante : à l'automne, on écorce les arbres pour qu'ils se dessèchent, puis on y met le feu au printemps afin de déboiser la parcelle (*ibid.* : 26). En réalisant ces brûlis contrôlés, les Slaves obtenaient des clairières fertilisées par une couche de cendres qu'ils pouvaient cultiver sans charrue durant quelques années. Répétées, ces opérations auraient

conduit au déboisement définitif de grandes surfaces dans la Pologne médiévale.

Quelques années plus tard, la thèse de Rostafiński est critiquée par le médiéviste polonais Franciszek Piekosiński (1844-1906) dans une étude consacrée à l'agriculture slave : « Le feu constitue en effet un élément qu'il est très difficile et parfois impossible de maîtriser lorsqu'il se déchaîne. [...] Dans ces conditions, il ne peut absolument pas avoir été question de feux de forêt destinés à dégager des terres arables » (Piekosiński, 1896 : 95). Poursuivant les discussions sur le sujet, l'historien galicien Oswald Balzer (1858-1933) attaque le raisonnement de Piekosiński, dans lequel il voit un « enfantillage » ; il ne se range cependant pas pour autant aux côtés de Rostafiński, car selon lui – il propose une relecture plus attentive du livre de fondation d'Heinrichau que celle des auteurs allemands –, les Slaves auraient bel et bien réalisé des défrichements (Balzer, 1899 : 250). Au début du XX^e siècle, la thèse des défrichements par le feu obtient cependant un nouveau soutien de poids, celui de Bujak, qui y voit un argument contre ce qu'il appelle « notre foi en la supériorité allemande en matière d'agriculture » :

S'il est vrai que nos premières chroniques insistent souvent sur le caractère boisé de la Pologne [...], il ne faudrait pas en tirer la conclusion que la Pologne était entièrement couverte de forêts [...], que l'agriculture n'était qu'une activité secondaire de nos ancêtres [...]. Le point de vue selon lequel ce fut seulement la colonisation allemande qui transforma la Pologne en pays agricole, que seuls la hache de fer allemande et la charrue de fer allemande civilisèrent la Pologne, découle principalement de cette idée reçue que l'être humain ne peut faire disparaître le couvert forestier qu'en défrichant. [...] Or il existait, pour détruire la forêt et préparer le sol à la culture des céréales, un moyen beaucoup plus simple : mettre le feu aux arbres (Bujak, 1905 : 195-196).

Après plusieurs dizaines d'années d'un traitement répété par le feu, les racines devaient pourrir et on obtenait le même résultat qu'après un déboisement à la cognée. Comme Rostafiński, Bujak s'appuie sur des témoignages écrits tels que la *Chronica Slavorum* de Helmold, dont un passage décrit la région de la Warta comme étant déjà largement déboisée au IX^e siècle, ou encore la

Sarmatiae Europaeae descriptio (1578) d'Alessandro Guagnini, qui mentionne la pratique du brûlis dans la Ruthénie Blanche du XVI^e siècle. Mais son argument principal est philologique : le nom de la Pologne lui-même (de la racine *polsko*) signifierait littéralement « vieux champ » ou « grand champ », par conséquent un espace forcément débarrassé des forêts (*ibid.* : 196). Selon Bujak, le brûlis est la forme la plus ancienne d'agriculture pratiquée dans le monde, car c'est la plus simple à mettre en œuvre partout où il y a des forêts. En Pologne, elle aurait laissé des traces partout visibles dans la toponymie à travers les centaines de noms de lieux dérivés du terme *łazy*, qui désigne la couche de cendres laissée après un brûlis (*ibid.* : 221). La thèse des défrichements par le feu se voit ainsi renforcée par une batterie d'arguments. Dans les années qui suivent, on la retrouve dans d'autres travaux encore (Gródecki, 1913 : 51).

Conclusion

Entre le milieu du XIX^e siècle et la Première Guerre mondiale, les recherches allemandes et polonaises sur les défrichements médiévaux ont progressé dans différentes directions. En schématisant, deux grands récits sur l'histoire de la lutte contre les forêts et du développement de l'agriculture entre l'Elbe et la Vistule s'opposent : d'une part celui qui met en avant le tournant qu'a représenté l'arrivée des colons allemands et de leurs outils en fer à partir du XII^e siècle ; de l'autre, une histoire alternative affirmant que c'est bien avant, et au moyen du feu, que les Slaves avaient dégagé les « grands champs » auxquels la Pologne doit son nom. Quels ont été les apports de l'archéologie dans ces débats ? La première constatation à faire est que les données issues de fouilles sont arrivées tardivement, à un moment où la recherche s'était déjà emparée de la question des défrichements sur la base des sources écrites, de la linguistique, de la toponymie, de la botanique et de l'étude du cadastre. Elles ont par conséquent surtout joué le rôle d'argument d'appoint, venant en appui de thèses formulées précédemment. Le second constat qui s'impose est que les observations de terrain et les fouilles ont bien davantage été mobilisées du côté allemand que polonais. Pionniers dans les méthodes d'analyse régressive du paysage et inventeurs de la *Siedlungsarchäologie*, les chercheurs allemands ont vite perçu l'intérêt que pouvait revêtir cette nouvelle

discipline pour l'histoire des défrichements. Plus qu'à travers l'étude des outils utilisés en forêt et dans les champs, c'est par l'analyse de la répartition du peuplement durant les siècles passés que l'archéologie a le plus contribué à alimenter les thèses allemandes sur la chronologie des défrichements, en particulier au moyen des cartes proposées par des auteurs comme Beltz et Treblin. Il faut toutefois souligner que dans ces travaux, le pouvoir explicatif des données archéologiques n'est jamais surestimé – c'est la voie que Kossinna aura par la suite tendance à poursuivre et qui lui vaudra de nombreuses critiques, entre autres de la part d'archéologues polonais (Millotte, 1978) – mais toujours évalué à la lumière des résultats d'autres branches de la recherche.

Néanmoins, en termes de méthode, le recours à l'archéologie au tournant du XX^e siècle pose problème, en particulier lorsque les chercheurs entendent tirer des conclusions sur les superficies boisées et en présenter une reconstitution cartographique. La première raison en est que les implantations humaines mises au jour par l'archéologie n'ont pas toutes été occupées en même temps, mais les unes après les autres, ce qu'une carte présentant une situation en « instantané » ne peut montrer ; la forêt était défrichée à certains endroits, puis à d'autres, et entretemps le couvert forestier se reconstituait dans les anciennes clairières (Küster, 1998 : 122). Le second problème est que ces cartes ne prennent en compte que les établissements dont l'existence a été prouvée par les fouilles, alors que d'autres ont certainement existé mais n'ont pas laissé de traces ou bien n'ont pas encore été découverts à l'époque (Buczek, 1960 : 18). À la fin du XIX^e siècle, l'archéologie sur les Slaves du Haut Moyen Âge n'en est encore qu'à ses débuts et suscite moins d'intérêt que les études portant sur les périodes préhistoriques. Dans ce cadre, le constat de la « pauvreté » des sites slaves par rapport aux sites d'occupation antérieurs, qui constitue un argument récurrent dans les travaux allemands, représente également un biais qui découle en partie des ambitions mêmes de la recherche. La thèse des défrichements par le feu, de son côté, repose sur un faisceau d'arguments où l'archéologie est plutôt absente. Au regard des connaissances de l'époque, elle ne pouvait en fait être ni validée ni invalidée par des fouilles. La pratique du brûlis pouvait avoir existé sans laisser de traces matérielles détectables par les

archéologues de la fin du XIX^e siècle. Aujourd'hui, les couches de cendres fossilisées présentes dans les sols sont étudiées et considérées comme le témoignage de l'usage du feu pour dégager des terres agricoles, même s'il semble que cette pratique ait été abandonnée en Pologne occidentale peu après l'an mil et ne se soit maintenue que plus à l'est (Plit, 2014 :152).

Bibliographie

- ABBÉ Jean-Loup, « Le paysage peut-il être lu à rebours ? Le paysage agraire médiéval et la méthode régressive », in dir. Cursente Benoît et Mousnier Mireille, *Les Territoires du médiéviste*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 383-399.
- ABRAMOWICZ Andrzej, *Historia archeologii polskiej: XIX i XX wiek* [Histoire de l'archéologie polonaise : XIX^e et XX^e siècles], Varsovie, PAN, 1991.
- ANDREE Richard, *Wendische Wanderstudien. Zur Kunde der Lausitz und der Sorbenwenden*, Stuttgart, Maier, 1874.
- ARNOLD Wilhelm, *Ansiedlungen und Wanderungen deutscher Stämme zumeist nach hessischen Ortsnamen*, Marburg, Elwert, 1875.
- , *Studien zur deutschen Kulturgeschichte*, Stuttgart, Cotta, 1882.
- BAIER Roland, *Der deutsche Osten als soziale Frage: Eine Studie zur preußischen und deutschen Siedlungs- und Polenpolitik in den Ostprovinzen während des Kaiserreichs und der Weimarer Republik*, Cologne, Böhlau, 1980.
- BALZER Oswald, « O zadrudze słowiańskiej: uwagi i polemika » [À propos de la *zadruga* slave : remarques et polémique], *Kwartalnik Historyczny*, vol. 13, n° 2, 1899, p. 183-256.
- BEHLEN Heinrich, *Der Pflug und das Pflügen bei den Römern und in Mitteleuropa in vorgeschichtlicher Zeit: Eine vergleichende agrargeschichtliche, kulturgeschichtliche und archäologische Studie*, Dillenburg, C. Seel's Nachf., 1904.
- BELTZ Robert, *Die Vorgeschichte von Mecklenburg*, Berlin, Wilhelm Süsserott, 1899a.
- , *Vier Karten zur Vorgeschichte von Mecklenburg*, Berlin, Wilhelm Süsserott, 1899b.

- , « Erläuterung der Karten zur Vorgeschichte von Mecklenburg », *Korrespondenzblatt der Deutschen Gesellschaft für Anthropologie, Ethnologie und Urgeschichte*, 1901, vol. 32, n° 2, 1901, p. 10-16, 30-32 et 37-39.
- BOBRZYŃSKI Michał, *Dzieje Polski w zarysie* [Esquisse d'une histoire de la Pologne], Varsovie, Gebethner & Wolff, 1887.
- BOGUSŁAWSKI Wilhelm, *Dzieje Słowiańszczyzny północno-zachodniej do połowy XIII w.* [Histoire des Slaves du Nord-Ouest jusqu'au milieu du XIII^e siècle], vol. 2, Poznań, à compte d'auteur, 1889.
- BOLL Franz, « Mecklenburgs deutsche Colonisation im 12. und 13. Jahrhundert », *Jahrbücher des Vereins für Mecklenburgische Geschichte und Altertumskunde*, vol. 13, 1848, p. 57-112.
- BOLLE Max, *Beiträge zur Siedlungskunde des Havelwinkels*, Halle, Kämmerer & Co, 1910. BRAUNGART Richard, *Die Ackerbaugeräte in ihren praktischen Beziehungen wie nach ihrer urgeschichtlichen und ethnographischen Bedeutung*, Heidelberg, Winter, 1881.
- BRÜCKNER Alexander, *Die slavischen Ansiedlungen in der Altmark und im Magdeburgischen*, Leipzig, Hirzel, 1879.
- BRÜCKNER Georg, *Volks- und Landeskunde des Fürstentums Reuß j[üngerer] L[inie]*, Gera, Köhler, 1870.
- BRUHNS Bernhard, « Geographische Studien über die Waldhufensiedelungen in Sachsen », *Globus*, vol. 95, n° 13, 1909, p. 197-200 et 220-225.
- BUCZEK Karol, *Ziemia polskie przed tysiącem lat: zarys geograficzno-historyczny* [Les terres polonaises il y a mille ans : esquisse géographique et historique], Wrocław, Zakład Narodowy im. Ossolińskich Wydawnictwo PAN, 1960.
- BUJAK Franciszek, *Studia nad osadnictwem Małopolski* [Étude sur le peuplement de la Petite-Pologne], Cracovie, Akademia Umiejętności, 1905.

- BURNOUF Joëlle, « La nature des médiévistes », *Études rurales*, n° 167-168, 2003, p. 215-226.
- CHABAL Lucie, « Apports récents de l'anthracologie à la connaissance des paysages passés : performances et limites », *Histoire & Mesure*, vol. 9, n° 3/4, 1994, p. 317-338.
- DÍAZ-ANDREU Margarita et CHAMPION Timothy (dir.), *Nationalism and Archaeology in Europe*, Londres, University College London Press, 1996.
- DUNIN-WAŚOWICZ Teresa et PODWIŃSKA Zofia, « Transformations du paysage rural en Pologne médiévale à la lumière de nouvelles recherches archéologiques », *Études rurales*, vol. 61, n° 1, 1976, p. 83-91.
- FEDDE Konrad, *Beiträge zur Siedlungskunde im ehemaligen Fürstentum Brieg*, Breslau, Rischkowsky, 1908.
- FRAAS Oskar, « Redebeitrag », *Verhandlungen der XI. allgemeinen Versammlung der Deutschen anthropologischen Gesellschaft zu Berlin*, 1880, p. 92-96.
- FREYTAG Gustav, *Bilder aus der deutschen Vergangenheit*, vol. 1, Leipzig, Hirzel, 1859.
- , « Deutsche Ansiedler im schlesischen Grenzwald », *Im neuen Reich*, vol. 2, 1871, p. 6-16, 55-65 et 94-104.
- FRIEDBERG Marian, *Kultura polska a niemiecka: elementy rodzime a wpływy niemieckie w ustroju i kulturze Polski średniowiecznej* [Culture polonaise et allemande : les éléments autochtones et les influences allemandes dans le système politique et la culture de la Pologne médiévale], Poznań, Wydawnictwo Instytutu Zachodniego, vol. 1, 1946.
- GÖTZE, Alfred, « Das vorgeschichtliche Thüringen », *Korrespondenzblatt des Gesamtvereins der deutschen Geschichts- und Altertumsvereine*, 1904, p. 61-68.

- GRADMANN Robert, « Beziehungen zwischen Pflanzengeographie und Siedlungsgeschichte », *Geographische Zeitschrift*, vol. 12, 1906, p. 305-325.
- GRÓDECKI Roman, « Książęca włość trzebnicka na tle organizacji majątków książęcych w Polsce w XII wieku » [Le domaine ducal de Trzebnica à la lumière de l'organisation des domaines ducaux dans la Pologne du XII^e siècle], *Kwartalnik Historyczny*, 27, 1913, p. 1-66.
- GRUNWALD Susanne, « Archäologischer Raum ist politischer Raum. Neue Perspektiven auf die archäologische Kartographie », *Forum Kritische Archäologie*, vol. 5, 2016, p. 50-75.
- HACKMANN Jörg et LÜBKE Christian, « Die mittelalterliche Ostsiedlung in der deutschen Geschichtswissenschaft », in dir. Piskorski Jan M., *Historiographical Approaches to Medieval Colonization of East Central Europe: a Comparative Analysis against the Background of other European Inter-Ethnic Colonization Processes in the Middle Ages*, Boulder/New York, Columbia University Press, 2002, p. 179-217.
- HAUSRATH Hans, *Pflanzengeographische Wandlungen der deutschen Landschaft*, Leipzig, Teubner, 1911.
- HELBIG Herbert et WEINRICH Lorenz, *Urkunden und erzählende Quellen zur deutschen Ostsiedlung im Mittelalter*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1970, 2. vol., 1968-1970.
- HENSEL Witold, *De l'histoire des recherches archéologiques sur les Slaves du Haut Moyen Âge*, Varsovie, PAN, 1980.
- JACOB Georg, *Die Ortsnamen des Herzogtums Meiningen*, Hildburghausen, Kesselring, 1894.
- JACOBI Victor, *Slawen- und Teutschum in cultur- und agrarhistorischen Studien*, Hanovre, Rümpler, 1856.
- KACZMAREK Jarmila, « Archeologia polska i niemiecka – rywalizacja, inspiracje, współpraca (XIX – 1. połowa

- XX wieku) » [L'archéologie polonaise et allemande - rivalité, inspiration, coopération (XIX^e – milieu du XX^e siècle)], in dir. Brzostowicz Michał, *Archeologia polska i jej czasy* [L'archéologie polonaise et sa périodisation], Poznań, Poznańskie Towarzystwo Przyjaciół Nauk, 2009, p. 9-31.
- KOSSINNA Gustaf, *Die Herkunft der Germanen. Zur Methode der Siedlungsarchäologie*, Würzburg, Kabitzsch, 1911.
- KRAUSE Hans, « Die alldeutsche Geschichtsschreibung vor dem Ersten Weltkrieg », in dir. Joachim Streisand, *Studien über die deutsche Geschichtsschreibung*, vol. 2, Berlin, Akademie-Verlag, 1965, p. 190-226.
- KÜSTER Hansjörg, *Geschichte des Waldes: von der Urzeit bis zur Gegenwart*, Munich, Beck, 1998.
- LABUDA Gerard, « The Slavs in Nineteenth Century German Historiography », *Polish Western Affairs*, vol. 10, 1969, p. 177-234.
- LAMPRECHT Karl, *Deutsche Geschichte*, vol. 3, 3e éd., Fribourg Br., Heyfelder, 1906.
- MEITZEN August, *Über die Culturzustände der Slaven in Schlesien vor der deutschen Colonisation*, Breslau, Max und Komp., 1864.
- , « Die Ausbreitung der Deutschen in Deutschland und ihre Besiedelung der Slawengebiete », *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, vol. 32, 1879, p. 1-59.
- , *Siedelung und Agrarwesen der Westgermanen und Ostgermanen der Kelten, Römer, Finnen und Slaven*, Berlin, Herz, vol. 1, 1895.
- MILLOTTE Jacques-Pierre, « Archéologie, racisme et nationalisme. À propos de l'interprétation des vestiges archéologiques », *Dialogues d'histoire ancienne*, vol. 4, n° 1, 1978, p. 377-402.
- MUCH Matthäus, « Über den Ackerbau der Germanen », *Mittheilungen der anthropologischen Gesellschaft in Wien*, vol. 8, 1878, p. 203-273.

- PARTSCH Joseph, *Schlesien: eine Landeskunde für das deutsche Volk auf wissenschaftlicher Grundlage*, Breslau, Hirt, 1896.
- PEISKER Jan, « Zur Sozialgeschichte Böhmens », *Zeitschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, vol. 5, 1897, p. 1-12 et 329-38.
- PIEKOSIŃSKI Franciszek, *Ludność wieśniacza w Polsce w dobie piastowskiej* [La population des campagnes dans la Pologne des Piast], Cracovie, à compte d'auteur, 1896.
- PISKORSKI, Jan M., « The Medieval "Colonization of the East" in Polish Historiography », in dir. Piskorski Jan M., *Historiographical Approaches to Medieval Colonization of East Central Europe: a Comparative Analysis against the Background of other European Inter-Ethnic Colonization Processes in the Middle Ages*, Boulder/New York, Columbia University Press, 2002, p. 97-105.
- , « The Medieval Colonization of Central Europe as a Problem of World History and Historiography », *German History*, 2004, vol. 22, n° 3, p. 323-343.
- PLIT Joanna, « Secular Forest Exploitation and its Landscape Consequences. Evolution of Forest Landscapes on Polish Territories », *Dissertations of Cultural Landscape Commission*, 2014, vol. 23, p. 149-164.
- RATZEL Friedrich, *Anthropo-Geographie, oder Grundzüge der Anwendung der Erdkunde auf die Geschichte*, Stuttgart, Engelhorn, 1882.
- RAU Karl Heinrich, *Geschichte des Pfluges*, Heidelberg, Winter, 1845.
- REHMAN Antoni, *Niżowa Polska opisana pod względem fizyczno-geograficznym* [La plaine polonaise décrite du point de vue de la géographie physique], Lwów, Akademia Umiejętności, 1904.
- ROSSIGNOL Sébastien, « Doit-on encore parler de colonisation allemande au Moyen Âge ? Réflexions sur l'historiographie récente concernant l'Europe du Centre-

- Est aux XII^e et XIII^e siècles », *Revue historique*, 2016, vol. 4, n° 680, p. 905-940.
- ROSTAFIŃSKI Józef, *Polska z czasów przedhistorycznych pod względem fizyjograficznym i gospodarskim* [La Pologne des temps préhistoriques du point de vue physiographique et économique], Cracovie, Akademia Umiejętności, 1887.
- , *O pierwotnych siedzibach i gospodarstwie Słowian w przedhistorycznych czasach* [À propos des premiers établissements et de l'économie des Slaves durant les temps préhistoriques], Cracovie, Akademia Umiejętności, 1908.
- SCHULZE Eduard Otto, *Die Kolonisierung und Germanisierung der Gebiete Zwischen Saale und Elbe*, Leipzig, S. Hirzel, 1896.
- SMOLKA Stanisław, *Henryk Brodaty: ustęp z dziejów epoki piastowskiej* [Henri le Barbu : introduction à l'histoire de l'époque des Piast], Lwów, Gubrynowicz i Szmidt, 1872.
- SÖHNEL Hermann, « Die Burgwälle Schlesiens nach dem gegenwärtigen Stande der Forschung », *Schlesische Vorzeit in Schrift und Bild*, vol. 6, 1894, p. 89-105.
- STENZEL Gustav Adolf et TZSCHOPPE Gustav Adolf, *Rechte in Schlesien und der Ober-Lausitz*, Hambourg, Perthes, 1832.
- SURYNT Izabela, *Das « ferne », « unheimliche » Land: Gustav Freytags Polen*, Dresde, Thelem, 2004.
- TOUBERT Pierre, « Histoire de l'occupation du sol et archéologie des terroirs médiévaux : la référence allemande », *Journal des Savants*, janvier-juin 1998, p. 55-77.
- TRAWKOWSKI Stanisław, « W sprawie roli kolonizacji niemieckiej w przemianach kultury materialnej na ziemiach polskich w XIII wieku » [Au sujet du rôle de la colonisation allemande dans les évolutions de la culture matérielle en terres polonaises au XIII^e siècle],

- Kwartalnik historii kultury materialnej*, vol. 8, n° 2, 1960, p. 183-207.
- TREBLIN Martin, *Beiträge zur Siedlungskunde im ehemaligen Fürstentum Schweidnitz*, Breslau, E. Wohlfarth, 1908.
- TU Tzu-hsin, *Die Deutsche Ostsiedlung als Ideologie bis zum Ende des Ersten Weltkriegs*, Kassel, Kassel University Press, 2009.
- VUG Oscar, *Schlesische Heidenschanzen, ihre Erbauer und die Handelsstraßen der Alten. Ein Beitrag zur deutschen Vorgeschichte*, Grottkau, à compte d'auteur, 1890.
- WIGARD Franz (éd.), *Stenographischer Bericht über die Verhandlungen der deutschen constituierenden Nationalversammlung*, vol. 2, Francfort-sur-le-Main, 1848.
- WILLIAMS Michael, *Deforesting the Earth: From Prehistory to Global Crisis*, Chicago, University of Chicago Press, 2010.
- WIPPERMANN Wolfgang, « Die Ostsiedlung in der deutschen Historiographie und Publizistik: Probleme, Methoden und Grundlinien der Entwicklung bis zum Ersten Weltkrieg », *Germania Slavica*, vol. 1, 1981, p. 41-69.
- , *Der « deutsche Drang nach Osten »: Ideologie und Wirklichkeit eines politischen Schlagwortes*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1981.
- WRZESIŃSKI Wojciech, *Sąsiad, czy wróg? Ze studiów nad kształtowaniem obrazu Niemca w Polsce w latach 1795-1939* [Voisin ou ennemi ? Études sur la construction de l'image de l'Allemand dans la Pologne des années 1795-1939], 2e éd., Wrocław, Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego, 2007.
- ZAKRZEWSKI, Stanisław, *Zagadnienia historyczne* [Problèmes historiques], Lwów, Altenberg, 1908.

CHÂTEAUX, IDÉOLOGIE ET CONTROVERSE SUR LE PATRIMOINE : ARCHITECTURE ET ARCHÉOLOGIE DANS L'ESPACE URBAIN DE POZNAŃ

Piotr MARCINIAK

*Institut d'architecture, d'urbanisme et de protection du
patrimoine / Département d'architecture, Université technique
de Poznań*

Poznań, la capitale historique de la province de Grande-Pologne et à ce titre depuis des siècles important centre urbain polonais, est située à mi-chemin entre Berlin et Varsovie. C'est précisément à cet endroit que se croisent en faisceaux les problèmes cruciaux propres à une ville située à la frontière entre deux cultures, en l'occurrence polonaise et allemande. Le destin des châteaux de Poznań s'inscrit au cœur de ces controverses. L'histoire de ces châteaux est par conséquent non seulement liée à celle de la ville, mais aussi plus largement au développement de l'État polonais.

Les débuts de la ville sont assez complexes. Ils se sont déroulés non sans conflits dus aux changements intervenus dans le réseau urbain. Les analyses historiques et les recherches archéologiques concluent que dans le développement du noyau initial de Poznań, trois étapes essentielles sont à distinguer, durant lesquelles les espaces soumis à des processus d'urbanisation ont été modifiés. La première de ces étapes est celle du château fort d'*Ostrów Tumski*, une île située au carrefour des voies fluviales et terrestres. Cette localisation fut d'une importance fondamentale au regard du rôle qu'elle joua depuis au moins le X^e siècle dans le peuplement des alentours, bien qu'il soit nécessaire de considérer que l'occupation des rives fluviales se déroula selon des intensités variables. La deuxième étape est

celle de la première localisation de la ville vers l'an 1230, matérialisée par des habitats situés sur la rive droite de la Warta (*Ostrówek*, *Śródka* et *Komandoria*). Leur développement progressif, du X^e au milieu du XIII^e siècle, était étroitement lié au château fort d'*Ostrów Tumski* comme lieu d'exercice du pouvoir princier. La troisième étape d'urbanisation enfin, fut une conséquence du transfert des dominicains en 1244 sur la rive gauche ainsi que du développement des paroisses de Saint-Gothard (*św. Gotard*), Saint-Martin (*św. Marcin*) et Saint-Adalbert (*św. Wojciech*) qui s'y trouvaient (Kóčka-Krenz, 2015 : 133).

La première résidence des autorités à Poznań était donc située sur la rive orientale de la Warta, sur *Ostrów Tumski*, qui devint un noyau urbain florissant dès la fin du IX^e, le début du X^e siècle. Vers le milieu du X^e siècle, une extension du château fort fut entreprise, dans l'enceinte duquel fut créée une place forte avec deux corps de bâtiment. Des vestiges du palais princier des premiers souverains de la dynastie polonaise des Piasts ont été découverts au cours de recherches archéologiques entreprises sur *Ostrów Tumski* aux alentours de l'église Notre-Dame (*kościół Najświętszej Maryi Panny*). Le règne de Mieszko I^{er} (v. 960-992) apporta un développement intensif au modeste château fort, qui reçut une extension considérable. Des recherches archéologiques systématiques menées au début du XXI^e siècle sous la direction du professeur Hanna Kóčka-Krenz, de l'université Adam-Mickiewicz de Poznań, ont apporté des informations fondamentales tant sur sa construction que sur son aspect extérieur (Kóčka-Krenz, 2015). L'ensemble du terrain occupé par le château fort fut ceint d'un rempart en terre et en bois. Ce château fort devint la résidence du souverain, qui prit une dimension monumentale selon l'esprit du temps. Bâtiment rectangulaire de 27,25 x 11,90 m constitué de plusieurs pièces, le *palatium* princier était doté d'un portail d'entrée de 2,20 m de largeur (Kóčka-Krenz, 2005 : 29-31). Nous sommes mal informés sur son aménagement intérieur, mais pouvons supposer qu'il devait comprendre une salle de réception monumentale, dont les murs étaient recouverts de tableaux et de tapisseries. Cet ensemble palatial et sacré à la fois était l'un des principaux centres d'un État en voie de formation.



Fig. 1. Le *palatium* princier. Proposition de restitution du bâtiment sur deux étages.

Source : Kaszubkiewicz, Łożyński, Mielewczyk, 2014.

Le chroniqueur Gallus Anonymus loue au début du XII^e siècle la richesse du souverain Boleslas le Vaillant (Bolesław Chrobry) et sa générosité envers la cour d'Otton III lors de l'union de Gniezno en l'an mil, étape importante dans la formation d'une entité polonaise (Kóčka-Krenz, 2004 : 57-59). La construction d'une cité fortifiée et d'une résidence princière, troisième étape dans l'urbanisation du noyau urbain, a certainement renforcé la signification de Poznań comme centre du pouvoir royal, dont il est possible de voir clairement les implications dans les activités ultérieures de construction, avec une localisation progressive de la ville sur la rive occidentale de la Warta. Ce transfert de la ville sur une rive opposée fut un processus au long cours, sanctionné par une fondation selon le droit de Magdebourg en 1253 (Kóčka-Krenz, 2015 : 133). Les recherches archéologiques et les données actuellement disponibles indiquent que le développement de la ville nouvellement fondée ne se déroula pas sans difficultés dans sa phase initiale, peut-être en raison de la mort brutale de Przemysł I en 1257. La dynamique reprit de plus belle dans les années 1280, sous le règne de son fils Przemysł II. En

témoignent à la fois les sources et la construction d'un château princier monumental sur une légère éminence dans l'enceinte de la ville. Se forma alors une cité à la trame urbaine homogène et à la structure lisible, basée sur un réseau de rues ordonnées orthogonalement, uniquement interrompu par la masse du château sur une butte peu élevée. C'est près de ce nouvel organisme urbain que commença l'édification d'une résidence princière, très vraisemblablement selon la volonté de Przemysł II. Il est difficile aujourd'hui de retracer avec certitude les débuts du château, mais une mention dans la *Chronique de Grande-Pologne* de 1249 fait état de la construction d'un château et d'une forteresse (Zarzycki, 2004 : 69).

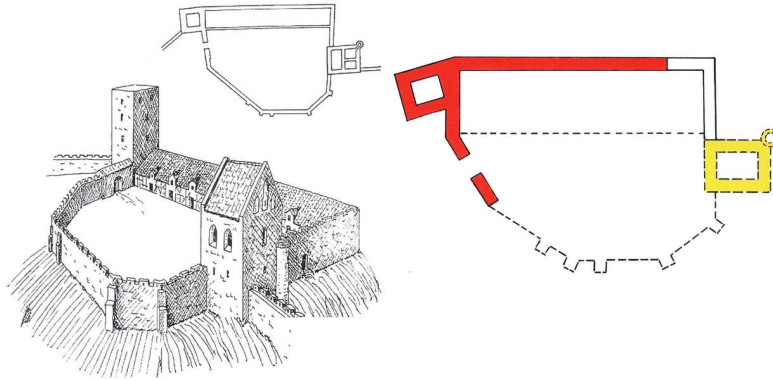


Fig. 2. Vue générale (restitution) et fragments conservés du château du XIII^e siècle

(les aménagements de l'époque de Przemysł I^{er} sont indiqués en rouge, la tour d'habitation en jaune).

Source : Kaszubkiewicz, Łożyński, Mielewczyk, 2014.

Très certainement fondé par Przemysł I^{er}, le château était un bâtiment assez régulier, doté d'une haute tour d'habitation qui devint, après l'édification de murs, partie intégrante des fortifications urbaines. Avec le couronnement de Przemysł II en 1295, le château devint résidence royale et à la ville de Poznań échut le statut de ville royale (Zarzycki, 2004 : 71). La construction du château fut achevée pour l'essentiel sous le règne de Casimir le Grand (1333-1370), qui y résida souvent et y conclut en 1337 un accord avec Jean de Luxembourg. Au XV^e siècle, il fut le témoin de visites royales : Ladislas (Władysław)

Jagellon y séjourna à de nombreuses reprises. En 1493, le roi Jan Olbracht (1492-1502) y reçut le serment d'allégeance des terres prussiennes du grand maître des chevaliers Teutoniques Hans von Tiefen. Des ambassades ottomanes, vénétiennes et même tartares, ainsi que des princes allemands, y furent reçus. Le bâtiment fut encore agrandi jusqu'à l'incendie de 1536 qui toucha également de nombreux autres bâtiments de la ville. La description de l'incendie nous renseigne sur la forme du château, en mentionnant l'existence de trois étages au-dessus du sol. Relevé de ses ruines par le gouverneur (*starosta*) de Grande-Pologne Andrzej Górka (v. 1500-1551), le château fut reconstruit. Un étage supplémentaire fut ajouté, avec une toiture pentue, de haut faitage, complété par une galerie côté ouest. L'un des plus anciens panoramas de la ville, la gravure de Braun et Hogenberg de 1617, en conserve la trace, bien que le château n'y soit représenté que de manière assez schématique (Braun, Hogenberg, 1618). Au XVII^e siècle, à la suite de nombreux épisodes militaires, le château commença à tomber en ruine, ce que finirent par achever les conflits avec les Suédois (1655-1666), puis la Guerre du Nord (1700-1721).



Fig. 3. Vue de la ville avec le château sur un des plus anciens panoramas de Poznań dans l'ouvrage de Braun et Hogenberg (1617).

Malgré des tentatives répétées de reconstruction du bâtiment, dévolu dès lors à de simples fonctions administratives, suite à des catastrophes successives, il ne fit que tomber dans un état de ruine plus avancée. Ce n'est qu'en 1783 que Kazimierz Raczyński, qui se trouvait à la tête de la Commission *boni ordinis* (*Komisja dobrego porządku*), prit l'initiative d'une

reconstruction, en faisant édifier sur les murs baroques existants un bâtiment abritant des salles d'apparat. Après les partages de la Pologne, les espaces du château devinrent le siège des autorités prussiennes, avant d'abriter les archives. Au début du XX^e siècle, les vestiges des murs médiévaux furent déblayés et la colline aplanie. Lors des combats menés à Poznań en février 1945, le château fut dans son intégralité la proie des flammes. Après la Libération, le complexe du château fut périodiquement intégré dans des tentatives de revitalisation. Dès 1949, Zbigniew Zieliński proposait de reconstruire le château dans la forme hypothétique qu'il avait eue au XVI^e siècle, y compris avec les galeries. Cette proposition ne fut pas réalisée, car le conservateur général Jan Zachwatowicz décida de reconstruire selon l'état du bâtiment au XVIII^e siècle. Florian Rychlicki élaborait ensuite avec la collaboration de Stanisław Pogórski un projet se référant au panorama de 1617 : il préconisait une simple reconstruction avec quatre pignons à redents, qui ne fut pas réalisée par manque de moyens financiers. En 1960, devant le manque d'iconographie qui aurait pu permettre une reconstruction sans ambiguïté dans des formes gothiques ou de la Renaissance, Zygmunt Waschko proposa une reconstruction dans un esprit contemporain, ce qui fut très critiqué et son projet réputé très maladroit. Une reconstruction partielle de l'aile édifiée par Raczyński se déroula entre 1959 et 1964, selon les plans de Florian Rychlicki et Karol Jasicki, qui y installèrent les espaces du musée des Arts décoratifs (*Muzeum Sztuk Użytkowych*).



Fig. 4. Le château royal de Poznań en 1900. Source : Bibliothèque Raczyński.

L'édification d'un nouveau bâtiment sur la colline du château était prévue dans le cadre d'un concours lancé en 1965 pour l'agrandissement du Musée national par le SARP, l'Association des architectes polonais (*Stowarzyszenie Architektów Polskich*). Mais le premier prix attribué au projet de style contemporain de Jacek Janczewski, Tadeusz Nasfeter et Ryszard Trzaska ne fut pas entériné par les autorités en charge de la conservation. En 1969, la reconstruction et l'élévation des bâtiments encore existants dans l'aile Raczyński fut une nouvelle fois envisagée, tout en renonçant aux autres parties du complexe face au manque de documentation iconographique claire. Quelques propositions formulées par Aleksander Holas, qui se fondaient sur des reconstructions hypothétiques du château médiéval, servirent de base à la discussion sur la forme de la future reconstruction.

Poznań a la particularité d'avoir été doté d'un autre château. L'occasion d'en construire un nouveau se présenta suite aux changements intervenus sur l'échiquier politique européen. En conséquence du second partage de la Pologne en 1793, Poznań fut annexé avec la Grande-Pologne à la Prusse. Les autorités prussiennes entreprirent de ce fait une action de grande ampleur sur le tissu urbain qui consistait à démanteler les

fortifications et à imposer une vision nouvelle de la ville. Ce programme reflétait les tendances contemporaines dans la réflexion urbanistique, liées aux besoins sociaux, économiques et culturels des villes européennes (Kębowska-Ostrowska, 1982 : 111). Un tel projet était favorisé par la suppression des juridictions particulières et la démolition des anciens murs de fortification. Le grand incendie de 1803 joua également un rôle non négligeable, en ouvrant la voie à un nouvel ordonnancement des rues. Une fois de plus, l'extension de la ville à des zones nouvelles, organisées de manière régulière, entraîna une croissance rapide. Ces changements ont durablement décidé du caractère et de la forme de son centre. Les autorités prussiennes s'engagèrent dans la définition d'une forme nouvelle de la ville, à la fois en rompant avec son héritage et en mettant en place les principes modernes de planification territoriale. La ville nouvelle de Poznań fut le reflet direct de principes théoriques et de leur réalisation pratique dans les villes allemandes. L'aménagement de l'espace se basait sur le plan de la ville existante, mais le projet intellectuel incluait les conceptions apparues au XVIII^e siècle de quartiers à vocation à la fois résidentiels et représentatifs en lien avec les espaces verts. Cette vision cohérente, fondée sur des prémisses théoriques, fut au cœur de principes qui prirent une forme durable dans l'aménagement de l'espace. Parmi les sources d'inspiration les plus importantes, on peut citer la vision de la cité idéale de Chaux, ainsi que les travaux des urbanistes anglais, en particulier les aménagements de Bath (Kębowska-Ostrowska, 1982 : 117-118).

Au Congrès de Vienne en 1815, la Grande-Pologne fut de nouveau reconnue dans toute son étendue comme possession prussienne. C'est également à ce moment que fut conçu le programme de transformation de Poznań en place forte (*Festung Posen*) par la construction d'un ensemble de fortifications. La ville était en effet un endroit stratégique dans le cas d'une agression éventuelle de la Russie et devint l'un des maillons d'une chaîne défensive des frontières orientales de la Prusse. En 1828 fut décidée la construction du fort de Winiary et de forteresses sur la rive droite, et en 1839 débutèrent les travaux de construction et de modernisation de la citadelle, qui se poursuivirent sans discontinuer jusque dans les années 1880. La place forte de Poznań devint l'un des ouvrages de construction

militaire les plus importants du XIX^e siècle (Grzeszczuk-Brendel, Marciniak, 2016). Mais l'existence de fortifications était un obstacle effectif à l'extension de la ville dans l'espace. Les autorités prussiennes en étaient conscientes et en 1900 la décision fut prise d'agrandir la ville. Un élément fondamental de cette politique fut la démolition des murs d'enceinte décidée en 1902 et l'aménagement de ces terrains ainsi que ceux de la citadelle, dont la fonction militaire était désormais dépassée. Ces plans furent lancés par Heinrich Grüder, continués par Joseph Stübben, et à partir de 1904 par le responsable de la Commission royale pour l'agrandissement de Poznań. Le nouveau projet établi par Stübben de boulevard extérieur de la ville (le *Ring* en allemand et polonais), conservait le réseau de rues encerclant la ville. L'architecte compléta le plan par diverses constructions : de l'habitat, des espaces verts, des villas et, sur l'axe le plus important qui commande l'entrée dans la ville, il planifia l'édification d'un quartier composé de bâtiments représentatifs, le Quartier impérial, *Dzielnica Cesarska* (Pałat, 2011). Une influence décisive sur la forme de la ville fut exercée, outre par Stübben², par l'empereur Guillaume II et son architecte Franz Schwechten, concepteur d'éléments parmi les plus emblématiques de l'ensemble, le forum et le Château impérial. Après l'unification allemande de 1871, Poznań devint l'une des neuf résidences impéiales officiellement instaurées. Le territoire de la Prusse orientale occupait une place particulière dans la politique de Guillaume II (Serrier, 2002). L'empereur, connu pour ses préoccupations artistiques et son goût pour l'architecture, prit part à la conception de sa résidence royale dans une province orientale, le *Königliches Residenzschloss* : l'appellation fait référence à son titre de roi de Prusse. L'idée d'une localisation de bâtiments représentatifs à proximité du boulevard extérieur fut suggérée à Stübben par l'exemple viennois. Alors que la construction viennoise avait été édifiée dans le but de nourrir le mythe habsbourgeois des *Kulturträger*, où la population germanophone aurait eu pour rôle de transférer

² Franz Schwechten (1841-1924), architecte allemand, qui étudia à la Bauakademie de Berlin, auteur de nombreux projets réalisés, dont l'église du Souvenir de l'empereur Guillaume à Berlin (*Kaiser-Wilhelm-Gedächtnis-Kirche*) (1895), la tour de Grunewald (1898), le mausolée des ducs d'Anhalt à Dessau (1898) et la tour Quistorp à Szczecin (1904, aujourd'hui en ruines).

des savoirs dans les périphéries slaves, la construction du Quartier impérial à Poznań était l'expression d'une nouvelle formulation de la *Hebungspolitik*, une politique de « relèvement culturel » des Marches orientales à travers un soutien actif à la germanisation (Pałat, 1983 : 60).

Le forum était constitué de six bâtiments principaux : le château, l'Académie royale, le théâtre, la Commission de colonisation, le siège de la Coopérative de crédit et le bâtiment de la poste, qui composaient un ensemble mettant en valeur le bâtiment central du château. Cet ensemble était complété par les édifices de la Banque mutualiste et de la Maison du protestantisme. Tous les bâtiments du forum reçurent une expression architecturale commune, donnée par Schwechten eu égard aux souhaits exprimés par Guillaume II. À proximité se trouvait le monument à la mémoire de Bismarck, un projet de Gustav Eberlein, auteur de nombre de réalisations comparables.

Le château lui-même, édifié dans un style néo-roman en forme de polygone irrégulier, était considéré par l'empereur comme germanique et représentatif de l'excellence de l'Empire allemand (Pazder, Zimmermann, Streidt, 2003). La dimension symbolique de l'ensemble, et en particulier du château, faisait partie intégrante de la politique allemande menée dans l'espace polonais. Son but consistait à rendre manifeste le rôle des Allemands et du gouvernement impérial dans le domaine de la création culturelle. Il s'agissait également de glorifier la colonisation allemande, ainsi que de mettre en avant le rôle de l'architecture et de l'art allemands dans la formation de la conscience nationale. Le château était lui-même un symbole parlant pour les colons allemands appelés à remplir une mission historique sur les confins orientaux de l'Empire (Pałat, 1983 : 69-70). De tels projets furent du reste réalisés dans les confins occidentaux de l'Empire, à l'instar de la gare de Metz, projetée par l'architecte Jürgen Kröger, inaugurée en 1908.



Fig. 5. Le forum impérial. Source : Carte postale, collection de l'université Adam-Mickiewicz.

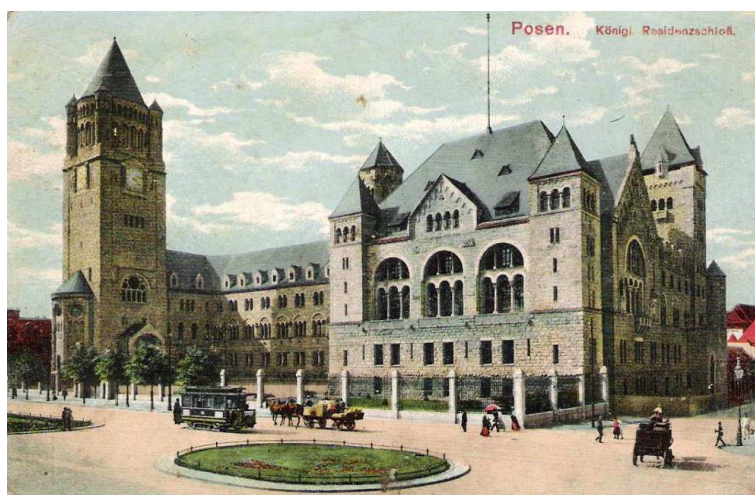


Fig. 6. Franz Schwechten, Le château royal/impérial à Poznań en 1910.

Source : Carte postale, collection de l'université Adam-Mickiewicz.

Si la conception du quartier du château recèle d'indubitables qualités en termes de composition et d'aménagement de l'espace, nombre d'historiens polonais ont souligné sa portée idéologique,

qui avait pour but explicite de légitimer l'Empire et de soutenir la germanisation dans les provinces orientales (Skuratowicz, 1991 : 88-89). Le but recherché par la création d'un ensemble architectural prenant une telle forme monumentale était l'invention d'une image synthétique et purement allemande de la nouvelle capitale des provinces orientales (Marciniak, 2016). Tous les éléments du programme furent soumis à l'idée d'une *Hebung* – élévation de la ville à un niveau culturel supérieur (Skuratowicz, 1991 : 104).

Jusqu'à nos jours, l'ancienne résidence impériale ainsi que les autres bâtiments du quartier ont laissé une empreinte puissante sur l'image et la forme du centre-ville, bien que d'une manière quelque peu différente de celle imaginée au départ. Dans l'entre-deux-guerres, les espaces du château furent adaptés pour accueillir la nouvelle université Adam-Mickiewicz ; une partie fut occupée par le Musée diocésain. Quelques légères modifications furent apportées durant la Seconde Guerre mondiale, principalement dans les espaces intérieurs, la symbolique du château étant maintenue, exaltant les prétentions allemandes à gouverner la Grande-Pologne (Dietsche, Schwendemann, 2003). Lors des combats qui eurent lieu pour la conquête de Poznań, le corps du château fut grandement endommagé. L'abaissement drastique de la hauteur de la tour en 1945, entrepris après la libération de la ville, fut l'expression de l'effacement d'une symbolique de la prééminence prussienne. À l'époque de la République populaire de Pologne, les espaces du château furent occupés par des institutions, qui telles le Palais de la culture avaient pour finalité de promouvoir l'art et la culture au sens large. Les maisons et les palais de la culture, dans un contexte aussi lourdement idéologique, étaient par excellence des lieux d'éducation et de propagande socialiste. Leur architecture de « palais socialistes de la culture » avait en soi une fonction de propagande. Construits selon des gabarits bien moins imposants que le Palais de la culture et des sciences de Varsovie, ils étaient néanmoins empreints eux aussi de solennité et de monumentalité. L'adaptation du bâtiment prussien à une telle fonction prenait une importance nouvelle et symbolique, s'inscrivant parfaitement dans la politique de propagande communiste visant à former un homme nouveau. De même, les efforts de « repolonisation » s'exprimaient dans les décors intérieurs ainsi que dans les reliefs

narrant l'histoire polonaise. Après 1989, le château assumait une fonction comparable, devenant une grande institution culturelle sous l'appellation Centre culturel « Le château » (*Centrum Kultury „Zamek”*).

Il n'est par conséquent pas étonnant que dans un tel contexte, après de nombreuses années de silence, à la fin des années 1990, la question de la reconstruction du château de Przemysław ait surgi de nouveau, avec une force redoublée. Bien qu'aucun document officiel n'y fasse référence, l'initiative visant à la construction du château polonais advint dans une opposition claire aux travaux effectués sur le Château impérial. En 1999 apparut le projet d'un groupe d'architectes de Hambourg (Sven Heuer, Mark Dei et Marek Kleciak), qui proposaient une reconstruction de la colline du château, mais dans des formes contemporaines, complètement indépendantes des vestiges conservés. L'affaire prit de l'ampleur en l'an 2000, lorsque l'Association des amis de la ville de Poznań (*Towarzystwo Miłośników Miasta Poznania*), la section de Poznań de l'Association pour la protection des monuments (*Towarzystwo Opieki nad Zabytkami, Oddział w Poznaniu*), la section de Poznań de l'Association des urbanistes polonais (*Towarzystwo Urbanistów Polskich, poznański Oddział*) prirent l'initiative de rassembler les moyens nécessaires et de trouver les personnes qualifiées qui seraient en mesure de mener à son terme la reconstruction du château royal et d'aménager son environnement immédiat. En 2002 fut créé le Comité pour la reconstruction du château royal, dont le but était explicite. Une conférence fut bientôt organisée sur le thème du rôle du château et par la suite se tinrent des rencontres entre représentants des associations, institutions et personnes intéressées.

Indépendamment de ces activités, de nouveaux projets de construction furent rendus publics. En 2000, le projet élaboré par Tadeusz Biedak, Piotr Bukowy et Izabela Klimaszewska, avec la collaboration du professeur Jan Skuratowicz, proposait un ensemble comprenant la tour et des toitures triples en prenant pour référence des représentations anciennes. Il s'agit d'un projet qui dans sa conception ressemble à la proposition plus tardive de Holas. En 2002, Robert Bareńkowski présenta une autre proposition, avec une solution complètement contemporaine, mais en prenant en compte les images anciennes montrant l'élévation de la tour et les faitages.

Dès avant le lancement du concours, les préférences en termes historiques et de conservation du Comité pour la reconstruction du château furent rendues publiques. Une série d'articles consacrés au problème de la reconstruction commença par le texte d'un médiéviste, le professeur Jacek Wiesiołowski, persuadé que la reconstruction du château est une tâche relativement aisée, puisque « il subsiste jusqu'à aujourd'hui davantage de reliques authentiques de château de Poznań que du château de Varsovie au moment où Edward Gierek prend la décision de le reconstruire » (Wiesiołowski, 2003 : 9). D'après Wiesiołowski, le château royal de Poznań devait être un endroit culturellement vivant et indépendant de la politique. Les opinions exprimées optaient sans ambiguïté pour une reconstruction du château. L'un des plus ardents soutiens du projet fut le professeur Jan Skuratowicz, un historien de l'art membre du Comité, qui rappela dans la presse l'histoire du château. Le milieu des architectes prit également la parole. Witold Milewski, lauréat ultérieur du concours, exprima l'opinion que « la reconstruction du château royal sur la colline de Przemysł doit s'associer pour chaque habitant de Poznań à l'époque de la fondation de la ville et rappeler par son architecture l'âge d'or lié à la famille des Górki [patriciens de Poznań du XVI^e siècle] » (Milewski, 2003 : 13).

Certains ne manquèrent pas d'avancer que l'aspect créatif et le marketing présents dans le projet la reconstruction pourraient devenir une marque de fabrique de Poznań à l'époque contemporaine (Hildebrandt, 2003 : 20). De nombreuses conceptions firent leur apparition au sujet de sa reconstitution et de la création d'une forme inscrite dans le tissu urbain (Gałka, 2001 ; Barełkowski, 2003 ; Kaszubkiewicz, Łożyński, Mielewczyk, 2014). Lorsque le résultat du concours fut rendu public, une partie des participants à la discussion reprocha au projet de s'éloigner des principes de la conservation des monuments (Charte de Cracovie, 2000) et de ne chercher de solution que dans des formes historiques, alors même que des modèles iconographiques clairs font défaut, si bien que les solutions proposées ne pouvaient être qu'erronées. La section de Poznań de l'Association des historiens de l'art fit savoir que le résultat était loin d'être satisfaisant et demanda la tenue d'un nouveau concours, en reprochant aux organisateurs que les

conditions strictes du règlement eussent réduit le rôle des architectes à celui de dessinateurs des détails d'une vision historique déjà prête, et en contradiction avec les principes modernes de la conservation du patrimoine.

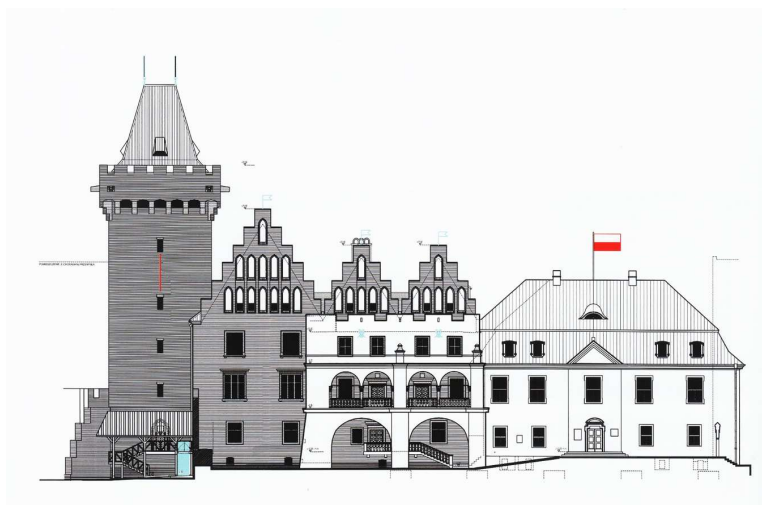


Fig. 7. Reconstruction du château royal de Poznań, vue de la façade.
Projet de Witold Milewski. Source : Kaszubkiewicz, Łożyński,
Mielewczyk, 2014.

Une partie des participants à la discussion voulut attirer l'attention sur l'inadéquation des propositions par rapport à l'époque, l'urbanisme et l'architecture étant des résultantes complexes de processus historiques multiséculaires, qu'il s'agit de déchiffrer convenablement³. La future destination du bâtiment

³ L'historien de l'art Szczęśny Skibiński de l'université Adam-Mickiewicz, par ailleurs éminent spécialiste de l'art médiéval, indiquait à ce sujet que « la tendance à vouloir reconstruire le château dans l'esprit d'un historicisme, qui était perceptible au sein du Comité de reconstruction, atteste une continuité avec la tradition de reconstruction des années d'après-guerre, qui s'étendait à des ensembles urbains. Cette pratique pouvait se comprendre et se justifier uniquement par les destructions de la guerre. [...] Il ne convient pas de transférer cette réflexion sur les monuments issue du XIX^e au XXI^e siècle. » (*Gazeta Wyborcza*, n° 68, 2003, p. 11.)

(qui devait abriter à la fois le Musée des arts appliqués et les salles d'apparat du gouvernement régional) suscitait également de la résistance. La question du sens même que peut avoir la construction d'un « pseudo-château » fut également abordée, alors qu'il fut toujours le symbole d'une subordination de la ville aux autorités centrales, selon l'avis de l'historienne de l'architecture Teresa Jakimowicz (1931-2005). C'est donc l'ensemble de la conception élaborée pour revaloriser la colline du château qui était questionnée de la sorte. Les étudiants en histoire de l'art étaient par exemple partisans d'une conception alternative, l'installation d'une œuvre entièrement nouvelle et importante, à l'instar du musée Guggenheim de Bilbao, et de la création d'une œuvre architecturale de qualité en lieu et place d'une reconstruction problématique.

La discussion qui se déroula dans les colonnes de la presse locale apporta des avis radicaux et divergents, révélant en même temps de grandes émotions. Une brève histoire de ces prises de position permet d'entrevoir les arguments des différentes parties en présence et de saisir, même partiellement, le poids énorme des émotions qui accompagnaient le projet de reconstruction du château royal. S'opposaient ici deux visions complètement opposées, selon lesquelles d'une part le nouveau château pouvait devenir l'emblème d'une image renouvelée de Poznań, et d'autre part il révélait l'absurdité d'une telle reconstruction du point de vue historique, de la conservation du patrimoine et financier. À l'arrière-plan, mais non implicite, se firent également jour des antinomies habituellement invisibles, et la dimension idéologique profondément ancrée dans l'histoire polonaise de la construction du château : la reconstruction pouvait être la confirmation de l'identité polonaise de la ville et de sa place dans l'histoire. Ce bâtiment pose de fait le problème de la polonité et remet en perspective les incessantes réflexions sur le patrimoine prussien. Bien qu'aucun document officiel ou lettre du Comité ne vînt soutenir une position idéologique, dans les conversations inofficielles en revanche, les arguments en faveur d'un contre-poids face au Château impérial « toujours prussien » de Franz Schwechten se faisaient souvent entendre.

L'année 2003 marqua un tournant. Le Comité pour la reconstruction du château, avec à sa tête Włodzimierz Łęcki (1937), ancien sénateur (indépendant, en coalition dans la

formation « la Gauche ensemble » [*Lewica razem*]), ayant exercé des fonctions politiques à Poznań, personnellement engagé dans l'idée de la reconstruction, lança un concours d'architecture national pour le projet du château. Le déroulement et le résultat du concours suscitèrent d'énormes controverses. Dans un premier temps, le projet victorieux annoncé était celui portant la lettre « S »⁴, ce qui suscita une vive critique de la part du président du Comité, qui exigea qu'il soit invalidé. La commission du concours prit la décision d'annuler sa décision et d'attribuer la première place au projet « G » du bureau Arcus, composé de Witold Milewski, Leszek et Jan Kaczorowscy, qui eut le feu vert pour la réalisation du chantier⁵.

Un élément essentiel dans la discussion sur la reconstruction et ensuite pour le projet, fut la transmission de données factuelles recueillies sur la base de recherches archéologiques effectuées sur le terrain de la colline du château. Nombre d'auteurs suggèrent que le fragment le plus ancien conservé à ce jour du château pourrait être la tour, à l'endroit de laquelle depuis 1796 se trouve un bâtiment appelé aujourd'hui « la cuisine du roi », *Kuchnia Królewska* (Wróblewska, 1958 : 43-46 ; Linette, 1981 : 91-94). La tour d'habitation était un type de bâtiment populaire dès le XII^e siècle, à la fois bâtiment d'apparat et défensif. Des demeures féodales comparables furent construites en Pologne jusqu'au début du XVI^e siècle. Comme l'avance Linette, l'édification de la colline du château au XIII^e siècle comprenait la tour d'habitation, mais aussi les murs en brique du XIII^e siècle, dans un appareil spécifique dit slave (*wątek wendyjski*). D'après lui, dans la partie méridionale du sommet de la colline, la tour fut élevée avec des côtés de 11 x 11 m environ et des murs de plus de 3 m d'épaisseur. Son mur méridional dans l'axe sud-est se prolongeait par un mur d'une longueur de 18 m environ et d'une épaisseur de 2 m environ, terminé par une entrée étroite (Linette,

⁴ Projet porté par AC-Studio (Jarosław Romański, Daria Tarara, Jacek Sołgała).

⁵ En agissant de la sorte, les organisateurs s'affranchissaient des clauses du règlement, car ils continuaient les débats après la fin du concours et ignoraient les réserves du conservateur du patrimoine, qui avait émis un certain nombre d'observations au sujet du projet « G ». Lorsque AC-Studio déposa une plainte auprès de l'Autorité des marchés publics (*Urząd Zamówień Publicznych*) contre le changement de décision finale du jury, le représentant du Comité fit savoir qu'il ne disposait pas d'argent public, si bien que l'Autorité rejeta la plainte.

1981). Ce sont les vestiges de ce mur et de la porte qui furent découverts lors des fouilles archéologiques effectuées en 1992-1994 par Zbigniew Karolczak et Henryk Klunder (Dolczewski, 1996 : 86). La cuisine royale avait quant à elle les dimensions de 12,7 x 15 m environ. Dans la mesure où le sol de la colline s'est surélevé d'une hauteur de 5 à 8 m environ depuis le XIII^e siècle, les vestiges conservés en contrebas comprenaient sans doute, outre les espaces de la cave, une partie du rez-de-chaussée également (Dolczewski, 1996 : 86 ; Karolczak, 2003). La résidence princière, le *palatium*, est certainement devenue peu de temps après une résidence royale. Leurs créateurs se référaient aux bâtiments comparables édifiés en Europe centrale pour les empereurs romains et les rois allemands, en particulier ceux de la dynastie des Staufen au XII^e siècle (Rozpędowski, 1962 : 244).

Les recherches ultérieures, effectuées dans les années 2002-2003, confirmèrent que la substance originelle du château, celle du XIII^e siècle, comprenait une tour de 10 x 11,5 m ainsi qu'un segment muré de 58 m de la courtine sud-est et une partie de la courtine méridionale avec une autre tour de 5 x 6 m, qui servait de portail au château. Le reste du périmètre formé par les murs fut construit au XIV^e siècle, comme la tour d'habitation (le donjon) de 13 x 15 localisée dans la partie méridionale (Pietrzak, 2005 : 313-314). Le bâtiment du château de l'époque était en phase avec le *palatium* de Legnica, et à travers lui, avec les résidences des empereurs du Saint Empire. C'était une manifestation du renouveau du Royaume de Pologne et de la souveraineté polonaise (Dolczewski, 1996 : 93). Toutes ces hypothèses, confirmées du reste par les campagnes de fouilles archéologiques, furent les points de départ pour l'élaboration d'un projet architectural autour du château, dont l'un des principaux éléments se trouvait être la tour. Entrepris en 2002, les efforts aboutissant à la reconstruction du château de Przemysław II produisirent des résultats tangibles. La vision définitive du château, qui prend en compte les données produites par les recherches archéologiques, n'en est pas moins une projection contemporaine (*retrowersja* en polonais), élaborée d'après le projet de Witold Milewski. L'architecte s'inspira, tout en la paraphrasant librement, de la seule image conservée du château sans la tour, visible sur le panorama de Poznań dans

l'atlas de Georg Braun et Frans Hogenberg de 1617 (Braun, Hogenberg, 1618). Milewski (1930) est lui-même une figure intéressante de la reconstruction du château. Dans les années 1960 et 1970, il travaillait avec Zygmunt Skupniewicz et Lech Sternal et développait une série de projets modernistes importants, par exemple le campus de l'Université des sciences ou la Maison des anciens combattants (*Dom Weterana*) à Poznań. Ses derniers projets, à l'instar de la restitution du château royal, marquèrent une inflexion profonde dans son œuvre, qui à travers des constructions postmodernes d'églises, évolua dans la direction de formes historiques.

Après nombre de discussions et une levée de fonds publics, le Comité pour la reconstruction du château reçut l'autorisation de construire en 2008, et la réalisation du projet fut mise en chantier en 2010. Le château fut édifié selon les méthodes de construction traditionnelles : les murs furent bâtis avec des blocs de céramique recouverts tout comme les piliers de brique gothique, les voûtes sont apparentes, les autres espaces intérieurs sont recouverts de crépi et agrémentés de détails en grès d'inspiration historique. Les combles furent réalisés comme une construction en bois complétée par des éléments en acier. On procéda en 2014 à l'aménagement des espaces intérieurs et l'ensemble des travaux fut achevé en 2016, lorsque le château fut ouvert au public (Mielewczyk, 2004 : 217-234).



Fig. 8. (Re)construction du château royal, avec vue sur la vieille ville de Poznań (2016). Source : Wikimedia Commons.

Pour les initiateurs de la reconstruction du château, il ne saurait être question d'en minorer le rôle. Le bâtiment a d'après eux rendu à la ville son caractère original. Sa portée symbolique est très visible, par son aspect dominant sur l'espace de la ville, mais elle se manifeste surtout dans l'affirmation du rôle et de la signification de Poznań comme centre de pouvoir politique et de son caractère polonais. Le château devint ainsi un lieu de mémoire, enraciné dans l'histoire de la ville et construisant en même temps son identité contemporaine (Skoczylas, 2014a ; Skoczylas, 2014b). Les changements successifs d'appartenance étatique, à travers l'architecture et l'urbanisme, se sont inscrits dans une politique de domination face au caractère polonais de Poznań. En retour, un certain nombre de facteurs ont eu pour conséquence l'accentuation de l'identité polonaise de la ville, avant tout l'activité de construction prussienne au XIX^e siècle, qui germanisa l'espace, de même que l'implantation à partir de 1900 du Quartier impérial, qui n'était pas dénuée d'arrière-plan idéologique. Son architecture officielle, par sa monumentalité, entendait créer une version allemande de l'histoire de la ville, comme produit de la culture allemande depuis l'époque de la christianisation (Marciniak, 2016 : 411-430). L'action des pouvoirs successifs, tant communistes que ceux de la Pologne démocratique, étaient dans une grande mesure une réponse à ce paradigme germanisateur. L'exemple de Poznań montre nettement que l'architecture de la ville se trouvant dans l'orbite des influences prussiennes ne s'épuise pas dans un rapport exclusif de démolition et continue même après les destructions. L'empreinte prussienne s'est inscrite avec tellement de force dans son espace, que les efforts pour lui rendre son identité polonaise se sont développés continuellement depuis l'époque de l'entre-deux-guerres jusqu'aux décisions prises après les destructions de la Seconde Guerre mondiale. L'empreinte communiste qui s'est exprimée par des formes modernistes de redéfinition du centre-ville a entraîné à son tour une intervention contemporaine. Les antinomies de symboles architecturaux successifs ont suscité des réactions, qui ont notamment pris la forme d'une recréation d'un nouveau symbole dans l'espace de la ville, bien que faisant expressément référence au passé. À travers ces actions apparaissent clairement une polarisation idéologique et des points de vues antagonistes sur l'aménagement de la ville moderne, tant dans la structure urbaine

que dans la conservation de sa forme visuelle. Les changements d'appartenance politique ne sont pas non plus restés sans effet sur la planification et la construction urbaines. Tous ces points de vue ont en commun qu'il s'est à chaque fois agi de fait de tenter d'apporter des corrections à la ville et de déplacer des accents historiques par trop visibles dans certaines formes architecturales et urbanistiques. Alors que les réalisations allemandes à Poznań dans le domaine de l'urbanisme et de l'architecture ne suscitent généralement pas de connotations négatives, deux bâtiments ont jusqu'à aujourd'hui conservé une plus grande dimension symbolique, voire antinomique dans la mémoire locale, le château impérial et le château royal. En acquérant ce rang symbolique, ils ont eut une influence décisive sur la perception en termes idéologiques et antinomiques de l'espace urbain.

Traduit du polonais par Daniel Baric

Bibliographie

- BAREŁKOWSKI Robert, *Restytucja Zamku Królewskiego w Poznaniu. Zagadnienie urbanistyczne, architektoniczne i społeczne w teorii lokalizacji i zastosowaniach* [La restitution du Château royal de Poznań. Question d'urbanisme, d'architecture et de société dans la théorie du lieu et ses mises en application], Poznań, Ośrodek Wydawnictw Naukowych PAN, 2003.
- BRAUN Georg, HOGENBERG Frans, *Civitates Orbis Terrarum. Theatri praecipuarum totius mundi urbium liber sextus*, Cologne, 1618. Édition contemporaine : BRAUN Georg, HOGENBERG Frans, NOVELLANUS Simon, *Civitates orbis terrarum: Cities of the world. Europe and America*, Leicester, Magna Books, 1990.
- DIETSCHE Wolfgang, SCHWENDEMANN Heinrich, *Hitlers Schloss. Die „Führerresidenz“ in Posen*, Berlin, Ch. Links, 2003.
- DOLCZEWSKI Zygmunt, *Zamek książęcy czy królewskie „palatium”?* *O siedzibie ostatnich Piastów wielkopolskich* [Château princier ou « palatium » ? La résidence des derniers Piasts de Grande-Pologne], *Kronika Miasta Poznania* [Chronique de la ville de Poznań], n° 1, 1996, p. 83-93.
- GAŁKA Witold, *O architekturze i plastyce dawnego Poznania do końca epoki baroku* [Architecture et arts plastiques à Poznań jusqu'à la fin de l'époque baroque], Poznań, Wydawnictwo miejskie, 2001.
- GRZESZCZUK-BRENDEL Hanna, MARCINIAK Piotr, « *Urban Reform and National Style: Poznań Architecture in the First Half of the Twentieth Century* » / « *Reforma miasta a styl narodowy. Architektura Poznania w pierwszej połowie XX wieku* », in dir. Barańska Iwona, Górzyński Makary, *Reconstructions and Modernizations of Historic Towns in Europe in the First Half of the Twentieth Century: Nation, Politics, Society/Odbudowy i modernizacje miast historycznych w Europie pierwszej połowy dwudziestego*

- wieku. *Naród, polityka, społeczeństwo*, Kalisz, Kaliskie Towarzystwo Przyjaciół Nauk, 2016, p. 415-435.
- HILDEBRANDT Wojciech, *Gazeta Wyborcza Poznań*, n° 50, 28.02.2003, p. 20.
- KAROLCZAK Zbigniew, *Z dziejów Zamku Królewskiego w Poznaniu* [Histoire du Château royal de Poznań], *Fortyfikacje, Biuletyn* n° 2-3, 2003.
- KASZUBKIEWICZ Andrzej, ŁOŻYŃSKI Jarosław T., MIELEWCZYK Paweł (dir.), *Zamek Królewski w Poznaniu, historia i restytucja* [Le Château royal de Poznań, histoire et restitution], Poznań, Bogucki Wydawnictwo Naukowe, 2014.
- KÓČKA-KRENZ Hanna, « Palatium pierwszych Piastów na Ostrowie Tumskim w Poznaniu » [La résidence des premiers Piasts dans le quartier Ostrów Tumski à Poznań], in dir. Kaszubkiewicz Andrzej *et al.*, *Zamek Królewski w Poznaniu*, Poznań, 2004, p. 57-63.
- , « Najstarszy Poznań » [Le plus ancien Poznań], in dir. Kurnatowska Zofia, Jurek Tomasz, *Civitas Posnaniensis. Studia z dziejów średniowiecznego Poznania* [Civitas Posnaniensis. Études sur l'histoire de Poznań à l'époque médiévale], Poznań, Wydawnictwo Poznańskiego Towarzystwa Przyjaciół Nauk, 2005, p. 27-42.
- , *Poznań - od grodu do miasta* [Poznań – du fort à la ville], *Archaeologia Historica Polona*, t. 23, 2015, p. 121-138.
- LINETTE Eugeniusz, *Zamek w Poznaniu: 700 lat dziejów* [Le Château de Poznań : 700 ans d'histoire], Varsovie-Poznań, Państwowe wydawnictwo naukowe, 1981.
- MARCINIAK Piotr, « *Political Changes and 'National Style': Architecture and Town Planning in Poznań in the 20th Century* », in dir. James-Chakraborty Kathleen, *Proceedings of the Fourth International Conference of the European Architectural History Network*, University College Dublin, Dublin, 2016, p. 117-132.

- MIELEWCZYK Paweł, « Realizacja inwestycji » [La réalisation de l'investissement], in dir. Kaszubkiewicz Andrzej *et al.*, *Zamek Królewski w Poznaniu*, Poznań, 2004, p. 217-234.
- MILEWSKI Witold, *Gazeta Wyborcza Poznań*, n° 44, 21.02.2003, p. 13.
- OSTROWSKA-KĘBŁOWSKA Zofia, *Architektura i budownictwo w Poznaniu w latach 1790-1880* [Architecture et construction à Poznań dans les années 1790-1880], Poznań, Wydawnictwo miejskie, 2009 (1982).
- PAŁAT Zenon, « *Ostatnie Forum Cesarskie: forma i symbolika architektoniczno-urbanistycznego założenia poznańskiego Ringu* » [Le dernier forum impérial : forme et symbolique architecturale et urbanistique de la création du boulevard circulaire de Poznań], *Artium Quaestiones*, n° 2, 1983, p. 57-71.
- , *Architektura a polityka: gloryfikacja Prus i niemieckiej misji cywilizacyjnej w Poznaniu na początku XX wieku* [Architecture et politique : glorification de la Prusse et de la mission civilisatrice allemande à Poznań au début du XX^e siècle], Poznań, Wydawnictwo Poznańskiego towarzystwa przyjaciół nauk, 2011.
- PIETRZAK Janusz, « *Umocnienia średniowiecznego Poznania* » [Les fortifications de Poznań à l'époque médiévale], in dir. Kurnatowska Zofia, Jurek Tomasz, *Civitas Posnaniensis. Studia z dziejów średniowiecznego Poznania*, Poznań, 2005, p. 305-324.
- PAZDER Janusz, ZIMMERMANN Evelyn, STREIDT Gert, *Kaiserschloss Posen: von der "Zwingburg im Osten" zum Kulturzentrum "Zamek"/Zamek Cesarski w Poznaniu: od pruskiej "warowni na wschodzie" do Centrum Kultury "Zamek"*, Potsdam, Stiftung Preußische Schlösser und Gärten Berlin-Brandenburg, 2003.
- ROZPĘDOWSKI Jerzy, « *Ze studiów nad palatiami w Polsce* » [Recherches sur les palais en Pologne], *Biuletyn Historii Sztuki* [Bulletin d'histoire de l'art], XXIV, n° 3-4, 1962, p.243-254.

- SERRIER Thomas, *Entre Allemagne et Pologne. Nations et identités frontalières, 1848-1914*, Paris, Belin, 2002.
- SKIBIŃSKI Szczęśny, *Gazeta Wyborcza Poznań*, n° 68, 21.03.2003, p. 11.
- SKOCZYŁAS Łukasz, *Pamięć społeczna miasta – jej liderzy i odbiorcy* [La mémoire collective urbaine – leaders et destinataires], Varsovie, Scholar, 2014.
- , « Od/budowa Zamku Królewskiego w Poznaniu i spory o poznańską pamięć społeczną » [La re/construction du Château royal de Poznań et les controverses sur la mémoire collective de Poznań], *Przegląd Zachodni* [Revue d'Occident], n° 2, 2014, p. 286-298.
- SKURATOWICZ Jan, *Architektura Poznania 1890-1918* [L'architecture à Poznań 1890-1918], Poznań, Wydawnictwo naukowe Uniwersytetu im. Adama Mickiewicza, 1991.
- WIESIOŁOWSKI Jacek, *Gazeta Wyborcza Poznań*, n° 38, 14.02.2003, p. 9.
- WRÓBLEWSKA Grażyna, « Problematyka urbanistyczna Zamku Przemysława w Poznaniu » [La problématique urbanistique du château de Przemysław à Poznań], *Studia i materiały do dziejów Wielkopolski i Pomorza* [études et matériaux pour l'histoire de la Grande-Pologne et de la Poméranie], t. IV, n° 2, 1958, p. 64-83.
- ZARZYCKI Andrzej, « Rezydencja władców polskich od XIII do XVIII w. » [La résidence des souverains polonais du XIII^e au XVIII^e siècle], in dir. Kaszubkiewicz Andrzej *et al.*, *Zamek Królewski w Poznaniu*, Poznań, 2004, p. 69-91.

**ARCHÉOLOGIE DES VIOLENCES DE
MASSE ET POLITIQUE HISTORIQUE EN
POLOGNE DEPUIS LA FIN DU
XX^e SIÈCLE :
LE CAS DE JEDWABNE**

Audrey KICHELEWSKI
Université de Strasbourg, EA 3400 ARCHE

Cette contribution n'est pas celle d'une spécialiste d'archéologie ou de son histoire, mais s'intéresse aux apports de l'archéologie à l'histoire de la mémoire et des politiques mémorielles en Pologne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En effet, il n'y a pas que l'histoire, au sens de l'étude des textes et des récits du passé, mais également l'archéologie, l'étude des traces matérielles de ce passé, qui peut faire l'objet de divers usages politiques. Dans un pays comme la Pologne qui, à l'instar de ses voisins centre-européens, construit son identité très largement à partir de ces traces du passé dans un contexte du XIX^e siècle où l'État polonais n'existait pas en tant que tel, l'usage de l'histoire et de l'archéologie à des fins politiques était déjà bien ancré lorsque s'ouvrit un nouveau chapitre de l'évolution politique du pays à partir de 1945. Il semblait en effet indispensable de légitimer l'existence et le bien-fondé d'un territoire aux nouvelles frontières. La Pologne populaire s'inscrivit donc dans une continuité des usages politiques de l'archéologie. Ces derniers ont été bien étudiés ces dernières années, notamment par l'historien Gregor Thum qui utilisa ces acquis dans son livre expliquant comment l'histoire et l'archéologie ont servi de soubassement idéologique pour démontrer la « polonité » de la ville ex-allemande de Breslau/Wrocław – et plus généralement la « polonité » des terres recouvrées sur les Allemands après 1945 (Thum, 2011).

La fin du régime communiste en Pologne ne mit pas un terme aux usages politiques du passé. Dans ce contexte de changements, les autorités politiques et la société civile eurent besoin d'ancrer l'imaginaire national dans de nouveaux cadres et de retrouver ceux qu'on estimait avoir été étouffés ou dévoyés sous le communisme. Pourtant, alors même que l'enjeu est, pour les dirigeants actuels, de se distancier en tous points de l'ère socialiste, on peut observer de troublantes continuités dans les méthodes mais aussi dans les concepts. Lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre un discours et des pratiques de politique historique, l'archéologie sert de nouveau comme preuve scientifique à des fins de légitimation. Ce qui change n'est que la focale, ajustée sur une période historique plutôt qu'une autre. Alors qu'au XIX^e siècle on recherchait les traces des premiers habitants et que durant la Pologne populaire, on s'affairait autour des sites médiévaux de Silésie ou de Poméranie pour en rechercher la polonité, depuis la fin du XX^e siècle, les guerres mondiales et leurs violences de masse sont au centre de l'attention. Cela conduit à examiner non seulement des pratiques archéologiques se concentrant sur ces phénomènes, comme l'archéologie médico-légale (*forensic archaeology*), mais également à interroger l'archéologie comme phénomène de consommation du passé dans un espace polonais de plus en plus mondialisé, à la croisée des problématiques mémorielles, éducatives et touristiques et ne relevant donc plus exclusivement de politiques historiques imposées par le haut (Rowan, 2004 : 4).

Il sera donc question dans un premier temps de l'essor, des apports et des limites de l'archéologie médico-légale sur le terrain des violences de masse de la Seconde Guerre mondiale et plus particulièrement de la Shoah en Europe centrale et orientale. Sera ensuite envisagée la manière dont cette discipline est convoquée dans les récents débats en Pologne autour de la responsabilité des violences antijuives commises durant la Seconde Guerre mondiale.

L'archéologie médico-légale : apports et limites

L'archéologie médico-légale est l'application de techniques archéologiques dans un contexte légal ou humanitaire. Elle investit les crimes plus ou moins récents de l'histoire dans le but de poursuivre les criminels, localiser, documenter et retrouver les

restes humains et les preuves du crime afin de fournir de l'information aux victimes, à leurs familles et pour l'histoire. L'archéologie et l'anthropologie médico-légales, dans le cadre du tournant médico-légal (*forensic turn*) des études sur la Shoah, ont connu ces dernières années un développement sans précédent (Hunter, Simpson et Sturdy Colls, 2013 ; Sturdy Colls, 2014). Leurs apports ont été majeurs dans le domaine de la connaissance des processus de violence engendrés sur ces sites et dans le dévoilement de nouveaux lieux de violence, venant renforcer l'importance de la « Shoah par balles » (Desbois, 2007) ou d'autres épisodes de violence de masse, parfois à caractère génocidaire.

Ces dernières années, les fouilles archéologiques sur les sites des centres de mise à mort se sont multipliées. Ainsi à Belzec, les excavations ont permis de mettre au jour 33 fosses communes tandis qu'à Sobibor, on a retrouvé les tunnels construits pour permettre aux détenus de s'échapper du camp, ainsi que des restes des chambres à gaz et des fosses communes. Ce sont également des objets du quotidien des prisonniers et de leurs gardiens qui ont pu être retrouvés. Au-delà des sites déjà bien identifiés et connus, l'archéologie de l'extermination a également pu confirmer la localisation de sites d'assassinats par balles massifs de victimes juives dans l'ex-Union soviétique. C'est ainsi que 495 fosses communes ont été identifiées en Ukraine entre 1995 et 2000, 308 lieux d'exécution de masse dans les pays Baltes. Le projet *Yahad in Unum* mené par le père Desbois depuis 2004 a de son côté procédé à l'identification de 1360 sites et collecté pas moins de 3600 récits relatifs à ces tueries tandis que le musée-mémorial de Yad Vashem en Israël a également mené à bien un projet permettant de répertorier au moins 1500 sites dans l'ancienne URSS.

Procédant initialement par des méthodes classiques d'exhumation qui posaient des problèmes éthiques quant à la manipulation des restes humains, ces enquêtes ont avec le temps innové sur le plan de la méthode, utilisant des techniques moins invasives. On peut ainsi évoquer les travaux menés sur le site du centre de mise à mort de Treblinka en Pologne. Dans un projet débuté en 2007 par Caroline Sturdy Colls (2017) dans le cadre du *Holocaust Landscapes Project* (2014), les recherches ont été menées par sondages afin notamment de ne pas déplacer les

corps, à la fois pour les besoins de l'archéologie médico-légale, mais aussi selon les prescriptions religieuses juives selon lesquelles déplacer le corps d'un défunt est une atteinte à son âme (Sturdy Colls, 2015). La seule exception possible à cette prescription religieuse est le cas où ces restes seraient sous la menace d'une destruction imminente naturelle, par exemple si un cimetière juif était gagné par la montée des eaux d'une rivière, ou en conséquence de déplacements inopinés, comme une érosion faisant remonter à la surface des restes humains, ce qui fut le cas il y a quelques années à proximité du site de Belzec (Schudrich, 2015).

Outre les questions éthiques et religieuses qui peuvent être soulevées par la discipline, il ne faut pas non plus sous-estimer son influence dans le domaine mémoriel, sur le plan individuel ou collectif⁶. En effet, lorsque nous commémorons les victimes, que faisons-nous de leurs restes ? Les retrouver peut être une étape indispensable dans le processus du deuil des familles et des descendants. La dimension politique est souvent inhérente à la mémoire des violences de masse subies. Exhiber les restes humains peut servir de preuve ultime contre le négationnisme ou faire resurgir des débats sur les circonstances de la disparition tragique de ces morts. En ce sens, l'archéologie des violences de masse interroge le cœur même des sociétés qui s'en emparent parfois comme une preuve à charge jugée plus scientifique et donc moins contestable que le document papier des ordonnateurs du crime, souvent disparu voire inexistant ou encore même que le témoignage du spectateur, témoin ou rescapé, toujours sujet à caution et délicat à utiliser comme seule preuve. Émergent alors des tensions palpables entre les découvertes opérées, les pratiques mémorielles et les politiques historiques pour lesquelles les identités nationales sont en jeu. Le cas polonais illustre cette problématique, à travers un exemple emblématique mais non isolé, celui des exhumations entreprises, puis suspendues et réclamées près de vingt ans plus tard sur le site de l'assassinat de masse des habitants juifs du village de Jedwabne, le 10 juillet 1941.

⁶ Un numéro spécial de la revue *Human Remains and Violence: An Interdisciplinary Journal* a été consacré à l'automne 2015 aux liens entre restes humains et commémorations (Garibian, 2015).

Jedwabne : l'histoire d'un crime de voisins

L'exemple des fouilles archéologiques et des exhumations autour du site de Jedwabne depuis le début des années 2000 est en effet une bonne illustration des liens entre archéologie et débat sur le récit national, voire des crispations identitaires revenant par une voie insoupçonnée.

C'est dans cette bourgade des confins orientaux de la Pologne que peu après le passage de la région de l'occupation soviétique à la tutelle nazie, suite à l'opération Barbarossa, le 10 juillet 1941 la quasi-totalité des habitants juifs de la ville furent brutalement assassinés par leurs voisins polonais, la majorité d'entre eux ayant été brûlés vifs après avoir été rassemblés de force dans une grange. Parmi les éléments du débat figure le nombre des victimes, dont l'estimation varie entre 340 et 1600 selon les chercheurs, ainsi que l'identité, le nombre et les motivations de leurs bourreaux.

Cet événement a été tiré de l'oubli et placé sur le devant de la scène médiatique par la monographie que lui a consacrée l'historien américain d'origine polonaise Jan Tomasz Gross (Gross, 2002). S'appuyant sur un documentaire de 1999 consacré à cet épisode (Arnold, 1998), exhumant un témoignage capital d'un rescapé du pogrome et complétant son enquête par un important travail sur des sources variées, dont les archives de procès intentés en 1949 et 1953 à l'encontre de certains des auteurs du crime, Gross reconstitue les faits. Recoupant ses sources, il en vient rapidement à la conclusion que les coupables de ce massacre ne sont pas ceux que l'on croit. Tout le propos de Jan Gross réside dans cette affirmation : le pogrome de Jedwabne a été commis par des civils – non par des forces armées – et par des Polonais – et non des Allemands. Il a été commis par des « hommes ordinaires », pour reprendre l'expression de Christopher Browning (1994).

Dans la matinée du 10 juillet 1941, tous les hommes adultes polonais non-juifs sont convoqués à l'hôtel de ville, où ils reçoivent « des fouets et des gourdins » (Gross, 2002 :114) de la main des autorités locales. Dans les dépositions, des noms reviennent, ceux des principaux coordinateurs du massacre, à savoir le maire polonais de la ville, ainsi que deux de ses plus proches collaborateurs. Ceux-ci ordonnent à tous les Juifs du

village de se rassembler sur la place centrale, où certains sont lapidés ou noyés, certaines violées. Ceux qui tentent de fuir par les champs sont battus à mort. Mais il ne s'agit pas seulement de tuer : le sadisme des bourreaux condamne aussi les Juifs à diverses humiliations publiques. Ces procédés s'avérant sans doute trop peu efficaces, les bourreaux décident d'employer la même méthode qu'à Radziłów, un village voisin, quelques jours auparavant. Un homme met sa grange à disposition et la quasi-totalité de la population juive y est conduite de force pour y être brûlée vive. Les faits furent commis à la vue de tous, en plein jour. Les Allemands présents sur place ont quant à eux choisi de laisser faire et de ne pas intervenir, se contentant de prendre des photos. Il est clair cependant que ce massacre est à comprendre comme un épisode de la guerre meurtrière nazie contre les Juifs, qui n'aurait très certainement pas eu lieu si le village n'avait pas été occupé (Gross, 2002 : 98).

Pourtant, les procès intentés après-guerre à une vingtaine d'accusés, dont la moitié furent condamnés à des peines de prison, à l'exception du maire du village, innocenté, ne permirent pas de rendre justice. Les condamnés le furent pour collaboration avec l'ennemi et non pour avoir organisé un meurtre de masse à caractère génocidaire. Pour l'historiographie de la Pologne communiste, le massacre a été commis par les forces militaires allemandes, éventuellement assistée par quelques traîtres non représentatifs de la population générale. Cette vision se traduit dans le monument érigé à Jedwabne en 1961, qui porte une inscription en mémoire des « 1600 personnes brûlées vives par la Gestapo et la police militaire allemande » (Gross, 2002 : 210-211). Or, les révélations de Jan Gross obligent à réévaluer les interprétations précédentes.

Les années 2000 : acte I de l'affaire

À peine trois mois après la sortie polonaise du livre de Gross en 2000, Witold Kulesza, chef du département d'enquêtes de l'Institut de la Mémoire nationale (IPN, *Instytut Pamięci Narodowej*), demande au procureur de la branche régionale de Białystok, Radosław Ignatiew, d'enquêter sur le meurtre de Juifs à Jedwabne. L'enquête durera pas moins de trois ans jusqu'à sa clôture officielle le 30 juin 2003. Il s'agissait de la première enquête de cette institution qui venait d'être créée pour mener

des recherches historiques et poursuivre les crimes nazis et communistes, dont le crime de génocide. Entretemps, l'ouvrage suscita un intense débat public en Pologne, portant non seulement sur le livre lui-même, mais plus largement sur la question de la responsabilité des Polonais dans l'extermination de leurs voisins juifs durant la Seconde Guerre mondiale. Des centaines d'articles parurent en Pologne et à l'étranger, puis analysant le débat polonais sur Jedwabne et ses répercussions sur la société polonaise (Polonsky et Michlic, 2004 ; Bikont, 2011).

L'affaire prend rapidement une tournure politique. Le 6 mars 2001, le premier ministre Jerzy Buzek déclare que la participation de Polonais dans les crimes commis à Jedwabne est irréfutable, avant d'ajouter que « le crime ne fut commis ni au nom de la nation, ni en celui de l'État polonais⁷ ». Quelques jours plus tard, le monument à l'inscription erronée est retiré. Cependant, on est très loin du consensus. Des habitants de Jedwabne se constituent en un Comité pour la Défense de la réputation de Jedwabne.

C'est dans ce contexte que le ministre de la Justice, Lech Kaczyński, ordonne de procéder, dans le cadre de l'enquête de l'IPN alors en cours, à l'exhumation des corps des victimes. Au bout de cinq jours seulement, celle-ci est stoppée sous la pression des autorités rabbiniques polonaises et internationales. Finalement, les tombes de Jedwabne ne furent pas rouvertes ni les restes humains analysés. Seul le niveau supérieur de deux tombes fut ôté afin de découvrir des restes humains, examinés sur place (Schudrich, 2015). À l'époque, plusieurs personnalités, dont l'historien Jan Gross, protestèrent publiquement pour demander une véritable exhumation (Gross, 2004). Puis un archéologue estima que 150 à 250 corps pouvaient se trouver là, et cette estimation devint un fait. Witold Kulesza, le responsable de l'enquête de l'IPN, communiqua l'information au ministre de la Justice, qui la répercuta comme un fait établi. Pourtant le responsable des fouilles à Jedwabne, l'archéologue Andrzej Kola, connu pour les fouilles qu'il avait entreprises sur le site des

⁷ Une chronologie de l'histoire de la mémoire des événements de Jedwabne est disponible sur le site du musée Polin : <http://www.polin.pl/en/news/2016/07/09/jedwabne-timeline-of-remembrance> [20.06.2019].

exécutions d'officiers polonais par les Soviétiques en 1940 à Katyn, a ensuite regretté la précipitation de son collègue et révisé le chiffre à 300-400 corps. Ce fut néanmoins la plus rapide exhumation et évaluation chiffrée de résultats des annales médico-légales.

William Haglund, un anthropologue légiste américain qui fut conseiller pour les tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda et pour l'ex-Yougoslavie, était présent sur place pendant trois jours en tant que simple observateur, l'Institut de la Mémoire nationale ayant refusé son aide dans le cadre de l'enquête qu'il menait. D'après cet expert international, on ne peut estimer de manière fiable le nombre de corps selon la méthode qui fut utilisée. Autrement dit, le véritable nombre de victimes est très certainement bien supérieur aux 150, voire même aux 400 envisagées. Du reste, étant donné que l'on ne compte que 12 survivants des massacres et que la population de la ville de Jedwabne recensée en 1931 était de 2167 habitants dont au moins 60 % se déclaraient juifs, si seulement 150 Juifs avaient été tués dans la grange, cela voudrait dire que les autres furent massacrés individuellement par les villageois polonais...

Finalement, le 10 juillet 2001 se tient une cérémonie historique à Jedwabne à l'occasion de la commémoration du 60^e anniversaire du massacre. Le président de la République polonaise Aleksander Kwaśniewski présente officiellement ses excuses pour les crimes commis, en son nom propre et « au nom des Polonais dont la conscience est bouleversée par ce crime » (Kwaśniewski, 2008). La cérémonie est cependant boudée aussi bien par les résidents de Jedwabne que par les représentants de l'épiscopat, ce dernier arguant du fait qu'il s'était déjà manifesté le 27 mai précédent lors d'une messe expiatoire à Varsovie pour « demander pardon au Seigneur pour les crimes commis à Jedwabne et dans d'autres localités » (Kaczyński, 2001). Un nouveau monument est inauguré, portant l'inscription suivante : « En mémoire des Juifs de Jedwabne et de ses environs, hommes, femmes et enfants, co-habitants de cette terre, brûlés vifs sur ce site le 10 juillet 1941 ». Si la mention des Allemands a disparu, il n'est toujours pas énoncé clairement qui furent les meurtriers. Ce n'est que l'année suivante, le 9 juillet 2002, que le procureur Ignatiew rend public le rapport confirmant la responsabilité polonaise dans ces crimes. Le rapport questionne le nombre de

victimes (1600) avancé par Jan Gross et indique que l'exhumation partielle a révélé qu'au moins 340 personnes avaient été tuées à Jedwabne. Par ailleurs, les fouilles avaient également établi que des douilles allemandes retrouvées sur le site n'étaient pas du même type que celles utilisées par les forces allemandes en 1941, ce qui confirmait que les troupes allemandes n'avaient pas été impliquées directement dans le massacre. Cependant, le rapport final laissait en suspens de nombreuses questions. Il établissait que le massacre avait été inspiré par les Allemands et rapportait que des témoins auraient vu ces derniers conduire les victimes juives de la place centrale de la ville vers la grange. Toutefois, l'IPN n'était en mesure ni de confirmer, ni d'infirmer ces témoignages.

En dépit d'une exhumation partielle et insatisfaisante sur le plan scientifique, c'est une version visant à être la plus consensuelle possible qui fut produite par les autorités officielles. Cependant, cette dernière n'était totalement satisfaisante pour personne. Gross et d'autres chercheurs à sa suite plaidèrent pour une exhumation plus complète qui aurait permis d'opérer un comptage définitif et de mettre fin aux récits tendant à minimiser le crime. Inversement, le camp ultra-nationaliste cria au scandale lors de la révélation du rapport, accusant le président d'alors de l'IPN, Leon Kieres, d'être « à la solde des Juifs ». Un des députés du parti nationaliste de la Ligue des familles polonaises (*Liga Polskich Rodzin*), Antoni Macierewicz, protesta officiellement contre la conclusion du rapport qui établissait sans ambages la responsabilité polonaise dans ce massacre (Michlic, 2002 : 30-31).

Au total, les fouilles archéologiques, avec leur caractère inachevé, ne permirent pas de combler la polarisation croissante de l'espace public sur la question de l'attitude de la société polonaise à l'égard de la minorité juive à travers l'histoire. D'un côté on trouvait les partisans de l'inclusion dans la mémoire historique officielle d'événements qui comme Jedwabne attestaient de l'exclusion, de la discrimination, voire de la violence extrême à l'encontre d'une minorité appartenant à la société polonaise ; et de l'autre côté se trouvaient les partisans d'une vision ethno-nationaliste de la Pologne qui tentaient de minimiser ou de justifier le crime commis en arguant d'une pseudo-collaboration des Juifs avec l'ennemi soviétique. Les

premiers semblaient avoir remporté la manche. En attestent les excuses officielles présidentielles mais aussi la révision des manuels scolaires pour inclure, pour certains d'entre eux, les événements de Jedwabne, ou encore la multiplication des recherches historiques qui confirmèrent l'existence et le nombre important de cas de violences antijuives commises par des Polonais durant la Seconde Guerre mondiale (Żbikowski, 2006 ; Engelking et Grabowski, 2011 ; Grabowski, 2013 ; Engelking et Grabowski, 2018).

Quant au camp ethno-nationaliste, marginalisé politiquement à l'époque du débat, il ne désarma toutefois pas. Lorsque dix ans après les commémorations historiques de 2001, le président de la République Bronisław Komorowski présenta, comme son prédécesseur, ses excuses pour les crimes de Jedwabne, celles-ci furent suivies un mois plus tard et comme en réponse, par un vandalisme à l'encontre du monument commémoratif, recouvert d'une croix gammée et d'un graffiti où l'on pouvait lire « Nous ne sommes pas désolés pour Jedwabne » et « Ils étaient inflammables » (Nieśpiał, 2011).

Depuis 2016 : acte II, le retour des crispations identitaires et le révisionnisme historique appuyé par l'archéologie

En 2016, l'affaire rebondit dans un contexte politique de retour au pouvoir du parti Droit et Justice (PiS, *Prawo i Sprawiedliwość*), ayant les faveurs du camp ethno-nationaliste depuis l'époque de la première participation de ce parti à un gouvernement de coalition entre 2005 et 2007. Or ce parti était à présent dirigé par Jarosław Kaczyński, frère jumeau de Lech Kaczyński, qui était ministre de la Justice au moment de l'affaire Jedwabne, puis devint président de la République, de 2005 à sa mort brutale dans un accident d'avion en 2010. Notons que ce parti comptait à présent dans ses rangs l'un de ceux qui avaient dénoncé le rapport sur les fouilles à Jedwabne, à savoir Antoni Macierewicz, ministre de la Défense de 2015 à 2018.

Une campagne médiatique est lancée le 30 juin 2016, moment coïncidant de près avec la date du 75^e anniversaire du pogrome (le 10 juillet). Elle exige de nouvelles fouilles archéologiques pour exhumer les restes humains présents à Jedwabne. En quelques mois, près de 12 000 personnes signent une pétition

exhortant le gouvernement polonais à rouvrir l'enquête et les tombes (Domanowska, 2016)⁸. Le texte de la pétition estime que durant l'enquête initiale des années 2000 les recherches médico-légales n'avaient pas pu être faites en entier et n'ont pas pu jouer leur rôle dans la conclusion de l'IPN établissant la responsabilité du massacre aux habitants polonais de la ville.

Cette initiative pétitionnaire est explicitement dirigée contre les « autorités juives » et leur mainmise sur les tombes, empêchant la science de faire son travail (Solidarni, 2016). Elle s'appuie sur des divisions politiques internes au sein de la communauté juive polonaise, qui émergent dans leurs publications en 2014, en reprenant notamment l'avis d'un rabbin américain de Boston, Joseph A. Polak, pour lequel l'exhumation est tout à fait possible selon les lois religieuses juives (Polak, 2001), afin de montrer que même au sein de la communauté juive, on trouve des partisans de l'exhumation. Pourtant l'objectif premier de cette pétition n'est pas de satisfaire les descendants de victimes qui souhaiteraient faire la lumière sur ces crimes afin de faire taire ceux qui en minimisent l'ampleur (nombre de victimes) ou en détournent les responsables. La pétition défend l'exhumation car seule cette méthode pourrait prouver au contraire la responsabilité allemande des crimes et/ou montrer que les victimes furent moins nombreuses que ne l'affirment « les Juifs ». Il s'agit enfin de démontrer que le président défunt s'est fait manipuler par la pression d'organisations juives lorsqu'il prit la décision de stopper l'exhumation au bout de cinq jours seulement. Bref, qu'il y aurait un complot pour masquer la vérité.

En effet, ce qui alerte dans l'objectif réel de cette pétition est qu'elle a été rédigée par Ewa Kurek, une historienne originaire de Kielce et connue pour ses écrits très problématiques portant sur les relations polono-juives durant la Seconde Guerre mondiale. Son livre de 1992, intitulé *Quand le couvent voulait dire la vie (Gdy klasztor znaczył życie)*, est une étude sur le rôle protecteur des établissements religieux polonais envers la minorité juive, mais qui, selon de nombreux autres historiens,

⁸ Au 21.06.2019, la pétition adressée au Parlement polonais avait recueilli 62 906 signatures. [<http://www.citizengo.org/pl/signit/84089/view>] (21.06.2019).

n'étaye pas ses propos et surévalue largement l'aide du clergé. Son livre suivant (Kurek, 2006), explique que ce seraient finalement en quelque sorte les Juifs qui auraient eux-mêmes construit leur propre ghetto durant la guerre, pour pouvoir rester entre eux et être protégés des Allemands... (Rzeszka, Cywiński, 2016). L'orientation idéologique de cet auteur est donc sans équivoque et elle n'a cessé de le confirmer dans des déclarations publiques de plus en plus ouvertement antisémites. Au point qu'en avril 2018 le consulat polonais à New York annule *in extremis* la cérémonie de remise du prix d'honneur Jan Karski, décerné chaque année par l'association américaine du dialogue polono-juif, tant cette récompense accordée à cet auteur si controversé était scandaleuse, même pour le gouvernement actuel (Rosen, 2018).

La pétition en question a cependant circulé par le biais d'une association, intitulée « Solidarni2010 », dont l'objectif est de prouver que l'accident d'avion dans lequel périt Lech Kaczyński et les membres officiels qui l'accompagnaient est en fait un attentat. Or cette association est reconnue d'utilité publique depuis le 2 août 2016 et dispose donc du soutien officiel des autorités polonaises. Par ailleurs, la pétition a recueilli l'appui non seulement de personnalités politiques importantes comme le maire de la commune de Jedwabne, Michał Chajewski, mais également d'historiens de l'IPN tels que Piotr Gontarczyk, directeur adjoint à l'Institut et connu également pour ses écrits polémiques sur les relations polono-juives.

Ces derniers alimentent un discours politique qui flirte avec le révisionnisme, alors même que le gouvernement polonais avait reconnu dès 2001 la responsabilité polonaise des faits. Or, depuis 2015, il semblerait que tout soit remis en question et que le parti au pouvoir accorde une oreille attentive à ceux qui contestent cette vérité. Déjà au moment du débat télévisé de l'élection présidentielle de 2015, le candidat et futur président Andrzej Duda, du parti Droit et Justice, avait attaqué son adversaire, le président sortant Bronisław Komorowski, pour avoir présenté des excuses en 2011 au sujet de Jedwabne. Duda avait nié que de tels événements aient effectivement eu lieu : « Nous sommes faussement accusés par d'autres, qui disent que nous avons participé à l'Holocauste » (Lepczyński 2015). C'était la première fois depuis vingt-cinq ans de débats aux élections présidentielles

libres qu'était ainsi jouée la « carte juive », consistant à sous-entendre que l'adversaire politique était d'une manière ou d'une autre lié aux Juifs et donc à mobiliser une frange antisémite de l'électorat pour rejeter cet adversaire.

C'est dans ce contexte où le politique s'empare du discours des militants partisans de la révision des faits établis, que la ministre de l'Éducation, Anna Zalewska, endosse le contenu de la pétition d'Ewa Kurek. Deux semaines après lancement de la pétition, la ministre s'exprime à la télévision, le 14 juillet 2016, pour affirmer qu'elle ne sait pas qui a tué les Juifs de Jedwabne et que les écrits de Gross ne sont qu'une opinion. Ce faisant elle remet publiquement en question des faits établis quinze ans plus tôt, tandis que les déclarations d'alors de Macierewicz, devenu depuis ministre de la Défense de ce même gouvernement allant également dans le sens du révisionnisme historique, ressortent dans les médias. Sans doute rappelée à l'ordre par le Premier ministre, Zalewska revint sur ses propos deux mois plus tard en affirmant : « Nous devons en effet dire avec douleur qu'il s'agit d'une co-responsabilité des Polonais » (Leszczyński 2016).

Finalement, la pétition est remise au ministre de la Justice le 4 avril 2017, qui renvoie l'affaire à l'IPN. L'institution botte tout d'abord en touche, puis se déclare prête à reprendre les exhumations. À ce jour cependant, les demandes répétées d'Ewa Kurek, qui a constitué un « Comité citoyen pour la reprise des exhumations à Jedwabne » (*Komitet Obywatelski na rzecz wznowienia ekshumacji w Jedwabnem*), ne sont pas suivies d'actions de la part des autorités ni du Parlement. Le Comité continue cependant de faire régulièrement parler de lui et dispose de nombreux partisans, certains au sein même du parti au pouvoir, comme le député doyen du Parlement polonais, Kornel Morawiecki, fondateur du parti conservateur *Wolni i Solidarni* (Libres et Solidaires) et père de l'actuel Premier ministre Mateusz Morawiecki. Celui-ci a en effet déclaré à la télévision vouloir « connaître la vérité sur Jedwabne », alimentant par cette petite phrase le courant révisionniste et plaidant pour une reprise des exhumations (Morawiecki 2018). Finalement, le 18 mars 2019, le procureur général répond qu'il ne saurait être question d'une reprise des exhumations en l'absence d'éléments nouveaux apportés à l'enquête close en 2003.

Plus inquiétant, la nouvelle équipe du musée de la Seconde Guerre mondiale à Gdańsk a clairement exprimé ses réserves quant à la manière dont les événements de Jedwabne étaient exposés dans le musée, à savoir comme une expression des positions antisémites ravivées par l'occupation soviétique, à côté des pogromes ayant eu lieu à Lwów, Kaunas et Iași, où s'engagèrent nettement aux côtés des forces allemandes de partis politiques ultra-nationalistes ukrainiens, lituaniens et roumains. La direction affirme qu'il n'est pas juste de juxtaposer des événements dissemblables sur le plan de l'échelle du nombre de victimes et de l'organisation, estimant qu'à Jedwabne, les responsables étaient un « groupe de criminels chauffés à blanc par les Allemands, sans aucun lien avec les organisations clandestines de résistance polonaise » (Flieger 2018).

« Devenez des héros, donnez votre ADN » : les « soldats maudits » exhumés et célébrés

Si Jedwabne représente en ce sens un cas exemplaire, il n'est pas le seul en Pologne où la science et l'archéologie médico-légales sont vues comme des instruments de choix au service de la politique historique. En 2012, l'université médicale de Poméranie et l'Institut de la Mémoire nationale lancent un projet de base de données génétiques des victimes des totalitarismes. Il s'agit de collecter et d'analyser des échantillons d'ADN de restes humains d'anonymes retrouvés dans des tombes individuelles ou collectives de la période comprise entre 1939 et 1956. La période chronologique inclut donc aussi bien les victimes de la Seconde Guerre mondiale que celles de la mise en place du régime communiste en Pologne à partir de 1944, le tout au sein d'un même projet. Le site Internet incite ces visiteurs à contribuer aux recherches de leurs proches en faisant don de leur ADN. Le slogan est percutant (« Devenez un héros, donnez votre ADN ») et médiatique, car une campagne de soutien est même lancée sur les réseaux sociaux en demandant à tous de diffuser le mot d'ordre #DNABohatera [#ADN de héros]⁹.

Ainsi conceptualisé, le projet sous-tend donc la politique historique visant à mettre en avant la théorie du « double

⁹ La page Internet dédiée à ce projet de recherche est accessible à l'adresse suivante : <https://www.pbgot.pl> (21.06.2019).

génocide » commis sous la double occupation (nazie et soviétique) à l'encontre de la nation polonaise par ses ennemis. Les morts ainsi identifiés le sont en tant que victimes et héros ayant résisté à cette entreprise de destruction nationale. Or, si une des dimensions du projet est mémorielle sur le plan collectif (se souvenir du caractère violent de la présence totalitaire en Pologne) et individuel (permettre aux familles d'identifier leurs parents et de se recueillir à un endroit déterminé), l'objectif politique est clairement sous-jacent.

Il s'agit en effet de mettre en valeur en tant que victimes avant tout ceux qui ont combattu les armes à la main la mise en place du communisme en Pologne. Ces derniers sont surnommés en Pologne les « soldats maudits ». L'expression désigne certains mouvements de résistance polonaise qui se formèrent vers la fin de la Seconde Guerre mondiale et après. Créés par quelques membres de l'État polonais clandestin, ces organisations clandestines continuèrent leur lutte armée contre le gouvernement stalinien de Pologne dans les années 50, malgré l'ordre de désarmer émis officiellement par le gouvernement en exil à Londres. Les actes de guérilla inclurent un déploiement d'attaques militaires lancées contre les nouvelles prisons communistes ainsi que contre les bureaux du ministère de la Sécurité intérieure polonais, les lieux de détention pour prisonniers politiques, et les camps de concentration disséminés à travers le pays. Ils sont dits maudits car étaient considérés comme des traîtres à la nation durant la période communiste.

Leur réhabilitation est en cours depuis quelques années, et en particulier sous les gouvernements dominés par le parti Droit et Justice. C'est ainsi que depuis 2011, le 1^{er} mars est un jour de commémoration, non férié, de leur mémoire en Pologne. La date choisie correspond au jour où, en 1951, avait été proclamé l'arrêt de mort contre les chefs de l'organisation clandestine *Wolność i Niezawisłość* (Liberté et Indépendance). Or, leur figure est très controversée car nombre de ces soldats maudits se sont livrés à des exactions contre des civils, et en particulier des rescapés juifs de la Shoah. Le 17 février 2018, le premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, en visite officielle en Allemagne, s'est ainsi recueilli à Munich sur la tombe de soldats de la brigade de la province de Sainte-Croix, célèbre pour avoir collaboré avec les nazis dans la chasse aux Juifs, provoquant un débat sur le bien-

fondé de ce geste et sur la nature profonde de ces groupes « maudits » dont la mémoire est aujourd'hui officiellement exaltée.

On comprend ainsi l'enjeu politique de cette entreprise scientifique, visant à donner une identité (en parallèle aux entreprises visant depuis des années à afficher les noms et prénoms des victimes juives de la Shoah dans les musées de Yad Vashem à Washington, en passant par le Mur des noms à Paris), un visage et un nombre (élevé si possible). L'idée est de démontrer l'ampleur de la souffrance nationale, voire de la hausser au rang de destruction génocidaire du même type que celle entreprise contre les Juifs polonais, dans une concurrence victimaire à peine dissimulée, et sans chercher à comprendre le contexte des disparitions, ni à entrer dans la complexité de la situation de guerre et surtout d'après-guerre, dont les historiens savent que ces victimes ont souvent aussi été bourreaux (Wnuk, 2016).

Conclusion

Les deux exemples qui viennent d'être développés démontrent comment l'archéologie et les sciences médico-légales concentrent plusieurs éléments qui peuvent se télescoper et entrer en conflit. En effet, les apports heuristiques d'une science qui viserait à compléter un savoir déjà bien établi au moyen d'autres outils reconnus, sont considérés également comme des apports judiciaires puisqu'il s'agit *in fine* d'établir, au-delà de la réalité des faits, la responsabilité de ceux-ci. Autrement dit, est-il envisageable que des citoyens de la nation polonaise, décrite comme uniquement victime et résistante à la barbarie nazie, aient pu seconder les forces occupantes dans leur entreprise de destruction des Juifs d'Europe ? Peut-on prouver scientifiquement que la nation polonaise a été une victime innocente des deux totalitarismes, si l'on considère également l'entreprise de collectes génétiques entreprises depuis 2012 dans la manière dont elle est envisagée et soutenue par l'État ?

Par son régime de vérité, l'archéologie des violences de masse est ici mise au service de la politique historique, supposée trancher entre deux conceptions différentes de l'attitude de la société polonaise durant la Seconde Guerre mondiale. Elle

contribue, ainsi manipulée par les tenants d'une vision ethno-nationaliste de la société polonaise, à alimenter le révisionnisme historique au lieu d'ajouter véritablement à la connaissance ou à entretenir les haines et ressentiments plutôt que d'œuvrer à enrichir et complexifier les visions du passé.

On pourrait même se demander si elle ne pourrait pas constituer un outil supplémentaire pour tenter de contrer les écrits des historiens dont les propos ne s'alignent pas sur la narration victimaire officielle qui tend à se mettre en place depuis quelques années par plusieurs moyens, le dernier en date étant l'outil judiciaire. On doit en effet mentionner l'adoption début février 2018 de la loi sur l'IPN, qui pénalise « l'attribution à la nation ou à l'État polonais, en dépit des faits, de crimes contre l'humanité ». Cette loi très controversée, à l'étranger en particulier, risque d'empêcher l'expression de vérités pourtant établies depuis plusieurs décennies et de rendre plus difficiles, en Pologne tout du moins, de nouvelles recherches historiques sur la Seconde Guerre mondiale (Belavusau, Wójcik 2018). Si la loi a finalement été amendée dans son volet pénal en juin 2018, elle demeure toujours en vigueur au civil, avec des conséquences déjà palpables sur la manière dont les chercheurs qui défendent une conception critique de l'histoire nationale sont considérés¹⁰.

Ce que semblent pourtant ignorer les partisans à tout crin de l'utilisation de ces méthodes scientifiques comme preuves ou contre-preuves aux faits établis par des historiens qui avaient travaillé sans ces outils, c'est que, comme toute science auxiliaire de l'histoire, l'archéologie des violences de masse ne prouve rien à elle seule, sans contexte interprétatif et sans croisement de faisceaux de sources...

¹⁰ En attestent notamment les violences verbales subies par les chercheurs ayant participé au colloque « La nouvelle école polonaise d'histoire de la Shoah » qui s'est tenu à Paris en février 2019. Voir le résumé de l'affaire dans l'article du *Monde* daté du 1^{er} mars 2019 : Camille Stromboli, « Un colloque sur l'histoire de la Shoah perturbé par des nationalistes polonais ».

Bibliographie

- ARNOLD Agnieszka, *Gdzie mój starszy syn Kain ?* [Où est Caïn, mon fils aîné ?], film documentaire, 52 minutes, Pologne, 1999.
- BELAVUSAU Uładzislau, WÓJCIK Anna, « La criminalisation de l'expression historique en Pologne : la loi mémorielle de 2018 », *Archives de politique criminelle*, n° 40, 2018, p. 175-188.
- BIKONT Anna, *Le Crime et le Silence. Jedwabne 1941, la mémoire d'un pogrom dans la Pologne d'aujourd'hui* [2004], traduit du polonais par Anna Hurwic, Paris, Denoël, 2011.
- BROWNING Christopher, *Des Hommes ordinaires. Le 101e bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne* [1992], traduit de l'anglais par Elie Barnavi, Paris, Les Belles Lettres, 1994.
- DESBOIS Patrick, *Porteur de mémoires : sur les traces de la Shoah par balles*, Paris, Michel Lafon, 2007.
- DOMANOWSKA Agnieszka, « Ekshumacja w Jedwabnem? » [Exhumation à Jedwabne ?], *Gazeta Wyborcza*, 15.07.2016.
[<http://wyborcza.pl/7,75398,20401801,ekshumacja-w-jedwabnem.html>] (20.06.2019)
- ENGELKING Barbara, GRABOWSKI Jan (dir.), *Zarys Krajobrazu. Wieś polska wobec Zagłady, 1942-1945* [Les contours d'un paysage. La campagne polonaise face à l'extermination des Juifs, 1942-1945], Varsovie, Polish Center for Holocaust Research, IFiS-PAN, 2011.
- , *Dalej jest noc. Losy Żydów w wybranych powiatach okupowanej Polski* [Au-delà, c'est la nuit. Destins de Juifs dans des arrondissements choisis de la Pologne occupée], 2 vol., Varsovie, Polish Center for Holocaust Research, IFiS-PAN, 2018.

- FLIEGER Estera, « "Dobra zmiana" w Muzeum II Wojny Światowej chce poprawić Jedwabne » [« Le bon changement » (allusion au leitmotiv du nouveau gouvernement) au Musée de la Seconde Guerre mondiale veut rectifier Jedwabne], *Gazeta Wyborcza*, 16.02.2018.
[<http://wyborcza.pl/7,75398,23030742,dobra-zmiana-w-muzeum-ii-wojny-swiatowej-chce-poprawic-jedwabne.html>] (20.06.2019).
- GARIBIAN Sévane (dir.), « Special Issue: Human Remains and Commemoration », *Human Remains and Violence: An Interdisciplinary Journal*, Vol. 1, n° 2, 2015.
- GRABOWSKI Jan, *Hunt for the Jews. Betrayal and Murder in German-Occupied Poland*, Bloomington (Indiana), Indiana University Press, 2013.
- GROSS Jan Tomasz, *Les Voisins, 10 juillet 1941 un massacre de Juifs en Pologne* [2001], traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Fayard, 2002.
- , « Critical Remarks Indeed », in dir. Polonsky Antony, Michlic Joanna B., *The Neighbors Respond. The Controversy over Jedwabne Massacre in Poland*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2004, p. 344-370.
- Holocaust Landscapes Project.* 2014.
[<http://blogs.staffs.ac.uk/archaeology/projects/holocaust-landscapes/>] (20.06.2019).
- HUNTER John, SIMPSON Barrie, STURDY COLLS Caroline, *Forensic Approaches to Buried Remains*, Londres, John Wiley & Sons, 2013.
- KACZYŃSKI Andrzej, « Biskupi przeproszą Boga za zło w Jedwabnem » [Les évêques demandent pardon à Dieu pour le mal commis à Jedwabne], *Rzeczpospolita*, 4.05.2001, p. 1.
- KUREK Ewa, *Polish-Jewish Relations 1939-1945. Beyond the Limits of Solidarity* [2006], traduit du polonais par

Katarzyna Bednarska et David Dastych, Bloomington (Indiana), iUniverse, 2012.

KWAŚNIEWSKI Aleksander, *Wygraliśmy przyszłość. 10 lat Prezydentury Aleksandra Kwaśniewskiego* [Nous avons gagné l'avenir. 10 ans de présidence d'Aleksander Kwaśniewski], Varsovie, Fundacja Aleksandra Kwaśniewskiego « Amicus Europæ », 2008, p. 359-361.
[<http://kwasniewskialeksander.pl/wystapienia/wywiady>] (20.06.2019)

LEPCZYŃSKI Krzysztof, « Debata prezydencka. Duda pyta o Jedwabne. "Narodowy zakapior. Od 25 lat nikt w Polsce nie grał kartą żydowską" » [Débat présidentiel. Duda pose la question sur Jedwabne. 'Crapule nationale. Depuis 25 ans, personne en Pologne n'avait joué la carte juive'], *Gazeta wyborcza*, 18.05.2015. [http://wiadomosci.gazeta.pl/wiadomosci/1,143907,17936509,Debata_prezydencka_Duda_pyta_o_Jedwabne_Narodowy.html] (20.06.2019).

LESZCZYŃSKI Adam, « Ministra edukacji i Jedwabne. Trudna nauka min. Zalewskiej » [La ministre de l'éducation et Jedwabne. Difficile leçon de la ministre Zalewska], *Okopress*, 8.09.2016. <https://oko.press/minister-edukacji-jedwabne-trudna-nauka-minister-zalewskiej>] (20.06.2019).

MICHLIC Joanna Beata, « Coming to Terms with the Dark Past: The Polish Debate about the Jedwabne massacre », *Analysis of Current Trends in Antisemitism*, n° 21, Jerusalem, Hebrew University of Jerusalem, Vidal Sassoon International Center for the Study of Antisemitism, 2002.

MORAWIECKI Kornel, entretien accordé à la chaîne de télévision Onet News, 7.02.2018. [<https://www.youtube.com/watch?v=0bEbJEqtWdU>] (20.06.2019).

- NIEŚPIAŁ Tomasz, « ABW szuka wandali, którzy zniszczyli pomnik w Jedwabnem » [L'ABW (*Agencja Bezpieczeństwa Wewnętrznego*/Agence de sécurité intérieure, les services de renseignement) recherche les vandales qui ont détruit la monument à Jedwabne], *Rzeczpospolita*, 2.09.2011. [<http://www.rp.pl/arttykul/710609-ABW-szuka-wandali--ktorzy-zniszczyli-pomnik-w-Jedwabnem.html>] (20.06.2019).
- ROSEN Armin, « How Ewa Kurek, the Favorite Historian of the Polish Far Right, Promotes Her Distorted Account of the Holocaust », *Tabletmag*, 3.05.2018. [<http://www.tabletmag.com/jewish-news-and-politics/261051/ewa-kurek-favorite-historian-of-the-polish-far-right>] (20.06.2019).
- ROWAN Yorke M., BARAM Uzi, « Archaeology after Nationalism: Globalization and the Consumption of the Past », in dir. Rowan Yorke M., Baram Uzi, *Marketing Heritage: Archaeology and the Consumption of the Past*, Walnut Creek, AltaMira Press, 2004, p. 3-23.
- RZESZKA Paweł P., CYWIŃSKI Jan, « Kurek: Getta zbudowali Żydzi » [Kurek : Ce sont les Juifs qui ont construit le ghetto], *Gazeta Wyborcza*, 20.08.2006. [<http://wyborcza.pl/1,76842,3558299.html?disableRedirects=true>] (20.06.2019).
- POLAK Joseph A., « Exhuming their Neighbors: a Halakhic Inquiry », *Tradition* vol. 35, n° 4, 2001, p. 23-43.
- POLONSKY Antony, MICHLIC Joanna Beata, *The Neighbors Respond. The Controversy over Jedwabne Massacre in Poland*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2004
- SCHUDRICH Michael, « Jewish Law and Exhumation », in dir. International Holocaust Remembrance Alliance, *Killing Sites. Research and Remembrance*, Berlin, Metropol, 2015, p. 79-84.

- SOLIDARNI2010, « Żądamy Wznowienia Eksumacji w Jedwabnem ! » [Nous exigeons la reprise des exhumations à Jedwabne] [<http://www.solidarni2010.pl/33634-zadamy-wznowienia-ekshumacji-w-jedwabnem---osiagnijmy-50-tys-podpisow---aktualizacja.html>] (20.06.2019)
- STURDY COLLS Caroline, *Holocaust Archaeologies: Approaches and Future Directions*, New York, Springer, 2014.
- STURDY COLLS Caroline, « Learning from the Present to Understand the Past: Forensic and Archaeological Approaches to Sites of the Holocaust » in dir. International Holocaust Remembrance Alliance, *Killing Sites. Research and Remembrance*, Berlin, Metropol, 2015, p. 61-78.
- STURDY COLLS Caroline, « The Archaeology of Cultural Genocide: a Forensic Turn in Holocaust Studies? » in dir. Dziuban Zuzanna, *Mapping the 'Forensic Turn': Engagements with Materialities of Mass Death in Holocaust Studies and Beyond*, Vienne, New Academic Press, 2017.
- THUM Gregor, *Uprooted: How Breslau Became Wrocław during the Century of Expulsions* [2003], Princeton, Princeton University Press, 2011.
- WNUK Rafał, « Brygada Świętokrzyska. Zakłamana legenda » [La Brigade de la Saint-Croix. Légende mensongère], *Gazeta Wyborcza*, 25.01.2016. [<http://wyborcza.pl/alehistoria/1,121681,19518952,brygada-swietokrzyska-zaklamana-legenda.html>] (20.06.2019).
- ŻBIKOWSKI Andrzej, *U genezy Jedwabnego. Żydzi na Kresach Północno-Wschodnich II Rzeczypospolitej, wrzesień 1939-lipiec 1941* [Aux origines de Jedwabne. Les Juifs des confins septentrionaux et orientaux de la II^e République, septembre 1939-juillet 1941], Varsovie, Żydowski Instytut Historyczny, 2006.

UNE ARCHÉOLOGIE DE SOI AUSTRO- HONGROISE : CARL PATSCH AUTOBIOGRAPHE, LE CHASSEUR DE PASSÉ ET SES LANGUES

Daniel BARIC
Sorbonne Université, UMR 8224 Eur'Orbem

Carl Patsch (1865-1945) figure au nombre des fonctionnaires austro-hongrois envoyés en Bosnie-Herzégovine après l'occupation de la province en 1878 (Baric 2012 ; Marchetti 2015 ; Ruthner et Scheer 2018). Homme de science formé à l'histoire et à l'archéologie romaines, il demeura actif plusieurs décennies durant à Sarajevo, de 1893 jusqu'au délitement final de la Monarchie habsbourgeoise. Sa mobilité professionnelle, qui le mena de Prague à Vienne, puis dans les Balkans avant de revenir à Vienne parachever un *cursus honorum* dans les plus hautes instances académiques autrichiennes, put s'accomplir et se développer grâce à des compétences linguistiques acquises depuis son enfance. Dès son plus jeune âge et ses années de formation en effet, il fut confronté à la pluralité des langues. En tant que philologue et épigraphiste chevronné, la maîtrise des langues était pour Patsch le prérequis indispensable à son travail sur le terrain balkanique. Mais il convient de s'interroger sur ce que représenta pour le développement de son travail intellectuel la confrontation permanente à la diversité linguistique. Dans quelle mesure ses recherches archéologiques et les publications qui les accompagnaient peuvent-elles être comprises comme la résultante particulière du cadre formatif et culturel multilingue dans lequel Patsch se trouva plongé ? Suivre le développement intellectuel d'un individu parallèlement à l'histoire de ses acquisitions linguistiques revient à retracer sa biographie linguistique (*Sprachbiografie*) (Tophinke 2002). Partant de

l'hypothèse que les langues jouent un rôle essentiel dans toute construction émotionnelle et intellectuelle, s'attacher à retracer la biographie d'un archéologue dans ses séquences linguistiques successives vise à faire émerger une logique sous-jacente à un développement intellectuel, ou du moins à apporter un éclairage nouveau. Dans le cas de Patsch, une source existe pour se livrer à une telle exploration : à soixante-dix ans passés, il rédigea son autobiographie, qui résume de son point de vue à la fois l'ancrage culturel qui fut le sien et son activité de chercheur¹¹. Les questions linguistiques, bien que n'apparaissant pas au centre de ses réflexions rétrospectives, y forment de fait une trame essentielle de son existence. À travers la place qu'il accorde aux langues, ce n'est pas seulement Patsch, mais toute une société, celle des fonctionnaires austro-hongrois en poste à Sarajevo au début du XX^e siècle et en l'occurrence la micro-société des historiens et archéologues rattachés au *Landesmuseum*, qui est décrite dans son rapport à l'environnement culturel et politique. Le besoin d'affirmer une identité s'est renforcé précisément dans le contexte d'un Empire austro-hongrois culturellement divers (Le Rider 2002 ; Hengerer 2011 : 10). Ainsi, ce texte autobiographique s'offre comme une possibilité d'approcher l'usage des langues non seulement dans la pratique de l'archéologie, mais aussi dans la genèse de son projet scientifique. Par-delà le caractère singulier qu'il dévoile, l'itinéraire personnel et intellectuel de Patsch pose en outre la question de la spécificité centre-européenne, austro-hongroise, du développement de la science archéologique dans le contexte d'un État multilingue (Baric 2015).

Les années de formation d'un archéologue : des langues modernes aux langues anciennes

Les préoccupations linguistiques apparaissent en filigrane dans l'autobiographie que Patsch rédigea alors qu'il venait d'achever ce qu'il considérait comme son dernier ouvrage

¹¹ L'édition critique de ce manuscrit autographe de 164 pages, conservé aux Archives d'État de Bavière, est en préparation par l'auteur. Le texte fait partie des documents acquis en 1956 par le *Südost-Institut* de Munich (aujourd'hui *Leibniz-Institut für Ost- und Südosteuropaforschung* de Ratisbonne). Les références à ce texte encore inédit dans le corps de l'article ne mentionnent pas de date. Les traductions sont de l'auteur.

scientifique, une synthèse de ses dernières recherches (Patsch 1937). La rédaction de ce texte autobiographique ne fut pas un acte spontané. En se pliant à l'exercice, Patsch précise d'emblée avoir voulu répondre surtout au souhait de son entourage familial. Il se propose de présenter comment il travailla en tant qu'archéologue et ce faisant il remplit un vide dans la communication familiale, puisqu'il avoue ne pas avoir beaucoup parlé de son travail lorsqu'il était en activité (Patsch : 99). Le contexte de rédaction est donc de nature privée, ce qui explique l'absence d'un projet de publication jusque très récemment.

L'enquête autobiographique s'ouvre sur le milieu familial et ses différentes branches, notamment les Patsch d'Innsbruck partis s'installer à Vienne. Le toponyme tyrolien « Patsch » (et ses composés dans les régions alpines, tels que « Compatsch ») sont documentés dans les archives privées de Patsch, qui conserva toute une série de cartes postales envoyées depuis ce lieu de villégiature qu'il fréquenta avec sa famille. Patsch s'est du reste intéressé toute sa vie professionnelle durant, en épigraphiste, aux vestiges linguistiques repérables dans les corpus d'inscriptions et à la microtoponymie. Il se sert de ces mêmes outils pour cartographier son histoire familiale. Le rameau viennois de la famille y a développé des activités diverses : fonctionnaires, industriels et marchands (Patsch : 2). La branche installée en Bohême s'est en revanche spécialisée dans le service auprès de la noblesse, en particulier dans la régie des grands domaines fonciers. Ce choix existentiel a entraîné une forte propension familiale à adhérer à la Monarchie habsbourgeoise par le biais de rapports étroits avec des familles aristocratiques, elles-mêmes liées à la dynastie régnante. À travers un système nobiliaire étendu à différentes provinces autrichiennes, les membres les plus proches de la famille de Carl Patsch ont développé un attachement à l'Autriche comme empire multinational.

Les premières années passées en Bohême, dans un milieu surtout germanophone mais en contact continu avec la langue tchèque, l'ont préparé à l'acquisition précoce de langues. De plus, il vécut très jeune une expérience de la diversité linguistique en Volhynie russe, où son père eut en charge la gestion du domaine d'un magnat polonais. Patsch rend compte des compétences linguistiques acquises par les membres de sa

famille lors de ce long séjour d'une décennie en territoire russe (1870-1880). Sa mère y apprend le polonais, avec facilité note-t-il, son frère ayant épousé une Polonaise (Patsch : 21). Mais il ne décrit pas le chemin qui mène à cette compétence. Il ne donne pas de description détaillée des voies qui leur permirent de comprendre divers systèmes linguistiques et notamment de saisir les différences lexicales et grammaticales entre les langues slaves. Cet apprentissage apparaît comme allant de soi ; les difficultés et les facilités ne font pas l'objet d'une réflexion propre, contrairement au travail archéologique. Il décrit du reste son apprentissage en tant qu'enfant avec ses frères et sœurs comme machinal : « Le maître était toujours content de nous. Nous absorbions vraiment beaucoup de matière, mais essentiellement de manière mécanique. L'apprentissage se faisait beaucoup par cœur, la géographie par exemple par des poèmes tirés d'un livre de classe » (Patsch 31).

Dans ces contrées, la cellule familiale éprouve le sentiment d'un certain isolement : « nous étions les seuls Occidentaux [*Abendländer*] à la ronde. [...] C'était une vraie vie de colons » (Patsch : 16). Éloignée des grands centres urbains, la communauté issue de l'Empire allemand avait fait appel à Julius Dittke, un pasteur luthérien d'origine balte, qui faisait également office d'instituteur à l'école allemande, qui lui dispensa tous les jours, ainsi qu'à sa sœur et son frère, des cours particuliers après la classe. Dans cet environnement, le jeune Patsch est formé aux langues slaves qui deviendront si importantes dans sa carrière scientifique : « un peu de russe était également enseigné, suffisamment du moins pour l'usage que j'en eus par la suite, de même que le polonais, l'ukrainien et le tchèque, que j'acquis par la pratique » (Patsch : 30-31).

La maîtrise des langues slaves permit en effet à Patsch de comprendre les interlocuteurs dont il avait besoin pour ses recherches sur le terrain : les informateurs furent des maillons essentiels dans le repérage des vestiges qu'il encouragea et encadra dans toute la Bosnie-Herzégovine (Baric, 2012). Cette connaissance intime de la langue locale lui permit aussi de publier ses travaux archéologiques en respectant l'orthographe et les signes diacritiques appropriés. En cela, Patsch est représentatif d'une séquence de l'histoire linguistique de l'Europe centrale, en particulier dans l'Empire habsbourgeois.

L'apprentissage des langues s'y fait par contact, dans des régions caractérisées par la diglossie. L'allemand y est la langue de l'administration, du commerce et de l'enseignement, tant en Bohême comme ce fut le cas pour Patsch, qu'en Croatie continentale, comme cela le fut pour son épouse Zorica Jakopec (1877-1969), rencontrée à Sarajevo, mais originaire des environs de Zagreb. L'apprentissage s'y fait par la nécessité d'établir des contacts permanents avec des locuteurs d'une autre langue (Baric, 2013 : 108-119). Il se livre à propos de Samobor, la ville d'origine de Zorica, appelée aussi Aurelie en allemand¹², à une réflexion sur la présence allemande dans cette partie de la Croatie limitrophe de la Slovénie :

Il y avait dans et autour de Samobor une aristocratie allemande : les Allnoch, Francisci, Frigan, Kippach, Lepel, Montecuccoli, les Auersperg à Mokritz¹³ entre autres. De nombreux patronymes étaient également allemands à Rude, ancienne mine de cuivre et de fer toute proche, et ils ne manquaient pas non plus dans la petite ville au caractère croate très marqué, mais dans laquelle l'allemand assumait tout naturellement le rôle de seconde langue (Patsch : 81).

Ce détour par le contexte linguistique dans lequel avait vécu Aurelie Patsch née Zorica Jakopec explique l'aisance avec laquelle un bilinguisme diglossique fut instauré par le couple : « Notre langue familiale était dès le départ l'allemand ; nous n'usons du croate entre nous qu'à l'étranger, lorsque nous ne voulions pas être compris » (Patsch : 84-85).

Mais le mode d'apprentissage réussi pour les langues modernes ne peut s'appliquer au latin. Il apparaît bien vite aux parents du jeune Carl Patsch que la modeste école russe sera insuffisante pour le former, alors qu'il ambitionne de rentrer dans un lycée de Prague, ce pour quoi une bonne connaissance du latin est un indispensable prérequis (Patsch : 32). Il travaille à combler

¹² Les deux prénoms font référence à l'aurore (*Zora* en croate). La traduction des prénoms selon une logique du sens est attestée sur la longue durée dans l'espace croate (voir le cas de Caroline/Dragojla Jarnević dans les années 1830, Baric 2013 : 284-287).

¹³ Le château (aujourd'hui un hôtel) de Mokrice (en slovène)/Mokritz se trouve à 10 km de la frontière croate. La famille Auersperg en fit un lieu de rencontres que fréquenta notamment l'antiquaire Theodor Mommsen.

ses lacunes avec deux répétiteurs successifs, ce qu'il réussit à faire en un an. Il apprend bientôt le grec ancien aussi, avec de meilleurs résultats, sans en décrire plus avant le mécanisme, ni même la motivation profonde de ces exercices linguistiques. Ses archives personnelles conservent ses bulletins de notes, ce que reflète son autobiographie, qui rend scrupuleusement compte de ses progrès scolaires et de ses succès relatifs, mesurés à l'aune de la place qu'il obtient avec ses résultats en langues anciennes dans le classement des lycées pragois qu'il fréquente.

Une fois admis à l'université allemande de Prague, ses qualités de latiniste permettent bientôt à Patsch de travailler de manière autonome sur des documents originaux. Stimulé par l'un de ses professeurs d'histoire, Anton Gindely (1829-1892), il s'intéresse à une personnalité bien connue de lui, le duc de Wallenstein, qui avait fondé le collège de Jičín, une ville proche de son lieu de naissance, où il passa une partie de son enfance. À la recherche de sources nouvelles, il trouva au Musée national de Prague un manuscrit de l'historien Bohuslav Balbín/Balbinus (1621-1688), un jésuite latiniste dont l'influence fut décisive dans l'historiographie de la Bohême (Balcarová 1992). Patsch mit à profit l'aptitude acquise à lire de la prose latine ancienne pour livrer une étude sur le jeune Wallenstein d'après l'*Historia collegii societatis Giczinensis*. En 1888 paraît son étude sur les années de formation du grand chef militaire de la guerre de Trente Ans *Albrecht von Waldsteins Studentenjahre*, qui connaît une réédition en 1889 et lui rapporte un premier honoraire en tant qu'auteur. Mais c'est en histoire ancienne que Patsch décide finalement de se spécialiser. Ce choix s'explique par le plaisir de discuter de travaux en voie d'élaboration avec le professeur Wilhelm Klein (1850-1924) de l'Institut d'archéologie de Prague. La curiosité de l'étudiant se porte non seulement sur les résultats des recherches, mais aussi sur les voies qui y conduisent, ce qui le fit remarquer et devenir l'assistant du professeur.

Il est également conquis par l'enseignement de Julius Jung (1851-1910), un professeur d'études anciennes en poste à Prague depuis 1884. Ce natif du Tyrol avait subi, comme beaucoup d'historiens en son temps, l'influence de Theodor Mommsen (1817-1903). Il s'était consacré à l'étude d'une province périphérique du monde romain, la Dacie (Jung, 1894), et plus

largement à l'Empire romain tardif. Patsch décrit comment ce professeur d'histoire ancienne sut mettre le jeune étudiant qu'il était sur la voie de l'Antiquité :

par ses cours d'épigraphie latine et par l'invitation qu'il me fit d'emblée de venir dès le premier semestre suivre ses travaux dirigés. Je vins et immédiatement devins un pilier du séminaire d'histoire ancienne. Je venais toujours préparé – les auteurs y étaient commentés – et je livrais un travail, semestre après semestre. Le professeur prenait la peine de les lire, comme ceux de mes camarades, de les annoter et de les commenter. Il s'agissait de corrections objectives et surtout de suggestions bibliographiques (Patsch : 39-40).

C'est à lui qu'il fut redevable d'une « bonne connaissance de l'époque impériale », ainsi que d'« une prédilection pour les provinces danubiennes » (Patsch : 40). Julius Jung l'avait définitivement orienté vers le domaine qu'il ne cesserait d'explorer.

Parcourant les salles de l'Institut d'archéologie aux murs ornés de reproductions de sculpture antique soigneusement disposées dans un parcours chronologique, l'histoire de l'art grec s'est durablement imprimée dans son esprit¹⁴. Ce n'est pourtant pas une démarche centrée sur les œuvres canoniques de l'Antiquité qu'il adopte. Son intérêt ne le porte en effet pas vers une histoire esthétique de l'Antiquité. Il se concentre sciemment sur les sources écrites, en particulier celles éclairant l'histoire des provinces centre-européennes du monde romain : « J'appris à cette occasion et d'autres, à examiner des sources littéraires antiques, et lorsqu'elles s'avéraient sûres, à les exploiter de la manière la plus exhaustive possible » (Patsch : 43).

Les terrains de l'archéologie et leurs langues, des Balkans au Proche-Orient

Nommé en Bosnie en 1893, tout d'abord comme professeur au lycée de Sarajevo, Patsch y dispense des cours d'histoire et

¹⁴ Les collections pragoises de reproductions d'après l'antique sont indissociables, comme ailleurs en Europe et particulièrement dans l'espace germanophone, d'une intention pédagogique comme propédeutiques aux recherches archéologiques (Lavagne et Queyrel, 2000).

d'allemand. Ses nouvelles responsabilités pédagogiques exigent de lui qu'il s'adapte à la réalité linguistique, qu'il apprenne donc dans les meilleurs délais la langue locale. Il accepte avec empressement cette situation : « Je fus obligé de la sorte d'apprendre plus rapidement le serbo-croate, langue véhiculaire et d'enseignement, dont la connaissance pour des recherches dans la 'zone d'occupation' » et au-delà dans les régions limitrophes se révélait indispensable. Il avait par ailleurs à l'esprit de solliciter à des fins archéologiques ses élèves issus de toute la province (Patsch : 57).

Ses collègues au lycée étaient pour la plupart des Slovènes, formés pour l'essentiel à Graz et Vienne. Le directeur, lui-même d'origine slovène, ne s'inquiète pas du fait que Patsch ne maîtrise pas la langue d'enseignement, lui faisant confiance pour l'apprendre au plus vite, au contact des élèves et de ce nouvel environnement linguistique. Patsch invente de fait un protocole qui s'adapte au niveau et à la diversité des élèves. « Les élèves étaient, pour ce qui est de la religion, de la nationalité et de l'âge, très hétérogènes : catholiques, protestants, grecs-orthodoxes, musulmans, juifs austro-hongrois, sépharades, Croates, Serbes, fils de fonctionnaires allemands, tchèques, polonais etc. » (Patsch : 59). Lorsque Patsch parle en allemand dans une classe où les élèves ne sont pas tous germanophones, il demande à deux de ses élèves qui maîtrisent les deux langues de traduire ses propos. L'imperfection des connaissances linguistiques, tant du côté de l'enseignant que des élèves, n'empêche nullement que les dimanches, Patsch mette en place une « académie » au Musée provincial, où les élèves et lui-même présentent des exposés ou commentent des livres illustrés.

Au sein de ce *Landesmuseum*, où il est bientôt nommé conservateur du Département des Antiquités qu'il lui incombe de mettre sur pied, la plupart de son temps est passé « à rechercher des vestiges d'habitat romain en Bosnie-Herzégovine » (Patsch : 63). Patsch se détacha alors d'un rapport exclusivement philologique aux textes antiques, tel qu'il l'avait pratiqué dans ses études et sa thèse soutenue à Prague en 1889 consacrée aux sources de Strabon (« *Strabos Quellen zur Geschichte seiner Zeit* »). Il se consacra désormais pour l'essentiel, en qualité de conservateur, au travail sur le terrain, en Bosnie-Herzégovine et certains territoires limitrophes. Aspirant à rendre intelligibles et

attractifs pour ses collègues historiens et archéologues, mais aussi pour le public plus large, les modestes vestiges matériels du passé romain mis au jour dans les fouilles qu'il entreprit, il s'efforça de donner à lire et interpréter des inscriptions inédites, quand bien même il ne s'agissait aucunement de personnages illustres et de chefs-d'œuvre de l'art antique, mais d'humbles reflets de la vie quotidienne dans une province romaine pacifiée et laborieuse.

Dans ses déplacements, il fait appel à la gendarmerie, dont il saisit bien la diversité des origines régionales. Lui-même issu d'une autre province, il identifie la provenance des nouveaux agents de l'Empire autrichien (Moravie, Lika en Croatie qu'il connaît bien [Patsch, 1900], sous-officiers de régiments autrichiens) dont le liant est « la langue de service [*Dienstsprache*], naturellement l'allemand » (Patsch : 49). Il peut également compter sur l'aide de paysans locaux. Il évoque une figure en particulier, Grgo Mlinarević-Matić, dont il fait un portrait d'autant plus empreint de reconnaissance qu'il ignore, au moment de la rédaction de son autobiographie, quel est son sort durant la guerre qui avait éclaté en 1941 en Yougoslavie (Patsch : 128). Originaire d'Herzégovine, ce paysan catholique était venu à lui

en analphabète et devint grâce à son intelligence et son intérêt pour mes efforts un préparateur sur les fouilles, exécutant des travaux préliminaires. Il fut mon compagnon de voyage des années durant. Il apprit à lire et à écrire, on lui confia des tâches de relevés préliminaires dans des terrains difficiles et il avait pour habitude non seulement de revenir avec des observations mises par écrit, mais aussi avec des esquisses de situation qu'il avait lui-même élaborées (Patsch : 64).

Le travail de Patsch sur le terrain inclut donc aussi un moment pédagogique et philologique. Même après avoir quitté, sans regret, l'enseignement au lycée pour se consacrer à l'archéologie, Patsch ne cesse de vouloir éduquer la population de Bosnie-Herzégovine à voir et comprendre le passé antique, ce qui passe d'abord par le respect pour les inscriptions latines, puis par une éventuelle alphabétisation.

Les fouilles qu'il entreprend, et dont il rend compte dans ses publications, reposent sur une identification des traces écrites.

Ainsi, l'exploration d'un site mis au jour en 1897 dans les environs de la ville de Doboj dans le nord de la Bosnie lui permet d'élaborer, à partir de trois inscriptions interprétées comme les restes d'une construction monumentale, une réflexion sur le développement important d'installations militaires et civiles au tournant des II^e et III^e siècles, à l'époque de Septime Sévère (Patsch : 100). À partir de trois indices épigraphiques, Patsch décrit un monde devenu invisible, bien plus considérable que ce que pourrait faire penser l'habitat bosniaque clairsemé¹⁵.

L'accumulation de ces traces épigraphiques à première vue très ténues permet à Patsch, dans des articles de synthèse, de développer une réflexion plus générale sur les relations entre provinces romaines. S'appuyant sur l'épigraphie, traquant les noms (en l'occurrence illyriens), il cherche à suivre la mobilité entre différentes provinces de l'Empire romain (et établit une propension plus grande des Dalmates à s'installer en Dacie que l'inverse), et en infère le maintien de traditions culturelles qui circulent dans l'espace impérial. Ainsi, dans une étude sur les Dalmates en Dacie, il se propose de systématiser les résultats de recherches épigraphiques dont il déduit les points suivants : « Comme on peut en conclure d'après les noms, la langue nationale fut maintenue ; il est possible que le culte des dieux de la province d'origine ait été maintenu. » (Patsch 1899b : 266).

Les écrits scientifiques de Patsch sont publiés en plusieurs langues. Selon le souhait des autorités autrichiennes, un soin particulier est accordé aux communications dans la langue locale. Sous la direction scientifique de Moriz Hoernes (1852-1917), préhistorien au Musée d'histoire naturelle de Vienne et spécialiste des sites préhistoriques en Bosnie-Herzégovine, deux périodiques diffusent des travaux scientifiques en lien avec les activités du Musée provincial de Sarajevo : *Glasnik Zemaljskog muzeja u Bosni i Hercegovini* (depuis 1889), ainsi que les *Wissenschaftliche Mitteilungen aus Bosnien und der Herzegowina* (depuis 1893), qui à intervalles irréguliers publie

¹⁵ Le site dans ses dimensions militaire (*castrum*) et civiles (*canabæ*), que Patsch nomme « Omerhöhe », appelé localement Crikvenica ou Gradina, à 4 km au sud de Doboj, fut systématiquement fouillé dans les années 1960 et publié dans les années 1980. En 2013, il fut inscrit à l'inventaire du patrimoine de Bosnie-Herzégovine (Patsch 1899 ; Čremošnik, 1984).

les articles les plus importants du premier, traduits en langue allemande afin d'atteindre un public élargi (Patsch : 61).

Le français est une langue de communication que Patsch maîtrise sans doute suffisamment pour pouvoir présenter un texte rédigé pour le congrès de numismatique tenu à Paris à l'occasion de l'exposition universelle de 1900 (Patsch, 1900). Mais en dehors du domaine strictement scientifique, il fait appel à des capacités externes pour gérer le quotidien dans un environnement nouveau :

Le commissaire de l'exposition [le pavillon de la Bosnie-Herzégovine] était le directeur du *Landesmuseum*, le Conseiller aulique Konstantin Hörmann, qui était secondé par des personnes actives, entre autres Latif, attaché au musée, un agile musulman de Bosnie, qui avait combattu pour la Turquie en Crète contre les Grecs, avait appris à parler allemand en Bosnie et maintenant français et qui connaissait Paris aussi bien que Sarajevo. Il devint par la suite conducteur et guide touristique au service des chemins de fer de Bosnie. Il nous fut très utile ; il nous dénicha une chambre très confortable dans la pension d'une dame très aimable, chez laquelle nous prenions un petit-déjeuner très copieux (Patsch : 147).

Mais la connaissance du français du couple Patsch se révèle insuffisante pour déchiffrer le sens des menus, et finalement après quelques « erreurs de diagnostic », les repas sont pris dans un restaurant tenu par une Tchèque de Paris.

L'appel à des compétences externes en matière de langues est réitéré dans le cadre d'une expédition archéologique au Proche-Orient organisée par la Société pour la promotion de la science, des arts et de la littérature allemande en Bohême (*Gesellschaft zur Förderung deutscher Wissenschaft, Kunst und Literatur in Böhmen*) en 1902 (Swoboda, Keil et Knoll 1935). Patsch décrit ainsi la rencontre sur le Bosphore avec celui qui l'accompagnera ainsi que ses compagnons dans leur périple scientifique :

nous fûmes attendus à la gare par des employés de l'ambassade et Krsto Bauković, un Serbe de Sutvara de la Župa près de Cattaro [Kotor au Monténégro] ; il vivait à Constantinople depuis longtemps, maîtrisait plusieurs langues orientales et fut engagé sur recommandation de l'ambassade comme aide,

interprète et cuisinier. Ce fut, comme la suite le prouva, un choix qui s'avéra à tout point de vue judicieux (Patsch : 150).

Dans les deux cas, les personnes employées pour leurs compétences linguistiques avaient vécu entre deux empires, austro-hongrois et ottoman. Lors de ce voyage qui lui fait traverser l'Anatolie occidentale, Patsch a l'occasion de rencontrer un soir dans un hôtel d'Eskişehir « Madame Tadia » une aubergiste originaire de Jungbunzlau/Mladá Boleslav en Bohême. En compagnie de son collègue Julius Jüthner (1866-1945), ils engagent avec elle une conversation en tchèque. Elle-même était une femme

très énergique et travailleuse qui avait mis à la porte son inutile mari qu'elle avait connu lors d'une étape antérieure dans les Balkans et qui maintenant, très polyglotte, développait sa grande entreprise de manière exemplaire. Nous vîmes l'effet que produisit cette langue maternelle qu'elle n'avait plus entendue depuis longtemps, lorsque Jüthner et moi lui parlâmes en tchèque, et en fûmes nous-mêmes émus (Patsch : 157).

Ce moment est le seul dans son autobiographie qui fasse état d'une émotion particulière à l'audition d'une langue. Il reflète le plaisir de partager une commune origine familiale en Bohême, au-delà des différentes langues maternelles. Les tensions germano-tchèques générèrent par la suite des divergences politiques profondes, dont Pasch fut le témoin dans l'entre-deux-guerres. En mettant en avant la diversité linguistique non comme un obstacle, mais une condition naturelle de coexistence au sein de l'Empire habsbourgeois (Baric, 2018a), Patsch semble prendre ses distances avec la vie politique en général et académique en particulier, tel qu'elle était devenue à la fin des années 1930. Son autobiographie rend compte de son itinéraire géographique et intellectuel jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, mais non au-delà, lorsqu'il devient professeur d'études balkaniques à l'université et membre de l'Académie des sciences à Vienne. C'est dans une Autriche rattachée depuis 1938 à l'Allemagne que se met en place dans les souvenirs de Patsch une mise en perspective de deux empires, où l'un est mis au jour par l'autre, où le plus ancien semble précéder comme un modèle le plus récemment disparu.

De la *pax romana* à la *pax austriaca* : strates impériales multilingues

Il ne fait pas de doute pour Patsch que la *pax Romana* fut une expérience positive tant pour les Balkans comme espace politique et économique, que pour ses habitants pris individuellement. Dans son autobiographie affleure, tout comme dans ses publications scientifiques, une conception qui tend à faire se superposer les deux empires, en particulier dans le rôle pacificateur et civilisateur prêté à l'armée. Lorsque Patsch se déplace à travers la Bosnie et l'Herzégovine pour fouiller des sites, des militaires lui viennent systématiquement en aide dans la logistique du transport (et pour sa propre sécurité). Aux confins des empires habsbourgeois et ottomans, dans le Sandjak¹⁶, le passé romain semble se confondre avec le présent :

Une bienfaisante camaraderie liait tout ce monde comme les membres d'une famille, dont le chef était le vieux chef de guerre [François-Joseph]. On ne connaissait ni les oppositions nationales et confessionnelles, et aucun particularisme. La pensée impériale, qui vivait déjà en Bosnie dans une généreuse loyauté, s'incarnait ici, au point le plus extrême de la tour de garde, dans la vie sociale aussi (Patsch : 72).

Patsch garde en mémoire le fonctionnement des camps militaires autrichiens qu'il fréquenta dans ses missions et leur description fait apparaître en creux un modèle romain de soldat qui transporte avec lui les éléments d'un culte public (celui de l'empereur) et privé (l'espace du laraire). Ainsi à Skelani sur les bords de la Drina, aux frontières orientales de la Bosnie, Patsch observe le dortoir des sous-officiers, « commun, vaste, aéré, au-dessus de chaque lit se trouvait une galerie privée composée d'images patriotiques et familiales ; au milieu se trouvait une table à écrire un bureau » (Patsch : 95). Il note par ailleurs que

le commandant de poste était un représentant respecté de l'autorité de l'État, plus familier, plus estimé qu'un fonctionnaire qui se trouverait là par hasard. Je fus moi-même témoin du salut adressé par un paysan au gendarme : *Kako ste,*

¹⁶ Sur l'occupation du Sandjak, voir Scheer 2013. Sur l'exploration archéologique de ces territoires annexés durant la Première Guerre mondiale, voir Baric 2017.

gospodine [Comment allez-vous, Monsieur], alors qu'à l'instituteur qui se trouvait à côté, il donna du *Kako si, učo* [Comment vas-tu, l'instituteur] (Patsch : 95).

La diffusion du latin au service d'une communication efficace apparaît implicitement comme un modèle pour l'usage de l'allemand à son époque. Au-delà des confins de la Bosnie, dans le sandjak de Plevlje [aujourd'hui orthographié Pljevlja] au Monténégro, il observe au cours d'une campagne de reconnaissance archéologique en 1894 :

'l'école élémentaire austro-hongroise' [*Österreichisch-ungarische Volksschule*] de quatre années était une institution bénie pour les enfants des sujets austro-hongrois et, pour ceux qui recevaient l'autorisation de la direction de la brigade, les enfants des sujets étrangers. La langue d'enseignement était l'allemand. Le directeur des études était l'aumônier militaire stationné à Plevlje ; les enseignants de l'école étaient une institutrice et un sous-officier apte à enseigner telle matière (Patsch : 71).

La population locale est ici comme ailleurs sur les chantiers de fouille menés par Patsch conviée à la tâche collective de dégagement. Ainsi pourront être retrouvés les signes épars d'une prospérité disparue depuis lors :

Le municipe S...¹⁷ était une ville romaine, par ses constructions et ses installations, mais comme les noms de personnes illyriennes dans les inscriptions et l'habillement sur les stèles funéraires le prouvent, avec un pourcentage important de l'ancienne population locale qui restait profondément attachée à ses anciennes mœurs. Notre tâche consistait à chercher les monuments déjà connus et à en vérifier la publication, à en chercher de nouveaux et passer le paysage au crible pour détecter d'anciennes localités, afin de se faire une idée de l'ancienne densité de population et ce faisant de son ancienne prospérité économique (Patsch : 74).

¹⁷ Le nom romain de la localité située à trois kilomètres de la ville actuelle de Pljevlja reste inconnu jusqu'à nos jours (Cermanović-Kuzmanović, 2009 : 55).

Dans cette tâche de récupération des traces écrites, il lui importe de comprendre pourquoi disparaissent les inscriptions latines et sur qui il peut compter pour les préserver :

C'était une chance, lorsque des monuments écrits finissaient dans une mosquée ou dans une maison musulmane ; là ils étaient murés avec l'inscription visible à l'extérieur et étaient sauvegardés d'un vandalisme ultérieur. S'ils tombaient dans des mains serbes, les inscriptions et reliefs étaient burinés, car leur écriture et leur langue faisaient penser à l'Église catholique pour laquelle ils nourrissaient de l'aversion. Depuis quelque temps, les officiers de l'armée impériale et royale ont pris la défense des témoins maltraités d'un passé plus glorieux ; ce qui pouvait tant bien que mal être transporté était apporté à l'entrepôt de Plevlje et exposé dans le parc local (Patsch : 74).

Il résulte de toute cette collecte l'image d'un empire qui installa un mode de vie plus sûr, sans nier sa diversité :

Rome a apporté la paix et l'ordre. La population se trouva satisfaite du changement ; sur des pierres tombales formées sur un modèle romain font leur apparition dans de nouvelles localités des noms qui sonnent en grand nombre clairement illyrien et celte : Bato, Beusas, Dasas, Litus, Paiio, Plator, Zunus, etc. Un nombre non négligeable d'anciennes forteresses demeura habitée, mais ne servant désormais que comme fermes pour l'exploitation des champs et pâturages situées dans les hauteurs (Patsch : 106-107).

L'épigraphie lui sert à distinguer ce qui précisément n'est pas romain, mais romanisé, comme le signe d'une assimilation économique qui conserve sous la forme d'un monument romain le patronyme, voire même la culture d'une ancienne appartenance. Patsch décrit la romanisation comme une première forme d'occupation pacifique de l'espace balkanique, dont les soldats austro-hongrois sont les continuateurs :

Sur les monuments funéraires élevés par les villageois sur la colline d'Omer [*Omerhöhe*] et à côté apparaissent des vétérans de cohortes, qui étaient stationnés dans le camp et qui ne voulaient plus se séparer de cet environnement familial après avoir quitté la troupe. Plus d'un dut éprouver au cours d'une période de service de vingt-cinq ans ou plus que sa petite patrie

lui était devenue étrangère. De semblables *canabæ* se développèrent aussi en Bosnie-Herzégovine à l'époque autrichienne auprès des troupes stationnées, dans lesquelles s'installèrent des aubergistes, des commerçants et des soldats devenus artisans après leur service. À Plevlje par exemple le village civil avait pris en 1907, à distance réglementaire du camp de la brigade, une importance certaine. J'y croisai des hommes originaires de Bohême qui étaient charcutiers et cordonniers, un Polonais ramoneur, un Hongrois tripier, etc. (Patsch : 100-101)

Il ressort des écrits tant scientifiques que privés de Patsch l'image d'un double horizon impérial insurpassable dans les bienfaits qu'il mit à disposition aux habitants des espaces balkaniques. Autrefois, la pacification passait par la diffusion du latin, dans son siècle l'allemand joue le rôle d'une nouvelle *lingua franca*. Patsch laisse entendre sa fascination pour l'unité politique que représente la dimension impériale, qui permet toutefois à l'individu de cultiver une diversité linguistique.

Comme son contemporain le mathématicien Max Ungar (1850-1930), venu lui aussi de Bohême étudier à Vienne, Patsch fait montre dans son autobiographie d'une conscience de la géographie et de la sociologie des langues. Son apparente facilité à assimiler les langues nécessaires à son travail le font apparaître comme un disciple de son compatriote Jan Evangelista Purkyně (1787-1869) qui dans son écrit de 1867 *Austria Polyglotta* avançait que la connaissance des neuf principales langues de l'Empire habsbourgeois devenait une nécessité, que du reste les habitants de la Bohême pouvaient envisager sereinement en raison de leur capacité à apprendre des langues. Rétrospectivement, sa vision d'un Empire autrichien pacificateur peut apparaître comme la marque d'un certain aveuglement, celle d'un scientifique qui jusqu'au bout ne voulut pas croire à l'avènement d'une politique de la prédominance linguistique exclusive. Au cours des années, la carrière scientifique de Patsch s'était mise en harmonie avec l'histoire familiale, ancrée dans un patriotisme autrichien aux dimensions de la monarchie habsbourgeoise.

Le rapport bienveillant à l'Empire romain qu'il choisit d'étudier tout particulièrement, informe sa compréhension d'un espace balkanique stabilisé, prospère et tolérant. Son

autobiographie se caractérise par une interprétation tout autrichienne au sens libéral du passé antique (Le Rider, 2002b). En cela, elle se différencie de celle de son collègue croate, le directeur du *Landesmuseum* de Sarajevo Ćiro Truhelka, qui rend compte lui aussi de ses souvenirs de Bosnie au début des années 1940, mais qui met l'accent, dans un esprit plus caractéristique de l'entre-deux-guerres, sur la réappropriation d'un passé national, en l'occurrence slave et médiéval (Truhelka, 1992). L'autobiographie de Patsch, rédigée alors que l'Europe centrale est en proie à l'embrasement de la Seconde Guerre mondiale, permet de cerner un rapport critique aux langues. Patsch écrit alors que sa famille est restée trilingue (allemand, croate et tchèque), mais que le monde de l'Europe centrale et orientale est secoué par des oppositions politiques qui prennent désormais la forme de conflits armés. Le multilinguisme dont fait état Patsch à l'époque austro-hongroise faisait partie du quotidien et n'était pas réfléchi en tant que tel, il n'apparaissait pas à ce moment comme une exceptionnelle anomalie. Sa pratique des langues était de l'ordre de l'évidence et n'était pas un obstacle à la communication, car c'était l'incarnation vécue d'un empire bienveillant à l'égard de la diversité linguistique (Baric, 2018b).

Assurément, ce n'est pas sans illusion que Patsch superposa deux visions de formes de gouvernement impériales pacifiques et tolérantes. La suite des événements le prouva amplement. Par ailleurs, sa maîtrise de la langue locale et d'autres langues slaves ne fut sans doute pas parfaite. Les témoignages de ses contemporains, dont son supérieur hiérarchique Truhelka, et son collègue archéologue à l'université Wilhelm Kubitschek sont convergents sur ce point (Truhelka, 1992 : 69-70 ; Wilhelm Kubitschek, 1921). Mais il reste qu'il sut mettre à profit ses connaissances pour faire fonctionner un service archéologique qui reposait sur une correspondance abondante avec des informateurs dans tout l'espace de la Bosnie-Herzégovine et des contacts répétés sur le terrain. En cela, il sut utiliser pleinement l'avantage qui était le sien face à des sommités du monde archéologique à cette époque, en particulier Mommsen, qui ne manqua pas de rendre hommage à l'activité de Patsch et aux réalisations scientifiques autrichiennes dans ce domaine. Les entreprises archéologiques austro-hongroises surent en effet, notamment grâce à Patsch, surmonter les frontières linguistiques

et apporter de précieuses informations aux archéologues allemands moins versés dans les langues modernes de l'Europe médiane. Plus fondamentalement encore, Patsch démontre que l'ancrage austro-hongrois de sa formation et de sa vie professionnelle détermina sa manière même de pratiquer l'archéologie : par les thématiques et la mise en œuvre d'une méthodologie attentive aux diversités linguistique et culturelle mises au jour par l'archéologie provinciale, sans pour autant perdre de vue les formes unificatrices du pouvoir impérial (Baric, 2010), il installa et conforta un paradigme scientifique qui n'est pas identique à celui développé au même moment par l'Allemagne, soucieuse quant à elle de recréer une culture d'inspiration grecque sur le sol du nouvel empire germanique (Andurand, 2013).

Documents d'archives

KUBITSCHKEK Wilhelm, Rapport sur Carl Patsch en vue d'une nomination à l'université (21.01.1921), dossier Patsch, Archives de l'université de Vienne.

PATSCH Carl, « Lebenserinnerungen », manuscrit autobiographique inédit, Nachlass Carl Patsch, 261, *Bayerisches Hauptstaatsarchiv*, Munich.

Bibliographie

ANDURAND Anthony, *Le Mythe grec allemand. Histoire d'une affinité élective*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

BALCAROVÁ Dagmar, « Představitelé barokního písemnictví v Českém Ráji » [Les représentants de la littérature baroque dans le Paradis de Bohême], in dir. Pokorná Zuzana et Svatoš Martin, *Bohusláv Balbín a kultura jeho doby v Čechách* [Bohusláv Balbín et la culture de son époque en Bohême], Prague, Památník národního písemnictví, 1992, p. 188-191.

BARIC Daniel, « Les antiquités dalmates au XIX^e siècle : une archéologie impériale ? », in Baric Daniel, Le Rider Jacques et Roksandić Drago, *Mémoire et histoire et mémoire en Europe centrale et orientale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 163-171.

—, « Archéologie classique et politique scientifique en Bosnie-Herzégovine habsbourgeoise : Carl Patsch à Sarajevo (1891-1918) », in dir. Baric Daniel, « Archéologies méditerranéennes », *Revue germanique internationale*, (16) 2012, p. 73-89.

—, *Langue allemande, identité croate. Au fondement d'un particularisme culturel*, Paris, Armand Colin, 2013.

—, « Usages historiographiques des rives orientales de l'Adriatique antique, de l'Empire austro-hongrois aux

- royaumes de l'entre-deux-guerres (Italie, Yougoslavie, Albanie) », in dir. Marion Yolande et Tassaux Francis, *AdriAtlas et l'histoire de l'espace adriatique du VI^e s. a.C. au VIII^e s. p.C.*, Bordeaux, Ausonius, 2015, p. 37-52.
- , « 'De la tranchée où l'on fouille à celle où l'on se bat' : Français et Autrichiens sur le front de la science entre Balkans et Dardanelles », in dir. Abbe Gabrielle et Jestin Mathieu, « L'Archéologie à l'aune des relations internationales », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°46, automne 2017, p. 61-76.
- , « Cacanie et cacophonie : la gestion de la diversité des langues au risque de l'éclatement. Une histoire régressive (1918-1705) », in dir. Crogiez-Pétrequin Sylvie et Heller Anna, *Empires connectés ? La circulation de l'information dans les empires*, Bruxelles, Peter Lang, 2018a, p. 123-147.
- , « Faire le lien entre langue(s) et nation(s) dans l'empire des Habsbourg : le moment libéral », *Revue française d'histoire des idées politiques*, n°48, 2^e semestre 2018b, p. 85-114.
- CERMANOVIĆ-KUZMANOVIĆ Aleksandrina, « Pljevaljsko područje u rimsko i ranovizantijsko doba » [Le district de Pljevlja à l'époque romaine et au début de l'époque byzantine], in dir. Vasović Milorad, *Istorija Pljevalja* [Histoire de Pljevlja], Pljevlja, Opština Pljevlja, 2009, p. 49-67.
- ČREMOŠNIK Irma, « Rimski Castrum kod Doboja » [Le castrum romain près de Doboï], *Glasnik Zemaljskog muzeja*, NS 39 (1984), p. 23-34.
- HENGERER Mark (éd.), *Tradition und Entfremdung. Die Lebenserinnerungen des jüdischen Privatdozenten Max Ungar (1850-1930)*, Innsbruck-Vienne-Bolzano, StudienVerlag, 2011.

- JUNG Julius, *Fasten der Provinz Dacien mit Beiträgen zur römischen Verwaltungsgeschichte*, Innsbruck, Wagner, 1894.
- LAVAGNE Henri, QUEYREL François (dir.), *Les moulages de sculptures antiques et l'histoire de l'archéologie*, Actes du colloque de Paris, 24 octobre 1997, Genève, Droz, 2000.
- LE RIDER Jacques, *Modernité viennoise et crises de l'identité*, Paris, Presses universitaires de France, 2002a.
- , *Freud, de l'Acropole au Sinaï : le retour à l'Antique des Modernes viennois*, Paris, Presses universitaires de France, 2002b.
- MARCHETTI Christian, « Archäologisch-ethnographische Parallelen: Carls Patschs wissenschaftliche Karriere in Bosnien und der Herzgowina », in dir. Omerović Enes S., *Die Deutschen in Bosnien und Herzegowina und Kroatien. Neue Forschungen und Perspektiven/ Nijemci u Bosni i Hercegovini i Hrvatskoj. Nova istraživanja i perspektive*, Sarajevo, Institut za istoriju u Sarajevu, 2015, p. 109-122.
- PATSCH Carl, « Omerhöhe bei Doboj », Archäologisch-epigraphische Untersuchungen zur Geschichte der römischen Provinz Dalmatien, III, *Wissenschaftliche Mitteilungen aus Bosnien und der Hercegovina*, VI, 1899a, p. 101-107.
- , « Dalmatien und Dacien », Archäologisch-epigraphische Untersuchungen zur Geschichte der römischen Provinz Dalmatien, III, *Wissenschaftliche Mitteilungen aus Bosnien und der Hercegovina*, VI, 1899b, p. 262-269.
- , *Die Lika in römischer Zeit*, Vienne, Hölder, 1900a.
- , « Contribution à la numismatique de Byllis et d'Apollonia », in dir. Blanchet Jules-Adrien et Castellane Henri de, *Congrès international de numismatique*, Paris, Société française de numismatique, 1900b, p. 104-114.

- , *Der Kampf um den Donaauraum unter Domitian und Trajan*, Vienne-Leipzig, Hölder-Pichler-Tempsky, 1937.
- RUTHNER Clemens et SCHEER Tamara (dir.), *Bosnien-Herzegowina und Österreich-Ungarn, 1978-1918. Annäherungen an eine Kolonie*, Tübingen, Narr Francke, 2018.
- SCHEER Tamara, « *Minimale Kosten, absolut kein Blut* ». *Österreich-Ungarns Präsenz im Sandschak von Novi Pazar (1879-1908)*, Francfort/Main, Peter Lang, 2013.
- SWOBODA Heinrich, KEIL Josef et KNOLL Fritz, *Denkmäler aus Lykaonien, Pamphylien und Isaurien*, Brünn-Prague-Leipzig-Vienne, R. M. Rohrer, 1935.
- TOPHINKE Doris, « *Lebensgeschichte und Sprache. Zum Konzept der Sprachbiografie aus linguistischer Sicht* », *Bulletin VALS-ASLA (Vereinigung für angewandte Linguistik in der Schweiz)*, n°76, 2002, p. 1-14.
- TRUHELKA Ćiro, *Uspomene jednog pionira* [Souvenirs d'un pionnier], Zagreb, Azur, 1992 [1942].

L'ARCHÉOLOGIE AU SERVICE DE LA CONSTRUCTION DES IDENTITÉS NATIONALES : L'EXEMPLE DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Šárka VÁLEČKOVÁ
Université de Strasbourg, UMR 7044 Archimède

L'archéologie est une science qui s'intéresse à l'étude des civilisations du passé, en portant l'attention aux lieux, aux structures, aux artefacts tels que des vases en céramique, des traces de trous de poteaux dessinant un plan de maison, ou encore une sépulture sous tumulus accueillant un défunt accompagné de son mobilier funéraire, donc aux vestiges matériels de l'histoire humaine enfouis dans le sol. Les sources matérielles de notre passé participent par le biais de l'archéologie, à côté des sources écrites, à la construction d'un discours chronologique de l'histoire de l'humanité. Cependant, l'archéologie et l'histoire divergent en fonction de la nature des traces étudiées. Tandis que l'historien recherche les informations dans les textes, les connaissances de l'archéologie proviennent avant tout des données réelles, les empreintes matérielles directement laissées par les hommes. Dans le cadre des sociétés avec écriture, les deux disciplines s'associent dans la découverte du passé ; en revanche dans le cas des sociétés où les témoignages écrits sont faibles, voire inexistantes, nos connaissances des époques les plus anciennes reposent uniquement sur le savoir archéologique (Schnapp, 2006). C'est notamment le cas pour les périodes les plus reculées, la préhistoire ou la protohistoire¹⁸. À maintes reprises, nous avons

¹⁸ En prenant en compte les bornes chronologiques les plus larges, la préhistoire s'étend depuis 3 millions d'années avant notre ère jusqu'à la protohistoire qui

entendu que l'archéologie, par la nature de son objet d'étude, produit un discours à l'aide de vestiges muets, qui ne peuvent que nous livrer des informations bridées, et fort lacunaires. Les vestiges archéologiques portent en eux ce qu'Alain Testart appelle une part d'invisibilité (Testart, 2012). Ce vide peut, dans certains cas, être partiellement comblé par les sources écrites¹⁹ qui peuvent animer l'histoire des objets ainsi que des lieux excavés par les archéologues. Nous avons déjà abordé la question de la nature matérielle des vestiges archéologiques. L'ensemble de ces traits matériels formait ce que les archéologues appellent une culture archéologique. Cette dernière est devenue rapidement la nouvelle base d'un discours historique, conduisant inévitablement vers une association de la culture matérielle avec une identité culturelle ancienne souvent connue grâce aux sources littéraires (Gallay, 1990). Cette opération vise à reconnaître dans les vestiges archéologiques les peuples historiquement connus, par conséquent, les ancêtres supposés des nations actuelles. Cette volonté de reconnaître les peuples anciens au sein des vestiges exhumés culmine pour la période protohistorique où le contenu des données textuelles abonde par les listes des noms de différents peuples (Aubois *et al.*, 2006). Ainsi les textes antiques ont joué un rôle majeur dans l'étude de la période protohistorique. La redécouverte des textes antiques lors de la Renaissance, entre autres la *Guerre des Gaules* de César (*Commentarii de Bello Gallico*), l'*Histoire romaine* de Tite-Live (*Ab urbe condita libri*) ou encore la *Germanie* de Tacite (*Germania*)²⁰, va réintroduire les noms des anciens peuples dans la recherche du passé. En conséquence, les archéologues tenteront d'attribuer à chaque peuple une culture matérielle, ce qui peut s'avérer être une tâche hasardeuse car nous nous apprêtons dès lors à identifier une réalité à la fois biologique et sociologique au moyen des seuls traits de la culture matérielle comme le décor, les symboles, les objets, la forme des

commence avec l'âge du Bronze vers 2200 avant notre ère. La protohistoire comprend l'âge du Bronze ainsi que les deux âges des métaux et s'arrête avec le changement d'ère. Nos propos concernent davantage le deuxième âge du Fer connu également sous l'appellation de la période de La Tène.

¹⁹ Mais également par les études ethnologiques.

²⁰ Nous ne mentionnons ici que les travaux antiques les plus connus, mais bien entendu d'autres auteurs ont participé par leurs écrits à la redécouverte des civilisations du passé.

tombes etc. Néanmoins, cette approche développée et théorisée notamment par G. Kossinna (Kossinna, 1911) ou encore G. Childe (Childe, 1929), demeura, faute de mieux, largement dominante pendant plusieurs décennies. Au début du XX^e siècle, le concept de culture archéologique trouve ses fondements, ce qui est particulièrement vrai à propos de l'approche de G. Kossinna, dans l'acceptation de l'idée qu'une culture archéologique peut être attribuée à un peuple particulier occupant un territoire bien défini. De ce fait, tel territoire correspond parfaitement à la diffusion géographique de tels vestiges matériels considérés comme marqueurs identitaires d'une ethnie. En effet, nous partons dans ce cas du postulat qu'une culture archéologique se rapporte à un peuple, et que les analogies au sein de telle culture archéologique correspondent à un même peuple, tandis que les différences témoignent de changements et par conséquent de peuples différents (Kaenel, 1990). L'illustration la plus néfaste de l'utilisation du concept « matériel » de culture archéologique à des fins idéologiques est représentée par l'archéologie nazie (entre autres Olivier, 2012). Le désastre provoqué par le régime nazi a inévitablement produit un « syndrome de Kossinna », entraînant un abandon massif de « l'archéologie des peuples ».

C'est justement ce concept de culture archéologique qui se trouve impliqué dans la construction d'une évolution des nations. S'il est indéniable qu'un ensemble de facteurs internes à la personnalité du chercheur, tels que la formation universitaire, la spécialisation dans un domaine, l'attachement à certaines écoles et bien évidemment sa propre personnalité, participent à la formulation d'hypothèses scientifiques, il faut également considérer les facteurs externes à la personnalité du chercheur, conscients ou pas, parmi lesquels les traditions culturelles, les idéologies ou encore le contexte politique jouent un rôle majeur. En effet, le climat politique ainsi que les idéologies dominantes exercent une pression non négligeable sur la formulation d'hypothèses au sein des domaines scientifiques, ce qui est d'autant plus valable concernant les sciences humaines. Par conséquent, l'archéologie, en tant que discipline historique, dont le but est l'établissement d'une séquence historique de l'humanité, n'échappe pas au contexte des idéologies dominantes. D'une certaine manière, elle reflète ce que

V. Podborský appelle « l'esprit de l'époque » (Podborský, 2003). Cependant les enjeux et dangers en sont multiples, car le discours archéologique peut être facilement détourné de ses objectifs scientifiques primaires afin d'alimenter des revendications à caractère politique. Il peut nourrir des idées nationalistes sous des formes diverses de revendications d'indépendance, d'expansions territoriales, ou au contraire, l'archéologie peut être utilisée pour établir l'appartenance à une communauté particulière comme par exemple l'appartenance à l'Union européenne. L'utilisation de l'archéologie à des fins idéologiques peut être identifiée dans la plupart des États européens modernes, à l'instar de la promotion du peuple gaulois lors de la période napoléonienne (voir entre autres Rieckhoff, 2006). Il s'agira ici de l'avérer à travers le cas de la recherche archéologique tchèque.

Une brève histoire de l'État tchèque²¹

Le concept « matériel » de la culture archéologique était au cœur du fondement des constructions identitaires amorcées par les mouvements nationaux du XIX^e siècle à travers l'Europe, mouvement auxquels les intellectuels tchèques participaient vigoureusement. L'histoire de l'État tchèque est liée à plusieurs peuples historiques, dont la présence à un moment donné sur son territoire est mise à contribution lors de la construction de son identité. L'actuelle République tchèque se compose de deux grandes régions : la partie occidentale, la Bohême, et la partie orientale, la Moravie²². Les deux régions connaissent une occupation continue depuis la préhistoire jusqu'à la période du deuxième âge du Fer (début du IV^e siècle avant notre ère), connue également sous l'appellation de la période de La Tène. À cette dernière correspond, selon les textes antiques, la tribu des Boïens, l'un des peuples celtiques. Il s'agit donc du plus ancien ethnonyme connu sur son territoire (Sankot, 2006 : 43). Le lien avec l'ethnie des Boïens a été établi à partir des textes antiques

²¹ Pour plus de détails sur l'histoire de la République tchèque depuis les origines, voir notamment l'ouvrage récent en tchèque de J. Rychlík et V. Penčev (2014). Le lecteur francophone se référera à l'histoire publiée par A. Marès (2005).

²² Une troisième région, à la superficie fort réduite par rapport aux deux précédentes, est représentée par la Silésie située au nord de la Moravie, à la frontière avec la Pologne.

mentionnant à différentes reprises la forêt Hercynienne : *Boiohaemum* et *Boioheim* sont considérées comme les appellations anciennes de la Bohême actuelle (entre autres Pierrevelcin, 2012). Jusqu'à cette période, les seules sources témoignant de l'évolution du territoire tchèque sont les vestiges archéologiques. Lors de la Renaissance, les anciens ethnonymes sont inscrits dans les premières chroniques qui établissent assez rapidement le lien entre ces derniers et le territoire actuel de la Bohême²³. La présence celtique se prolonge jusqu'au I^{er} siècle avant notre ère, période confuse où le territoire tchèque connaît des invasions répétées menées par des tribus germaniques²⁴. Les plus connus sont sans doute les Marcomans, avec à leur tête le « roi » Maroboduus²⁵ pour la Bohême, les Quades occupant le territoire de la Moravie. La présence des tribus germaniques, aux portes de l'Empire romain, ne s'interrompt qu'au cours du IV^e siècle de notre ère, sous la pression migratoire provoquée par les invasions des Huns en Europe. Lors de cette période obscure, le territoire tchèque joue une sorte de plaque tournante où se rencontrent et s'affrontent, selon les textes antiques, de nombreux peuples historiques. Le dernier peuple germanique, avant l'arrivée des Slaves, pouvant être mis en relation avec le territoire tchèque, est celui des Lombards, dont le départ se situe peu avant l'arrivée des Slaves, au cours du VI^e siècle de notre ère. Contrairement à des idées longuement défendues, les Slaves n'atteignent pas le territoire tchèque en une seule et unique migration. Leur arrivée se fait de manière progressive, en trois vagues successives, l'une passant par la Pologne et l'Allemagne du Nord, l'autre par l'Europe centrale, et enfin la plus connue par la voie méridionale à travers Byzance et les Balkans. Les VII^e et VIII^e siècles sont des périodes peu claires, marquées par l'unification des peuples slaves, en réaction contre la menace des Avars, sous le règne du marchand franc Sâmo. Le IX^e siècle voit

²³ L'exemple le plus ancien est la chronique de Johannes/Jan Dubravius, *Historiæ regni Boiemiæ*, publiée en 1552.

²⁴ Le terme « Germains » est employé pour désigner un ensemble de tribus et confédérations de tribus des premiers siècles après le changement d'ère, se caractérisant par les affinités linguistiques mais également par une culture matérielle proche, voire identique (Salač, 2008 : 120). Cette même définition peut couvrir également le terme « Celtes ».

²⁵ Maroboduus est le premier anthroponyme connu de l'histoire tchèque (Rychlík et Penčev, 2013 : 30)

la naissance d'une première formation politique stable, la Grande-Moravie, souvent qualifiée d'entité de type étatique ou proto-étatique, qui englobe le territoire de la Moravie, de la Slovaquie occidentale et qui étend également sa sphère d'influence sur la Bohême. Il s'agit d'une période prospère, marquée par la christianisation progressive et le développement à cette fin d'une écriture ainsi que d'une nouvelle langue liturgique, sous l'autorité des apôtres Cyrille et Méthode envoyés depuis l'Empire byzantin. L'empire de la Grande-Moravie s'effondre sous la poussée des Magyars à la fin du IX^e siècle. La Bohême et la Moravie sont de nouveau réunies au sein d'un État, le royaume de Bohême, sous la dynastie des Přemyslides, appartenant à la tribu slave la plus puissante, les Tchèques. En raison de la défiance de la noblesse tchèque à l'égard de la dynastie masculine des Přemyslides au début du XIV^e siècle, la couronne revient à Jean de Luxembourg, l'époux de l'héritière du dernier roi přemyslide Venceslas II. Sous le règne de son fils Charles IV, roi des pays de la Couronne tchèque mais également empereur du Saint Empire romain germanique, le pays connaît un véritable épanouissement, tant économique que culturel. Bien que d'origine luxembourgeoise, le roi Charles IV est toujours considéré comme un roi tchèque. La période de l'âge d'or touche progressivement à sa fin sous la dynastie suivante, celle des Jagellons. Les pays de la Couronne de Bohême²⁶ perdent définitivement leur indépendance en 1526 après la bataille de Mohács, où le dernier roi Louis II Jagellon meurt sans héritier. En conséquence, les territoires tchèques intègrent à partir de 1526 le domaine des Habsbourg, et par la suite l'empire d'Autriche (devenu austro-hongrois en 1867). Après plusieurs siècles conflictuels au sein de la monarchie des Habsbourg, les efforts d'émancipation ainsi que la lutte du mouvement patriotique de la Renaissance nationale tchèque vont finalement se concrétiser à la fin du premier conflit mondial, lors de la proclamation de l'État tchécoslovaque indépendant le 28 octobre

²⁶ Les pays de la Couronne de Bohême est une appellation en usage pour désigner l'entité politique placée sous l'autorité du roi de Bohême. Elle a été proclamée par le roi Karel IV (Charles IV) le 7 avril 1348, et elle comportait le royaume de Bohême, le margraviat de Moravie, la Lusace et le duché de Silésie. Son existence cesse au moment de la création des premières républiques indépendantes à la fin de la Première Guerre mondiale.

1918. Les événements de la Seconde Guerre mondiale modifient substantiellement ces frontières avec la proclamation d'un État slovaque, le rattachement de l'Ukraine subcarpatique à la Hongrie, l'annexion de la zone des Sudètes, peuplées en grande majorité de germanophones, et la création du Protectorat de Bohême et Moravie. Après la Seconde Guerre mondiale, une nouvelle République tchécoslovaque est née, mais son indépendance retrouvée n'est que de courte durée. Rapidement, l'installation du régime soviétique, renforcée à plusieurs reprises par l'invasion militaire de l'armée russe en 1948 et 1968, met fin aux aspirations démocratiques. En 1960, le pays devient officiellement la République socialiste tchécoslovaque. Le retour des valeurs démocratiques se fait attendre pendant plus de quarante ans. À la suite de la « Révolution de velours » du 17 novembre 1989, le régime socialiste est finalement renversé. En mars 1990, la volonté d'émancipation du territoire slovaque conduit à la création de la République fédérative tchèque et slovaque, pour finalement aboutir à la naissance de deux États indépendants : la République tchèque et la République slovaque, au premier janvier 1993. Depuis, les deux pays indépendants ont intégré de nombreuses organisations européennes et internationales.

Au cours de sa longue histoire, le territoire de l'actuelle République tchèque a été mis en relation, d'après les textes antiques et historiques, avec trois grands peuples : les Boïens, considérés comme peuple celtique, plusieurs tribus germaniques et bien entendu les Slaves. Au fur et à mesure de la construction de l'État tchèque moderne, ces trois peuples vont successivement être mis à contribution dans un processus de conceptualisation de l'identité nationale.

Construction de l'identité slave aux XVIII^e et XIX^e siècles

L'intérêt pour les origines « lointaines » des peuples européens se manifeste au cours du Moyen Âge, au moment de la rédaction de grandes chroniques retraçant la genèse de nouvelles nations formées à la suite de l'éclatement de l'Empire romain. Cependant, les chroniqueurs de l'époque, à un moment où l'archéologie en tant que discipline scientifique n'existe pas encore, limitent leur exploitation du passé aux périodes historiques connues (Gran-Aymerich, 1998). Par conséquent, les

origines du peuple tchèque sont tout d'abord recherchées dans les légendes et traditions, visant la glorification des personnalités slaves²⁷ mythiques, dotées de vertus bibliques (Filip, 1995 : 14). L'illustration parfaite de cet engouement est représentée par la personnalité du patriarche Čech²⁸, venu avec sa tribu depuis le moyen Danube au cours du VI^e siècle pour fonder une nouvelle nation tchèque, comme le rapporte la *Chronique de Cosmas*²⁹. Par ce moyen, la dynastie des Přemyslides tente de renforcer et de légitimer son pouvoir en s'appuyant sur son ancienneté, mais également ses glorieuses origines slaves. De cette manière sont bien posées les prémisses de l'utilisation du passé comme une arme dans l'ascension au pouvoir des princes. Concernant les découvertes archéologiques, elles sont le plus couramment interprétées comme des témoignages du passé païen révolu illustrant les anciens contes et légendes. L'approche historique à travers les récits des chroniqueurs demeure en usage jusqu'à la période des Lumières, lorsque la société aussi bien que le domaine scientifique connaissent de véritables bouleversements.

En Europe centrale, la pensée des Lumières se développe dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et se traduit, dans le domaine des sciences historiques, par une tentative de reconstitution de la véritable histoire de la nation par la science, en réaction à l'égard des constructions fondées sur les légendes et les traditions. Amorcée par la pensée des Lumières et développée tout au long du XIX^e siècle, l'approche dite scientifique de l'histoire participe à la construction moderne du concept de nation, à laquelle l'archéologie et les vestiges matériels peinent à contribuer à côté de l'histoire et des sources textuelles. Dans le cadre de l'Empire autrichien, les tendances centralisatrices, accentuées sous l'absolutisme du XVIII^e siècle, visent à effacer les droits et pouvoirs locaux, tout en veillant à la mise en place d'un centre unique de gouvernement, d'une administration unifiée et de l'allemand comme langue officielle. Les territoires annexés au

²⁷ Le terme « Slaves » est ici entendu comme désignant l'entité ethnique, linguistique, religieuse, sociale et culturelle constituée d'une population connue sur le territoire de la Bohême et de la Moravie depuis le VI^e siècle de notre ère.

²⁸ Dont le nom (« Tchèque » en tchèque) est l'éponyme de la tribu originelle.

²⁹ Les premières traces de cette légende figurent dans cette chronique (*Kosmova kronika česká*) du début du XII^e siècle. Pour plus de détails voir Bláhová et Hrdina 2005.

sein de l'Empire autrichien, et par conséquent les nations opprimées, revendiquent progressivement le droit d'exister, l'égalité des droits mais également une émancipation économique et politique (Sklenář, 1983). Ce climat, pouvant être qualifié de « germanisation forcée », va alimenter des résistances au sein du peuple tchèque, forgeant ainsi ce qu'on appelle le mouvement patriotique de Renaissance nationale tchèque ayant pour but de faire renaître la langue, la culture et l'identité nationale tchèques. Sont principalement visées la défense et la promotion de l'histoire traditionnelle, fondée sur le mythe des origines slaves de l'ancien royaume des pays de la Couronne de Bohême, et par conséquent la défense d'une identité collective de la nation par opposition aux origines germaniques de la Monarchie habsbourgeoise. Considérés comme peuple autochtone et donc comme les ancêtres directs de la population tchèque, les Slaves symbolisent dès lors une occupation continue et stable du territoire tchèque. Les patriotes tchèques avec à leur tête l'élite intellectuelle, les étudiants et la bourgeoisie locale, exploitent à la fois les textes historiques, la linguistique mais également les vestiges archéologiques afin de construire un concept d'identité slave. Les informations sont avant tout puisées dans l'histoire médiévale, une discipline en plein développement et concurrente directe de l'archéologie. La glorification du passé se traduit notamment par une mise en avant de certains personnages historiques : saint Venceslas³⁰, ou bien les personnalités de Cyrille et Méthode³¹, devenus des symboles forts de l'identité slave. La position dominante de l'histoire au sein des sciences humaines oriente la recherche vers un renouveau de l'approche historique du passé. De son côté, le discours archéologique limité à une simple identification ethnique des auteurs présumés des vestiges découverts devient un argument fort dans les revendications identitaires et territoriales. Par conséquent, la communauté scientifique tente de reconnaître les vestiges des ancêtres slaves sur son territoire et par la même occasion de gommer l'image de Slaves barbares véhiculée par la recherche germanique (Sklenář, 1983). Un des premiers

³⁰ Venceslas I^{er} (907 ? – 935), le prince/duc de Bohême, devenu le patron des Tchèques.

³¹ Cyrille (Constantin) et Méthode sont les apôtres des Slaves, qui contribuèrent puissamment à l'évangélisation de l'Europe centrale.

chercheurs à s'aventurer dans ce domaine, Josef Dobrovský (1753-1829) publie ainsi une étude sur les rites funéraires des anciens Slaves (Dobrovský, 1786). À cette époque, l'archéologie étant à ses débuts souffre d'un véritable manque de connaissances. Il est encore très difficile de dater des objets et les typologies des artefacts n'ont pas encore été établies. En conséquence, la définition des cultures en fonction de traces matérielles ainsi que l'attribution d'objets et de structures à des ethnies restent problématiques. Ce qui est le cas des travaux de Josef Dobrovský, qui attribue à tort tous les vestiges préhistoriques aux Slaves (Sankot, 2006 : 47).

Concernant les autres peuples, les Boïens et les Germains, connus également grâce aux textes antiques, leur présence en Bohême à un moment donné de l'histoire n'est pas remise en question. Cependant, en raison du départ de ces ethnies, mentionné également par les textes anciens, ils ne sont pas considérés comme les ancêtres directes de la nation tchèque. Ainsi l'archéologue Matyáš Kalina (1772-1848), auteur du premier inventaire des monuments archéologiques tchèques, affirme en 1836 la continuité de la présence de la population autochtone slave sur le territoire tchèque, qui n'a été que « partiellement et de façon temporaire » soumise à l'expansion des Celtes et des Germains au cours de son histoire (Sklenář, 2005 : 16). L'idée de continuité de l'occupation slave, interrompue de manière limitée par les Boïens et les Marcomans, a été reprise par le père de l'historiographie tchèque František Palacký (1798-1876) dans son œuvre historique monumentale sur l'histoire du peuple tchèque (*Dějiny národu českého*) publiée en 1848 (Palacký, 1848). Au cours des XVIII^e et XIX^e siècles, les Boïens, et plus généralement les Celtes, ne sont pas encore bien connus, et surtout les chercheurs ne savent pas encore quels vestiges archéologiques leurs assigner. Par conséquent, l'étude celtique souffre de l'idéologie politique dominante construite sur le principe de l'occupation slave continue. Dans ce climat, les chercheurs s'intéressant à la question d'autres ethnies se heurtent à de vives critiques. C'était notamment le cas de Jan Erazim Vocel (1802-1871), contestant la théorie autochtone des Slaves au profit des Celtes. Il fut traité pour cette raison par ses collègues, à tort, de « celtomane ». La mise en avant des origines nationales n'est bien évidemment pas propre aux chercheurs

tchèques. L'ensemble de l'Europe aux XVIII^e et XIX^e siècles est engagée dans l'exploration du passé et dans la recherche des origines. Ainsi, en raison de la présence d'une minorité allemande forte sur le territoire tchèque, une scission s'opère au sein de la recherche. Les archéologues allemands cherchent à identifier la présence germanique sur le territoire tchèque, en particulier dans les zones limitrophes des provinces germanophones, tandis que les chercheurs tchèques poursuivent la détermination des vestiges du passé slave. En outre, la présence de minorités allemandes déjoue tout au long du XIX^e siècle les tentatives visant à définir de manière claire et précise la nation (Sankot, 2006).

Cette période reste marquée par un lien fort entre l'archéologie et la construction des identités nationales. Certains auteurs vont même jusqu'à affirmer que ce sont les idées nationalistes qui stimulent la constitution de l'archéologie en tant que discipline scientifique (Díaz-Andreu et Champion 1996). Même si ce point est tout à fait discutable, il faut noter que cette période voit la naissance de grandes institutions archéologiques : fondation du Musée patriotique (*Vlastenecké muzeum*) en 1818 avec une composante historique importante chargée de l'étude de l'histoire traditionnelle, des monuments historiques, des objets d'art, etc. ; création de la chaire d'archéologie à l'université Charles de Prague en 1850 ou encore le lancement de la revue *Monuments archéologiques* (*Památky archeologické*) en 1854, encore vivante aujourd'hui. L'archéologie demeure pleinement au service des nations, ce qui du reste est peu surprenant en raison du contexte géopolitique qui accompagne le développement de l'archéologie en tant que discipline scientifique.

Récupération nazie : la promotion du passé germanique

Le XX^e siècle connaît une intensification dans la promotion d'idées nationalistes, dont la forme ultime est représentée par l'impérialisme germanique. Le contexte politique de l'Europe devient un terrain propice à l'utilisation de l'archéologie à des fins expansionnistes (Bouzek, 1983). Le régime nazi excelle dans cette approche et a su parfaitement exploiter des données archéologiques, et en particulier le fait que le territoire tchèque a été occupé successivement, entre le I^e siècle avant notre ère et le

V^e siècle de notre ère, par plusieurs tribus d'origine germanique. Même si l'idée de l'association entre une culture matérielle donnée et une ethnie est bien plus ancienne, elle prend au cours de la première moitié du XX^e siècle une tout autre dimension. Dans le but de justifier la supériorité de la race aryenne et son expansion en Europe centrale, l'idéologie nazie va exploiter les idées de Gustaf Kossinna selon lesquelles « des provinces de cultures archéologiques précisément délimitées correspondent toujours à certains peuples ou tribus », attribuant aux cartes de répartition des vestiges matériels la valeur d'une arme idéologique puissante (Kossinna, 1911)³². Selon ce principe, la culture matérielle, l'ethnicité, la langue, et plus tard aussi la race, constituent une suite de causalités permettant de remonter aux origines lointaines des Germains (Rieckoff, 2006 : 29). Dans cette logique, le peuple germanique partageant une même identité nationale, l'expansion géographique de sa culture matérielle lui confère des prérogatives historiques sur les régions occupées tant aujourd'hui que par le passé, ce qui est le cas du territoire tchèque. En réaction à ce postulat, la recherche archéologique va se livrer une véritable course à l'identification ethnique des vestiges archéologiques. La scission entre la recherche tchèque et allemande, amorcée auparavant, s'accroît lors de cette période. De nouveau, des archéologues vont chercher des preuves matérielles afin de justifier la présence de peuples historiquement attestés sur le territoire tchèque et prouver ainsi leur ancienneté. Tandis que les chercheurs tchèques s'efforcent de trouver les preuves de la présence slave sur le territoire tchèque, les Allemands se concentrent sur les preuves matérielles de la présence germanique, dans le seul but de justifier l'occupation du territoire ainsi que la domination moderne du peuple germanique. La querelle au sujet des origines ethniques de la culture lusacienne illustre parfaitement ce combat. Les chercheurs tchèques et polonais (notamment L. Přč, L. Niederle, J. Kostrzewski) formulent l'idée d'une origine slave de cette culture, dont l'expansion s'étend à travers l'Europe centrale et orientale, qui s'oppose aux origines germaniques avancées par la recherche allemande – en particulier R. Virchow (Bouzek, 1983 : 140).

³² Traduction de l'allemand par S. Rieckoff (Rieckoff, 2006 : 29).

Retour vers les Slaves : un monde entre deux blocs

La succession des événements après la Seconde Guerre mondiale va diviser l'Europe en deux blocs, l'Occident et l'Union soviétique. Perdant son autonomie, la République tchécoslovaque va se voir imposer une idéologie nationale officielle, fondée sur le marxisme-léninisme. Les discours idéologiquement orientés trouvent également un écho dans le domaine de l'archéologie, dont le potentiel idéologique n'est plus à démontrer. L'idéologie soviétique se reflète notamment dans l'application de la terminologie marxiste à la recherche archéologique. De même, l'influence soviétique est perceptible dans les préférences idéologiques accordées à certaines thématiques. Une attention particulière est portée aux questions liées aux origines, ainsi qu'à l'expansion de certaines cultures jugées d'origine slave. Par conséquent, les idées panslaves, développées en réaction au précédent régime nazi, vont être largement amplifiées pendant la Guerre froide (Podborský, 2003). De nouveau, la question des origines slaves se retrouve au premier plan, cette fois dans le but de légitimer la présence du « grand frère soviétique » sur le territoire tchèque. Ceci a pour conséquence une mise en avant des recherches axées sur la question slave, en particulier dans l'identification de leurs vestiges, au détriment des autres périodes, en particulier la protohistoire celtique pour laquelle, une fois de plus, le contexte politique n'était pas favorable. Par conséquent, plusieurs programmes de recherches chargés de connotation idéologique ont vu le jour, dont celui consacré à l'occupation slave et la création d'un État slave, la Grande-Moravie, présentée comme l'une des manifestations les plus anciennes de l'État en Europe, mais indirectement aussi comme une vitrine du savoir-faire soviétique. L'exposition de 1963 à l'occasion du 1100^e anniversaire de l'arrivée de Cyrille et Méthode, « La Grande-Moravie : 1100 ans de tradition de vie étatique et culturelle », a fait le tour de l'Europe avec l'objectif de glorifier les Slaves au sein du bloc occidental. En soi, l'orientation de la recherche sur les origines slaves semble tout à fait logique eu égard à l'histoire de la République tchèque, car il s'agit de la recherche du passé propre à chaque nation. En revanche, une telle approche l'est moins si la recherche met l'accent sur une ethnie au détriment des autres, tout en affirmant sa suprématie.

En réaction contre le diktat des idées panslaves, certains chercheurs parmi les plus éminents à l'instar de Jan Filip (1900-1981), vont insister sur la présence en Bohême d'autres peuples, comme les Celtes. Par ce biais, il met accent sur les origines communes avec l'Europe occidentale en opposition aux origines slaves partagées avec la Russie. Ainsi, il confia à l'un de ses collaborateurs français en 1972 : « Ne nous oubliez pas. Continuez à dire qu'il y a des Celtes en Europe centrale et revenez. Nous autres Tchèques appartenons à la fois à l'Europe centrale et occidentale ; aidez-nous à résister par la science à l'archéologie soviétique qui voudrait nous faire voir les Slaves partout » (Savatier, 2006 : 59).

Celtomanie : une déconstruction du passé

Après la chute du régime soviétique, les paroles de Jan Filip vont se concrétiser. La surexploitation de l'archéologie orientée vers la composante slave a entraîné une déconstruction progressive des origines slaves de la nation tchèque. L'intérêt soudain pour les Celtes, presque nouvellement découverts, se manifeste à la fois dans le domaine scientifique mais également dans la sphère du grand public. Les nouveaux ancêtres celtiques font l'objet de nombreux ouvrages, tant scientifiques que de vulgarisation. C'est désormais la composante celtique qui fait l'objet de la construction identitaire tchèque, au détriment des Slaves. Même si un changement radical dans le concept identitaire semble tout à fait légitime en raison des récupérations idéologiques ultérieures, il s'agit en fait de nier une partie de l'histoire nationale si difficilement acquise au cours du XIX^e siècle. Après plusieurs siècles marqués par le panslavisme, c'est au tour de la République tchèque d'entamer sa phase de « celtomanie » déjà connue dans d'autres nations. Une illustration plutôt amusante en sont les titres de certains ouvrages, tels que « Les Celtes sur les bords de la Jizera et dans le Paradis de Bohême, ou : que savez-vous de votre goutte de sang celte ? » (Waldhauser 1996) ou « Un livre pour tout Celte, ou la vérité sur l'origine celtique de notre nation » (Knápek 1999). Les causes de cet engouement sont multiples, d'une part la volonté de rompre avec les origines slaves détournées au profit de l'idéologie soviétique, mais également une volonté politique et publique d'établir un lien avec l'Europe occidentale lors du

processus d'adhésion à l'Union européenne. Enfin, la popularité des Celtes s'explique par le fait qu'ils ont l'avantage d'être neutres (Sankot, 2006 : 50), car en vérité la définition archéologique des Celtes n'est guère précise et ils n'ont fait de plus l'objet d'aucune usurpation idéologique par un régime totalitaire³³, ce qui répond parfaitement à la tendance du moment, celle de la déconstruction des théories sur l'origine des peuples et de la corrélation entre une culture, un peuple et un territoire, alors qu'émergent de nouvelles approches en archéologie.

Au cours de l'histoire moderne de la construction de l'État tchèque, plusieurs ethnies ont été mises à contribution dans la construction de l'identité nationale. Redécouverts lors de la Renaissance, les textes antiques participent fortement à la construction d'un modèle de culture archéologique, avec pour conséquence non négligeable plus de deux siècles de recherches archéologiques centrées sur l'identification ethnique des auteurs de vestiges matériels. Les détournements du concept de culture archéologique, son lien avec la notion de race ainsi que son insuffisance à l'égard du développement des méthodes et des connaissances archéologiques, ont progressivement conduit à sa redéfinition. Si nous pouvons d'une certaine manière accuser les anciens archéologues de maladresse en voulant associer des vestiges à une ethnie, il convient de rappeler le contexte de la constitution de l'archéologie. Si le concept de culture archéologique fondé sur les vestiges matériels s'est développé, c'est avant tout en réaction au contexte politique général, marqué par la naissance des nations modernes au moment où l'archéologie en tant que discipline scientifique n'en était qu'à ses débuts. Désormais, la simple corrélation entre un groupe culturel et un groupe ethnique n'est plus acceptable et demande de nouvelles approches, notamment celles issues de la définition anthropologique d'une culture (Collis, 2006). En outre, le recours aux textes antiques est de plus en plus soumis à des critiques, notamment à propos de la réalité des faits décrits. En effet, la tendance actuelle dans la recherche vise à se passer de ces derniers afin de permettre une étude objective des vestiges matériels (Kysela, 2015 ; Venclová, 2008).

³³ Il ne sera pas question d'envisager ici un débat né dans un autre contexte, celui sur l'utilisation des Celtes dans la construction de l'identité nationale en France.

Si les archéologues ont rebâti en profondeur le concept de culture archéologique afin de le rendre le plus politiquement neutre possible, nous ne sommes en aucun cas à l'abri de futures ou actuelles récupérations politiques du passé. Dans l'état actuel de l'Europe, qui connaît un retour des idéologies extrêmes n'hésitant pas à se servir du passé dans des buts idéologiques, ce danger demeure, plus que jamais, présent. L'exemple le plus récent nous est livré par un reportage d'Arte qui a interrogé le député et adjoint du président du Parti communiste tchèque, Stanislav Grospič, sur les possibles relations de son parti avec Moscou et l'Union européenne. Ce dernier ne se prive pas de faire un lien direct entre le passé slave commun entre les Tchèques et les Russes pour justifier les affinités des Tchèques avec le grand frère russe, un sentiment de déjà-vu qui se propage doucement sur l'actuelle scène politique tchèque et européenne³⁴.

³⁴ Reportage d'Arte « La République tchèque : le retour des communistes » diffusé le 11 juin 2018.

Bibliographie

- AUBOIS Élisabeth, FLOUEST Anne, GUICHARD Vincent, MARGUERON Patrick, METZLER Jeannot, « Avant-propos », in *L'Archéologie, instrument du politique ? Archéologie, histoire des mentalités et construction européenne*, Actes du colloque de Luxembourg, 16-18 novembre 2005, Dijon/Glux-en-Glenne, CRDP/Musée de Bibracte, 2006, p. 5-8.
- BOUZEK Jan, *Dějiny archeologie* [Histoire de l'archéologie], vol. I, Prague, Státní pedagogické nakladatelství, 1983.
- BLÁHOVÁ Marie, HRDINA Karel (éd.), *Kosmova kronika česká [Chronica Boemorum] [1199-1125]*, Prague/Litomyšl, Paseka, 2005.
- CÉSAR, *Guerre des Gaules*, trad. Léopold-Albert Constans, Paris, Les Belles Lettres, 2 vol., 1926.
- CHILDE, Vere Gordon, *The Danube in Prehistory*, Oxford, Clarendon Press, 1929.
- COLLIS John, « Rethinking the Celts. The impact of Historiography and Archaeology » in dir. Rieckhoff Sabine, *Celtes et Gaulois dans l'Histoire, l'historiographie et l'idéologie moderne*, Actes de la table ronde de Leipzig, 16-17 juin 2005, Glux-en-Glenne, Centre européen d'archéologie du mont Beuvray, 2006, p. 97-110.
- DÍAZ-ANDREU Margarita, CHAMPION Timothy (dir.), *Nationalism and Archaeology in Europe*, Londres, UCL Press, 1996.
- DOBROVSKÝ Josef, « Über die Bergräbnisart der alten Slawen überhaupt und der Böhmen insbesondere », *Abhandlungen der böhmischen Gesellschaft der Wissenschaften auf das Jahr 1786*.
- FILIP Jan, *Keltská civilizace a její dědictví* [La civilisation celte et son patrimoine] [1963], Prague, Academia, 1995.

- GALLAY Alain (dir.), *Peuples et archéologie*, 6^e cours d'initiation à la Préhistoire et à l'Archéologie de la Suisse, Résumé des cours, Bâle, Société suisse de préhistoire et d'archéologie, 1990.
- GRAN-AYMERICH Ève, *Les Chercheurs de passé. Naissance de l'archéologie moderne : 1798-1945*, Paris, CNRS, 1998.
- KAENEL Gilbert, « Archéologie des peuples. Historique de recherche » in dir. Gallay Alain, *Peuples et Archéologie*, 6^e cours d'initiation à la Préhistoire et à l'Archéologie de la Suisse, Résumé des cours, Bâle, Société suisse de préhistoire et d'archéologie, 1990, p. 11-24.
- KNÁPEK Zdeněk, *Kniha pro každého Kelta aneb pravda o keltském původu našeho národa* [Un livre pour tout Celte, ou la vérité sur l'origine celtique de notre nation], Prague, Rubico, 1999.
- KOSSINNA Gustaf, *Die Herkunft der Germanen. Zur Methode der Siedlungsarchäologie*, Würzburg, Kabitzsch, 1911.
- KYSELA Jan, « The Third Life of the Boii » in dir. Karwowski Maciej, Salač Vladimír et Sievers Susanne, *Boier zwischen Realität und Fiktion, Akten des internationalen Kolloquiums in Český Krumlov, 14.-16.11.2013*, Bonn, Dr. Rudolf Habelt, 2015, p. 149 – 158.
- MARÈS Antoine, *Histoire des Tchèques et des Slovaques*, Paris, Perrin, 2005.
- OLIVIER Laurent, *Nos ancêtres les Germains. Les archéologues au service du nazisme*, Paris, Tallandier, 2012.
- PALACKÝ František, *Dějiny národu českého v Čechách i Moravě* [Histoire du peuple tchèque en Bohême et Moravie], Prague, J. G. Kalve, 1848.
- PIERREVELCIN Gilles, *Les relations entre la Bohême et la Gaule du IV^e au I^{er} siècle avant J.-C.*, Prague,

Univerzita Karlova v Praze/Filozofická fakulta, 2012.

- PODBORSKÝ Vladimír, « 'Duch doby' a Prehistorie » ['L'esprit de l'époque' et la préhistoire], in dir. Šmejda Ladislav et Vařeka Pavel, *Sedmdesát neústupných let* [Soixante-dix ans de ténacité], Plzeň, Čeněk, 2003, p. 155-164.
- RIECKHOFF Sabine (dir.), *Celtes et Gaulois dans l'Histoire, l'historiographie et l'idéologie moderne*, Actes de la table ronde de Leipzig, 16-17 juin, 2005, Glux-en-Glenne, Centre européen d'archéologie du mont Beuvray, 2006
- , « Les Celtes, peuple oublié ou fiction ? » in *L'Archéologie, instrument du politique ? Archéologie, histoire des mentalités et construction européenne*, Actes du colloque de Luxembourg, 16-18 novembre 2005, Dijon/Glux-en-Glenne, CRDP/Musée de Bibracte, 2006, p. 25-42.
- RYCHLÍK Jan, PENČEV Vladimír, *Od minulosti k dnešku: Dějiny českých zemí* [Du passé au présent : Histoire des pays tchèques], Prague, Vyšehrad, 2014.
- SALÁČ Vladimír, « Conclusion » in dir. Venclová Natálie, *Archeologie pravěkých Čech. 7, Doba laténská* [Archéologie préhistorique des pays tchèques. T. 7, L'époque de La Tène], Prague, Archeologický ústav Akademie věd České republiky, 2008, p.139 – 149.
- SANKOT Pavel, « La construction de la Tchécoslovaquie, le Musée national et l'archéologie » in dir. Aubois Élisabeth et al., *L'Archéologie, instrument du politique ? Archéologie, histoire des mentalités et construction européenne*, Actes du colloque de Luxembourg, 16-18 novembre 2005, Dijon/Glux-en-Glenne, CRDP/Musée de Bibracte, 2006, p. 41-53.
- SAVATIER François, « Les ' Gaulois ' d'aujourd'hui. Analyse d'un milieu scientifique français » in dir. Goudineau Christian, Guichard Vincent et Kaenel Gilbert, *Celtes et*

Gaulois, l'Archéologie face à l'Histoire : colloque de synthèse, Paris 3-7 juillet 2006, Glux-en-Glenne, Bibracte, 2010, p. 131-149.

SCHNAPP Alain, « Archéologie et nations en Europe, aux sources du débat » in dir. AUBOIS Élisabeth *et al.*, *L'Archéologie, instrument du politique ? Archéologie, histoire des mentalités et construction européenne*, Actes du colloque de Luxembourg, 16-18 novembre 2005, Dijon/Glux-en-Glenne, CRDP/Musée de Bibracte, 2006, p. 13-23.

—, « Histoire de l'archéologie et l'archéologie dans l'histoire » in Demoule Jean-Paul, Giligny François, Lehoërff Anne et Schnapp Alain, *Guide des méthodes de l'archéologie*, Paris, La Découverte, 2009, p. 9-38.

SCHULZE-HEIL Patrick, « La République tchèque : le retour des communistes », Reportage d'Arte diffusé lors du Journal d'Arte du 11 juin 2018. [<https://www.arte.tv/fr/videos/083352-000-A/republique-tcheque-le-retour-des-communistes/>]

SKLENÁŘ Karel (dir.), *Biografický slovník českých, moravských a slezských archeologů a jejich spolupracovníků z příbuzných oborů* [Dictionnaire biographique des archéologues tchèques, moraves et silésiens et de leurs collaborateurs des domaines apparentés], Prague, Libri, 2005.

SKLENÁŘ Karel, *Archaeology in Central Europe: The First 500 years*, trad. Iris Lewitová, Leicester/New York, Leicester University Press/St. Martins's Press, 1983.

TACITE, *La Germanie*, trad. Jacques Perret, Paris, Les Belles Lettres, 2003 [1949].

TESTART Alain, *Avant l'histoire. L'évolution des sociétés de Lascaux à Carnac*, Paris, Gallimard, 2012.

VENCLOVÁ Natálie, *Archeologie pravěkých Čech. 7, Doba laténská* [Archéologie préhistorique des pays tchèques.

T. 7, L'époque de La Tène], Prague, Archeologický ústav Akademie věd České republiky, 2008.

WALDHAUSER Jiří, *Keltové na Jizeře a v Českém ráji, aneb, co víte o své keltské kapce krve?* [Les Celtes sur les bords de la Jizera et dans le Paradis de Bohême, ou : que savez-vous de votre goutte de sang celte ?], Prague, Lidové noviny, 1996.

LE PASSÉ COMME OUTIL IDENTITAIRE – L'EXEMPLE DE LA ROUMANIE. QUESTIONS POUR L'EUROPE

Cătălin Nicolae POPA
Université de Leyde, Faculté d'archéologie

Alors que les Roumains se tournent vers l'avenir et la présidence du Conseil de l'UE, ils se tournent également vers les tréfonds de leur passé. Le fait que les Roumains aient choisi un symbole de l'âge du Fer pour leur présidence d'une organisation à l'échelle d'un continent témoigne de l'importance qu'ils accordent de nos jours à cette période. Il existe un lien fort entre les Daces, les porteurs du *draco* à l'âge du Fer et les Roumains, qui ont choisi d'afficher le *draco* comme leur « symbole de pouvoir », alors qu'ils prennent leur tour pour prendre place sur le « trône » de l'Union européenne (fig. 1 et 2). Mais pourquoi les Roumains ont-ils opté justement pour un symbole de l'âge du Fer ? Comment l'âge du Fer est-il devenu si profondément ancré dans l'identité roumaine contemporaine ? Qu'en est-il par conséquent du fonctionnement des processus en présence de construction identitaire ?



Fig. 1. Logo du Conseil européen au premier semestre de 2019,
présidence de la Roumanie
(<http://www.romania2019.eu/en/logo-story/>)



Fig. 2. Relief des *dracones* daces de la colonne Trajane. Image :
J.C.N.N. Coulston

Alors que le continent européen souffre d'une grave crise d'identité, trouver les éléments clés d'une construction identitaire réussie à grande échelle peut contribuer à trouver des solutions. Les processus de construction de la nation montrent comment des millions de personnes peuvent surmonter leurs différences et développer une identité commune. Le cas de la Roumanie en particulier, où le passé a joué un rôle essentiel, révèle comment des changements identitaires fondamentaux peuvent être réalisés sur une période de cinq à six générations. De plus, puisque le changement en terme d'ascendance a trouvé son intensité maximale dans la seconde moitié du XX^e siècle, on peut observer comment les individus ont réagi à l'effort concerté de l'État pour promouvoir un passé commun. Bien qu'il ait été important de fournir un récit continu et cohérent, on soutiendra ici que l'agentivité (qui traduit le terme anglais d'*agency* pour désigner la capacité d'agir des individus) fut au cœur du changement d'identité. Comprendre ce qui peut inciter les individus à embrasser une identité particulière peut s'avérer essentiel pour jeter les bases d'un sentiment de solidarité à l'échelle européenne.

Les deux protagonistes : la Roumanie contemporaine et les Daces

La Roumanie est un pays de taille moyenne situé juste au nord des Balkans. Les Roumains s'enorgueillissent d'avoir occupé le même territoire depuis des temps immémoriaux (Petrescu-Dîmbovița et Vulpe, 2001), bien qu'une formation politique portant ce nom n'existe que depuis quelque 150 ans. Comme la plupart des autres pays européens, la nation roumaine a été imaginée au XIX^e siècle (Hitchins, 1992). De même, comme dans de nombreux autres cas, des arguments historiques ont été utilisés pour légitimer l'existence du pays et largement utilisés pour créer l'identité roumaine. Les deux piliers historiques qui ont contribué à façonner les Roumains modernes étaient d'une part les Romains et de l'autre, les Daces. Alors que les Romains fournissaient un lien fort avec d'autres pays d'Europe occidentale de langue romane (Hanscam, 2017), ce sont les Daces qui offraient le caractère distinctif et tangible de la nation roumaine (Popa, 2015 : 339).

Le terme « dace » est utilisé pour désigner la population qui occupait le territoire du Danube inférieur, en particulier au nord du fleuve, à la fin de l'âge du Fer. Chronologiquement, cela correspond à une période allant du milieu du premier millénaire avant J.-C. au début du II^e siècle après J.-C., lorsqu'une partie de ce territoire est incluse dans l'Empire romain. L'existence de certaines formations pré-étatiques ne concerne que le I^{er} siècle avant J.-C. et le I^{er} après J.-C. Les noms de certains dirigeants sont connus, en particulier Burebista, qui a probablement gouverné pendant la première moitié du I^{er} siècle avant J.-C., et Décébale, qui a commandé les armées qui combattirent les Romains à la fin du I^{er} et au début du II^e siècle après J.-C. (Glodariu, 2001b, 2001a).

La vision dominante des Daces tout au long des XIX^e et XX^e siècles, ainsi qu'aujourd'hui, est celle d'un groupe ethnique unitaire. La plupart des spécialistes de l'âge du Fer ont parlé des Daces comme d'un seul peuple, partageant la même culture, la même langue, et implicitement ou explicitement, un sentiment d'appartenance à une entité ethnique (Popa, 2015 : 342-348). Cette conviction est entrée en conflit avec certaines sources écrites qui mentionnent l'existence de deux peuples différents,

les Gètes à l'est et les Daces à l'ouest (Strabon, *Géographie*, VII.3.12), mais ces dissonances ont été lissées en construisant le terme « Géo-Dace ». L'analyse de la culture matérielle de cette population dans une grille de lecture très large, incluant une grande partie du territoire de la Roumanie et au-delà, aboutit à un regroupement en un seul groupe culturel. Ce raisonnement a été facilité par les idées historico-culturelles qui ont dominé l'érudition roumaine pendant tout le XX^e siècle et jusqu'à aujourd'hui, ce qui a encouragé la mise en relation directe entre objets, culture et ethnicité (Anghelinu, 2003). L'ajout d'un environnement idéologique fortement nationaliste a créé un creuset propice à des interprétations qui ne pouvaient que conclure qu'il y a 2 000 ans, la Roumanie était habitée par un groupe de gens ingénieux, courageux et épris de liberté. Par ces moyens, les érudits ont quasiment créé une « nation » géto-dace à l'âge du Fer.

Des tentatives de déconstruction des Daces ont récemment été entreprises. Les auteurs ont commencé par ôter les couches de nationalisme qui enveloppaient l'archéologie roumaine des XIX^e et XX^e siècles, révélant l'impact profond de cette idéologie sur la recherche (Boia, 2001 ; Lockyear, 2004 ; Popa, 2015). Le réexamen du dossier matériel a montré que si certains éléments ont été partagés dans une grande partie du territoire roumain pendant l'âge du Fer, d'autres indiquent l'existence de deux grands groupes identitaires distincts, qui pourraient correspondre aux Daces et aux Gètes (Popa, 2018). Une telle conclusion ébranle considérablement la théorie fondamentale de l'unité et de l'étendue des Daces en tant que groupe ethnique. Dans la mesure où de plus en plus d'hypothèses sur l'âge du Fer sont désormais remises en question, d'autres réexamens de ce genre auront probablement lieu, révélant un passé plus complexe et confus et, en même temps, moins héroïque.

Des Daces aux Roumains, des Roumains aux Daces

Pour comprendre comment les Daces sont entrés dans le cœur des Roumains, il est nécessaire de suivre le devenir historique de la Roumanie en tant que pays moderne. Une conceptualisation des Daces a été effectuée par les chercheurs et la population. Progressivement, une acceptation populaire s'est faite de l'âge du Fer comme période fondatrice fournissant des ancêtres

communs. Quatre grandes étapes peuvent être définies : premièrement, la découverte des Daces ; deuxièmement, l'acceptation des Daces par l'élite ; troisièmement, l'acceptation populaire des Daces ; et enfin, la dissémination des Daces. Ces étapes sont aussi en lien direct avec des développements politiques importants.

La première étape est le moment où l'âge du Fer commence à être découvert et correspond à la création d'un État roumain, qui s'étend de la seconde moitié du XIX^e siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale. Pendant toute la durée de la période médiévale et au début de la période moderne, la Roumanie n'avait pas d'existence en tant qu'État. Le territoire était divisé en trois principautés, la Moldavie, la Valachie et la Transylvanie qui se trouvaient sous la suzeraineté alternée de l'un des trois empires environnants : ottoman, autrichien (austro-hongrois à partir de 1867) et russe. Ce n'est qu'en 1866 qu'apparaît un État nommé Roumanie, couvrant une grande partie de la Moldavie et de la Valachie. Les cinquante années qui suivent représentent une époque de développement économique et culturel rapide.

C'est aussi le moment où les Daces se frayent un chemin dans les cercles académiques. Les premières publications mentionnant un lien entre les Daces et les Roumains voient le jour (Haşdeu, 1873) et une publication majeure sur le matériel archéologique de l'âge du Fer est publiée (Tocilescu, 1877). Au début du XX^e siècle, les Daces avaient commencé à capter l'imagination en dehors des milieux archéologiques et avaient été inclus dans un récit hautement nationaliste de l'histoire roumaine à travers le travail de Densuşianu (1913) qui établit la ligne de pensée dite « protochronique », qui met l'accent sur leur autochtonie (Papu, 1977 ; Verdery, 1991 : 167-214)³⁵.

Au cours de la deuxième étape, qui s'étend entre les deux guerres mondiales, les Daces deviennent populaires parmi les segments les plus instruits de la population. Après la Première Guerre mondiale, le territoire de la Roumanie a presque triplé, car la Transylvanie a été incluse dans le nouvel État avec plusieurs autres territoires environnants plus réduits. La rapidité

³⁵ Selon Densuşianu, les Daces sont les véritables ancêtres des Roumains, descendants de l'empire mythique des Pélasges qui aurait donné à l'Europe une grande partie de sa civilisation.

avec laquelle la Roumanie s'est développée a dû en faire sourciller certains, car une entité politique aussi grande n'avait pas d'antécédents évidents. De plus, si l'on en croit les recensements (Boia, 2001), les Roumains formaient à peine une majorité dans certaines des régions nouvellement acquises. Cette Roumanie à large échelle, ou Grande Roumanie, se trouvait confrontée à de graves questions de légitimation, dans la mesure où elle incluait des territoires également revendiqués par la Bulgarie, la Hongrie et l'URSS. C'est précisément pour cette raison que le passé dace a trouvé un terrain aussi fertile. Alors que la période médiévale avait vu la zone se fragmenter en petites principautés, pendant l'âge du Fer, un État couvrait prétendument tout le territoire de la Grande Roumanie : le royaume du I^{er} siècle avant J.-C. du roi dace Burebista (Glodariu, 2001a). Puisque ce royaume offrait le précédent dont l'État moderne avait besoin, il n'est pas surprenant que l'archéologie de l'âge du Fer ait alors reçu un sérieux coup de pouce. Le principal journal archéologique de Roumanie à ce jour est lancé en 1924, prenant le nom de *Dacia*, une désignation qui souligne l'importance de l'âge du Fer et du passé romain dans l'archéologie roumaine. Plus important encore, 1926 voit la publication de *Getica*, par Vasile Pârvan. Cette monographie fondamentale retrace l'histoire de la Dacie à partir du matériel archéologique et a longtemps été considérée comme la bible de l'archéologie roumaine. Le livre a laissé un héritage durable, puisqu'il a été largement apprécié et diffusé tant dans les milieux académiques que non académiques, en Roumanie ainsi que dans d'autres pays européens (Lica, 2006).

C'est en grande partie grâce au travail de Pârvan, mais aussi à la contribution d'autres universitaires (par exemple Daicoviciu, 1938, 1941), que les Daces ont commencé à frayer leur chemin dans l'identité des Roumains. Les Daces étaient particulièrement répandus parmi l'élite éduquée de droite, raison pour laquelle ils ont été inclus dans la propagande fasciste de la fin des années 1930 et du début des années 1940 (Panaitescu, 1940), lorsque la Roumanie a rejoint les puissances de l'Axe pendant la Seconde Guerre mondiale. Cependant, il est peu probable qu'à cette époque les Daces aient été populaires en dehors des couches les plus instruites de la société roumaine. L'écrasante majorité de la population vivait encore en milieu rural et était analphabète

(Bărbulescu *et al.*, 2002 : 422-451). Bien que les Daces aient fait des apparitions occasionnelles dans les livres et les journaux de l'époque, ces médias n'ont atteint qu'une partie limitée de la population urbaine³⁶. Un autre changement politique fondamental sera nécessaire avant que les Daces ne conquièrent le cœur de tous les Roumains. Ce changement interviendra immédiatement après la Seconde Guerre mondiale avec l'installation du communisme.

L'omniprésence de l'ancêtre dace devient une réalité pour presque tous les Roumains au cours de la troisième étape, qui couvre les années 1960, 1970 et 1980. Après la Seconde Guerre mondiale, un régime de type soviétique brutal a été installé en Roumanie, au cours duquel des purges politiques à grande échelle ont eu lieu, ainsi que des changements économiques fondamentaux, comme la collectivisation et la dislocation de la population rurale (Bărbulescu *et al.*, 2002 : 487-538). En raison de la nécessité de souligner les liens forts avec l'URSS, qui a soutenu le régime politiquement idéologiquement et surtout militairement, les Slaves ont occupé le devant de la scène dans la recherche archéologique (Matei-Popescu, 2007 : 272-276). Une multitude d'études a inondé l'érudition historique et archéologique, soulignant l'amitié entre les peuples slave et roumain au cours des millénaires (Gheorghiu et Schuster, 2002 : 294-296). Néanmoins, derrière la façade slave et le discours marxiste-léniniste qui l'accompagnait, les recherches sur l'âge du Fer se sont poursuivies (par exemple Daicoviciu et Ferenczi, 1951), bien que les Daces se soient retrouvés à l'arrière-plan, car leur mémoire avait été entachée par leur utilisation par les groupes fascistes des années 1930 et 1940. Cela allait bientôt changer à nouveau, lorsque Nicolae Ceaușescu prit la direction de la Roumanie communiste dans les années 1960.

Contrairement à ses prédécesseurs, Ceaușescu souhaitait prendre ses distances avec les Soviétiques en installant un régime qui nourrissait des sentiments nationalistes. Les idées de l'entre-deux-guerres refirent bientôt surface et les Daces se retrouvèrent sous le feu des projecteurs comme jamais auparavant (Dragoman

³⁶ Mes propres observations sont convergentes en ceci que dans des entretiens menés avec des gens de la campagne qui ont grandi avant la Seconde Guerre mondiale, la conscience de l'existence des Daces est peu présente.

et Oanță-Marghitu, 2006 : 62-64 ; Matei-Popescu, 2007 : 284). Le dirigeant communiste insuffla une idéologie qui mettait l'accent sur la force et le caractère unique du peuple roumain, dont le chef d'État était l'incarnation vivante. A partir des années 1970, ce processus fut redoublé par un culte de la personnalité autour de Ceaușescu et de son épouse Elena (Marin, 2014). Le fait d'avoir promu un passé national grandiose a contribué à légitimer davantage ce discours idéologique, et les Daces ont offert les moyens d'écrire un tel passé³⁷. A cette époque, l'héritage de Pârvan était perpétué et amplifié par plusieurs chercheurs influents de Cluj-Napoca et de Bucarest (Popa, 2015 : 341). Mais dans les années 1970 et 1980, le régime en exigeait davantage encore. Sous les auspices du gouvernement communiste naquit le mouvement « dacomaniaque », qui raviva les théories antérieures sur l'autochtonie et souligna que les Roumains étaient les descendants directs des Daces. Les autres cultures et peuples, y compris les Romains, n'avaient dans ce schéma que peu ou pas d'influence (Popa, 2015 : 341). Cela représentait une rupture significative par rapport à la tradition archéologique antérieure et de nombreux chercheurs n'ont pas approuvé ce récit, bien qu'ils l'aient tacitement reproduit, en partie à cause de l'incapacité à énoncer une opposition publique étant donné la nature répressive du régime communiste (Fruchter et Mihăilescu, 1972 ; Berciu *et al.*, 1980 ; Mărghitu, 1983 ; Zavatti, 2016). Les écrits antérieurs qui soutenaient ce message ont refait surface, en particulier le livre de Densușianu qui est réimprimé (Densușianu, 1986). Le récit dacomaniaque est devenu le discours dominant de l'époque et l'État totalitaire, par son contrôle de la société, a travaillé à la diffusion de ce message au sein du « prolétariat ».

Dans cet environnement, au cours des années 1970 et 1980, une « dacianisation » des Roumains est perceptible. Grâce à l'intervention délibérée de l'État, par le biais de l'éducation nationale, des musées, de la presse et d'autres médias, les habitants de la Roumanie ont été littéralement transformés en descendants des Daces. Ce processus va du reste au-delà de l'élévation des Daces au rang d'ancêtres officiels. Il s'agit

³⁷ La visite de Ceaușescu en Iran en 1971 a certainement contribué aussi à ce choix (Popa, 2015 : 341).

davantage d'une profonde transformation identitaire de la population elle-même, car les Roumains commencent alors à se définir comme les descendants d'une population vieille de 2000 ans. Contrairement à ce qui se passait avant la Seconde Guerre mondiale, ce processus a pris des proportions nationales et a atteint jusqu'aux recoins les plus reculés du pays, étant donné l'urbanisation rapide que la Roumanie a connue et la pénétration quasi totale dans les foyers de l'éducation nationale, de la presse écrite et de la télévision. La présence des Daces est ainsi devenue incontournable.

Pendant la quatrième et dernière étape, qui s'étend des années 1990 jusqu'à aujourd'hui, les graines semées dans la période précédente sur les Daces sont disséminées dans le jardin fertile de l'imaginaire national roumain. Décembre 1989 a vu la fin de Ceaușescu et le début de la route sinueuse vers la démocratie. L'incitation du gouvernement à produire des récits glorieux sur les Daces a certes disparu et les publications académiques véhiculant ce message ont été progressivement supprimées. On ne peut cependant parler d'une rupture brutale en termes de tradition de recherche (Popa, 2015 : 342-351 ; 2016a : 31). La plupart des recherches étaient encore produites dans le cadre établi pendant le communisme, bien que le message concernant les Daces soit rendu moins clair par le recul d'un discours très positiviste. Compte tenu de ce retrait, un vide d'information est apparu dans la sphère publique concernant les ancêtres incontestés de l'âge du Fer. Ce vide n'étant plus comblé par des universitaires, ce sont surtout des passionnés par la geste des Daces qui occupent le champ médiatique.

La dacianisation des Roumains était achevée au moment de la chute du communisme et cette identité nouvellement créée s'auto-alimente désormais. Une pléthore de magazines, livres, documentaires, pages sur Internet et programmes télévisés, réalisés par des experts autoproclamés, sont apparus depuis lors, détaillant les actes mémorables des ancêtres de l'âge du Fer (voir notamment Oltean, 2007 ; Pănculescu, 2008 ; Crainicu, 2009). Beaucoup d'entre eux continuent le récit dacomaniaque autochtone et peuvent être inclus dans la catégorie de la pseudo-archéologie. Certaines de ces publications, à l'instar du livre de Napoleon Săvescu, *Noi nu suntem urmașii Romei* [Nous ne sommes pas les descendants de Rome] (2002), sont très

populaires. Le livre de Densușianu a également été réimprimé à plusieurs reprises (Densușianu, 2000, 2002, 2005). La récente transformation de ces idées en images a donné naissance au film documentaire roumain le plus visionné sur Internet³⁸. Pour finir de broser ce tableau, il faut ajouter l'existence de groupes qui organisent des reconstitutions et des festivals qui permettent aux personnes intéressées de faire l'expérience de porter des vêtements, s'exercer à un artisanat et surtout à des techniques de combat « authentiquement daces » (Popa, 2016a : 32-34). Étant donné la popularité de ces événements, on peut conclure sans risque que, aux yeux du public roumain, les experts sur les Daces ne sont plus les archéologues, mais les auteurs des publications susmentionnées³⁹. L'identité dace est désormais rendue autonome au point où elle est en mesure de se reproduire avec peu d'apports supplémentaires de la part d'une autorité centrale ou d'universitaires.

Une conclusion préliminaire et ses faiblesses

La Roumanie illustre un changement d'identité introduit artificiellement, et avec succès, à l'échelle de l'ensemble d'une société. En l'espace d'environ un siècle et demi, l'identité nationale roumaine a été cimentée et les Daces y ont été incorporés en tant qu'ancêtres. La troisième étape, pendant la dictature de Ceaușescu, a sans doute représenté une période cruciale, car il s'agit de l'époque où les Daces sont devenus une réalité pour tous. Par conséquent, ce changement fondamental n'a nécessité qu'une vingtaine d'années. Il semble que la clé du succès ait consisté à exposer sans trêve la population à un message cohérent, en utilisant tous les médias existants et en veillant à ce que le récit dace atteigne tous les membres de la société. Il ne fait aucun doute que la nature totalitaire du régime a facilité le processus. C'est ainsi qu'un nouveau peuple est né.

Il ne serait que trop facile d'expliquer le succès du récit dace par un contrôle dictatorial de la société et une propagande à grande échelle. Une telle explication est au mieux naïve et au

³⁸ *Dacii. Adevăruri Tulburătoare* [Les Daces. Des vérités troublantes] (2012), réalisateur Daniel Roxin, producteurs Daniel Roxin et Gabriel Vasilescu [www.youtube.com/watch?v=duj_84hnc58.] (8.06.2019)

³⁹ Pour un argumentaire complet sur ces pratiques, voir Popa 2016a.

pire insultante pour les gens qui vivaient à cette époque⁴⁰. Les humains ne sont pas des insectes dénués de raison. Les Roumains vivant sous le régime de Ceaușescu ont été confrontés quotidiennement à la propagande et aux injonctions contradictoires du régime communiste. Apprendre à naviguer parmi les règles mises en place par l'État, savoir quand les respecter et quand les ignorer, était une nécessité pour assurer une vie décente et, dans certains cas, la survie des individus et de leurs familles (Diaconu, 2013 : 79-80). Cela s'applique particulièrement aux années 1980, lorsque la situation économique de la Roumanie était désastreuse, une période qui correspond également à l'intensité maximale dans l'effort de dacianisation. Il est probable que dans le contexte de difficultés économiques intenses, le récit d'un âge d'or passé a rendu la triste réalité plus supportable. Cependant, rares sont ceux qui ont cru à la réalité utopique présentée dans les journaux officiels, qui ont fait l'éloge de la société communiste et des réalisations continues de la Roumanie (voir Riding, 1989 ; Pătrașcu, 2013). Dès lors, pourquoi devrions-nous nous attendre à ce qu'ils souscrivent à l'histoire des Daces ?

Les individus disposent d'une agentivité, même lorsqu'ils vivent dans une société répressive. Il est peu probable qu'un changement d'identité fondamental se produise sans un degré considérable de choix personnel. Malgré l'attrait de l'histoire, le discours emphatique typique de nombreuses publications sur les Daces n'était pas très différent du langage ampoulé que tous les types de médias déversaient quotidiennement. La similitude à elle seule aurait dû soulever des doutes quant à la validité des revendications. Cette suspicion a également été renforcée par la nature ridicule de certains événements impliquant les ancêtres de l'âge du Fer, comme la 2050^e célébration du premier État roumain en 1980⁴¹. Les Roumains ont donc dû choisir de devenir les descendants des Daces.

Les quelques entretiens que j'ai pu mener suggèrent que les individus n'étaient pas dupes et ont clairement vu la poussée

⁴⁰ Force m'est d'admettre que je suis coupable de cette erreur dans plusieurs de mes publications précédentes (Popa et Ó Ríagáin, 2012 ; Popa, 2013, 2015).

⁴¹ Le premier État roumain aurait donc été selon cette logique celui du roi dace Burebista, au 1^{er} siècle avant J.-C. (Babeș, 2008 : 9).

identitaire du gouvernement⁴². Au cours de mes recherches sur le processus de dacianisation (Popa, 2013, 2015, 2016a), j'ai été contacté par des gens qui ont vécu sous le régime de Ceaușescu. À la suite d'échanges verbaux ou écrits, il est devenu évident que ces personnes n'ignoraient pas qu'un véritable changement d'identité était entrepris. Grâce à ces conversations, j'ai pris conscience de la nécessité de changer de perspective pour intégrer l'agentivité des individus, remettant ainsi en question le pouvoir de la machine de propagande totalitaire. Il semble qu'au moins certaines personnes étaient au courant de ce qui se passait et réfléchissaient activement au processus.

Ces mêmes entretiens ont révélé le rôle important de catalyseurs ou déclencheurs. Bien que certaines personnes aient pu voir clair au travers du flot de publications, de films et d'événements daces, le message est tout de même passé. Il semble qu'une série d'objets, de contextes ou d'événements a incité les individus à franchir le pas et à accepter leurs ancêtres daces. Ces catalyseurs ont produit une mémoire puissante qui avait la capacité d'induire une expérience de modification de l'identité (Sniderman *et al.*, 2004 ; Anderson et Mounts, 2012 ; Olivieri, 2015). Les objets archéologiques peuvent avoir été particulièrement efficaces. Ainsi, une personne qui m'a écrit au sujet d'un petit contenant en plastique avec des restes de grains carbonisés de Sarmizegetusa, un site important de l'âge du Fer, qui avait été offert en cadeau à son grand-père. De tels objets peuvent agir de manière à convaincre les gens d'adopter activement l'identité particulière qu'ils y associent.

Il n'est pas possible à ce stade d'indiquer ce qui produit ces événements déclencheurs. Les objets archéologiques peuvent certainement avoir cette capacité, bien qu'il soit peu probable qu'un lien de causalité directe puisse être établi dans tous les cas. En même temps, même si l'histoire de chacun peut être différente, il dut y avoir des éléments récurrents qui permirent à de tels déclencheurs d'identité de s'activer à grande échelle. Il serait difficile dans le cas contraire de comprendre comment des

⁴² Ces échanges eurent lieu principalement après la publication d'un article destiné au grand public (Popa, 2016b). N'ayant à l'époque pas eu l'intention d'enregistrer les conversations et de les documenter, des données quantitatives ne peuvent être fournies.

millions de personnes sont passées par le même processus et ont changé d'identité pour y intégrer les Daces. Des recherches futures devraient se concentrer sur la compréhension des mécanismes à l'œuvre derrière l'activation de l'agentivité des individus, qui sont encouragés à changer d'identité, en lien avec l'archéologie, dans une mesure qui serait à établir.

D'un passé national à une Europe future

Les changements d'identité à grande échelle se poursuivent aujourd'hui et leurs résultats façonneront la carte politique et sociale de l'avenir. Le cas de la Roumanie n'est pas unique pour les XIX^e et XX^e siècles. Au contraire, la plupart des pays ont connu des épisodes de création d'identité comparables, avec des degrés variables d'intensité et de succès (Anderson, 2002). Des processus similaires sont une réalité du monde dans lequel nous vivons aujourd'hui. L'identité de millions de personnes se façonne en ce moment même, dans des régions comme la Catalogne (Olivieri, 2015), le Kosovo (Ingimundarson, 2007) ou le Kurdistan (O'Leary et MacDonald, 2007). Le résultat de ce processus changera la face du monde dans ces régions pour de nombreuses décennies à venir.

Pour les habitants de l'Europe, le projet ayant le plus grand impact est celui de l'Union européenne. La construction d'une identité européenne est fondamentale pour son succès ou son échec. L'Union européenne est un projet politique très ambitieux qui transcende les identités nationales issues des XIX^e et XX^e siècles. Pendant les premières décennies de son existence, à partir du Traité de Rome (1957), le traumatisme de la Seconde Guerre mondiale a servi d'incitation à rassembler les Européens pour surmonter les différences nationales (Herrmann et Brewer, 2004 : 10 ; Robyn, 2005 : 5). Alors que ce message s'estompe, la société européenne est à la recherche d'une identité continentale (André, 2015), ce qui contribuerait à alléger la pression exercée par la narration de plus en plus forte issue de la droite politique. Les recherches menées par différentes disciplines s'avèrent essentielles à cet égard (*Databases from Socio-economic Research Projects for Policymaking*, 2011).

La Roumanie montre certains des éléments cruciaux qui conduisent à un changement d'identité à l'échelle de la société. Il

serait hasardeux d'avancer l'hypothèse d'une recette unique pour expliquer les changements d'identité, bien que les histoires de plusieurs pays européens fassent apparaître une ressemblance remarquable. Le cas de la Roumanie montre que, bien qu'il soit important d'exposer régulièrement les gens à un récit bien conçu, les expériences personnelles jouent un rôle critique. Ces expériences, qui étaient probablement induites par les activités et les interactions quotidiennes des individus, pouvaient fonctionner comme des déclencheurs d'identité qui facilitaient l'acceptation active des Daces comme ancêtres. Mener d'autres recherches à cet égard, reconnaître ce qui peut servir de déclencheur et ce qui fait que l'effet se produise ou non, contribuerait sensiblement à la compréhension de la création des identités. Ces connaissances s'avèreraient inestimables pour surmonter les divisions nationales et établir une identité européenne.

Nous pouvons extraire des connaissances positives pour l'avenir à partir des expériences négatives du passé. Certains peuvent être mal à l'aise avec la suggestion d'élaborer des stratégies éclairées par les méthodes utilisées sous les régimes totalitaires. Ayant grandi dans un pays ravagé pendant des décennies par le communisme et le nationalisme, je souscris fortement à cette préoccupation. En tant que société, nous devrions prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les pièges des idéologies extrêmes. Cependant, les expériences totalitaires du passé peuvent être plus qu'un douloureux rappel de l'effet dévastateur de ces idéologies. Une compréhension approfondie des épisodes totalitaires peut donner un aperçu fondamental du comportement humain (voir notamment Arendt, 1965). Le succès de certains projets menés par des régimes totalitaires peut révéler des stratégies efficaces pour s'attaquer à des problèmes sociétaux récurrents. Tant que ces stratégies ne sont pas inséparables des idéologies extrêmes, si tant est que l'on puisse défaire les liens entre la méthode et l'idéologie, et qu'elles ne sont pas en conflit avec nos valeurs morales ou politiques, elles pourraient servir de source d'inspiration précieuse pour relever certains des défis sociétaux de notre époque.

Le choix du *draco* dace comme symbole de la présidence roumaine du Conseil européen en 2019 révèle une forte connexion du pays avec son passé lointain. Les Daces de l'âge du Fer forment une part essentielle de l'identité roumaine

contemporaine et sont censés lui conférer son caractère unique, qui différencie les Roumains de leurs voisins balkaniques ou de leurs "cousins" latins. C'est au terme d'un processus entamé dans la seconde moitié du XIXe siècle que les Daces sont entrés dans l'identité roumaine. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, les Daces étaient encore en train d'être découverts. Au cours de la deuxième étape, entre les deux guerres mondiales, les populations de l'âge du Fer ne sont connues que par les couches les plus instruites de la société. Ils sont devenus une réalité pour tous les Roumains dans les décennies 1960 à 1980. Aujourd'hui, leur popularité n'a plus besoin de politique étatique. Ce succès ne peut s'expliquer simplement comme le résultat d'une propagande totalitaire. Des déclencheurs ou catalyseurs d'identité particuliers ont encouragé les individus à intérioriser volontairement une identification avec des ancêtres daces.

Le continent européen traverse une profonde crise d'identité. Un effort concerté pour venir à bout de cette crise et construire un attachement émotionnel à l'idée d'une Europe unie est à l'œuvre. La création d'une identité européenne exige une compréhension des scénarios qui peuvent permettre des changements à l'échelle de la société. Des obstacles similaires ont été rencontrés et surmontés dans le passé au niveau national. La recherche sur des cas comme celui de la Roumanie peut révéler comment le pouvoir du passé peut être utilisé pour construire un sens commun de l'unité. L'exemple de la dacianisation des Roumains peut précisément offrir l'occasion d'une réflexion sur la compréhension des ressorts profonds de la crise de l'identité européenne contemporaine.

Traduit de l'anglais par Loup Bernard

Bibliographie

- ANDERSON Benedict, *L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, trad. P.-É. Dauzat, Paris, La Découverte, 2002 [1983]
- ANDERSON Katherine L. et MOUNTS Nina S., « Searching for the Self: An Identity Control Theory Approach to Triggers of Occupational Exploration », *The Journal of Genetic Psychology*, vol. 173, 1, 2012, p. 90-111.
- ANDRÉ Virginie, « Merah and Breivik: A Reflection of the European Identity Crisis », *Islam and Christian-Muslim Relations*, vol. 26, 2, 2015, p. 183-204.
- ANGHELINU Mircea, *Evoluția gândirii teoretice în arheologia românească: Concepte și modele aplicate în preistorie* [L'évolution de la pensée théorique dans l'archéologie roumaine: concepts et modèles appliqués à la préhistoire], Târgoviște, Cetatea de Scaun, 2003.
- ARENDT Hannah, *Eichmann à Jérusalem: Rapport sur la banalité du mal*, trad. A. Guérin, Paris, Gallimard, 1966 [1963].
- BABEȘ Mircea, « Arheologie, societate și politică în România, înainte și după 1989 » [Archéologie, société et politique en Roumanie, avant et après 1989], *Studii și Cercetări de Istorie Veche și Arheologie*, vol. 59-60, 2008, p. 5-15.
- BĂRBULESCU Mihai, DELETANT Dennis, HITCHINS Keith, PAPACOSTEA Șerban et TEODOR Pompiliu, *Istoria României* [Histoire de la Roumanie], Bucarest, Corint, 2002.
- BERCIU Dumitru, DAICOVICIU Hadrian, PREDA C., PROTASE Dumitru et VULPE Alexandru, « Vatra dacică spațiul neîntreruptei noastre dăinuiri » [Le foyer dace, espace de notre présence ininterrompue], *Scînteia*, 1980, 4.
- BOIA Lucian, *History and Myth in Romanian consciousness*, Budapest, Central European University Press, 2001 [1997].

- CRAINICU Felix, *Legendele dacilor liberi* [Les légendes des Daces libres], Bucarest, Dacica, 2009.
- DAICOVICIU Constantin, *La Transylvanie dans l'Antiquité*, Bucarest, Imprimeria Națională, 1938.
- , « Spațiu și popor dacic » [Espace et peuple daces], *Transilvania*, vol. 72, 5-6, 1941, p. 359-370.
- DAICOVICIU Constantin et FERENCZI Alexandru, *Așezările dacice din Munții Orăștiei* [Les habitats daces des monts d'Orăștie], Bucarest, Editura Academiei Republicii Populare Române, 1951.
- DATABASES from Socio-economic Research Projects for Policymaking*, Bruxelles, European Commission, Directorate-General for Research and Innovation, 2011 [http://ec.europa.eu/research/social-sciences/pdf/other_pubs/database-from-ssh-policy-making-projects_en.pdf] (8.06.2019)
- DENSUȘIANU Nicolae, *Dacia preistorică* [La Dacie préhistorique], Bucarest, Institutul de Arte Grafice « Carol Göbl », 1913.
- , *Dacia preistorică* [La Dacie préhistorique], Bucarest, Meridiane, 1986.
- , *Dacia preistorică* [La Dacie préhistorique], Bucarest, Mentor, 2000.
- , *Dacia preistorică* [La Dacie préhistorique], Bucarest, Arhetip, 2002.
- , *Dacia preistorică* [La Dacie préhistorique], Craiova, Obiectiv, 2005.
- DIACONU Adriana, « Construire contre l'État en République socialiste de Roumanie (1947-1989) », *Le Mouvement Social*, 245, 2013, p. 71-82.
- DRAGOMAN Alexandru et OANȚĂ-MARGHITU Sorin, « Archaeology in Communist and Post-communist Romania », *Dacia N.S.*, vol. 50, 2006, p. 57-76.
- FLOREA Gelu, « Dragonul Dacic », *in dir. Cosma Călin et al., Studia archaeologica et historica Nicolao Gudea dicata:*

omagiu Profesorului Nicolae Gudea la 60 de ani, Cluj, Universitatea "Babeş-Bolyai", 2001, p. 195-292.

FRUCHTER Eugen et MIHĂILESCU Gabriel, « Despre necesitatea includerii unui capitol privind cultura spirituala a Dacilor în istoria filozofiei din România » [Sur la nécessité d'inclure un chapitre sur la culture spirituelle des Daces dans l'histoire de la philosophie roumaine], *Crisia*, vol. 2, 1972, p. 149-154.

GHEORGHII Dragoş et SCHUSTER Cristian, « The Avatars of Paradigm: A Short History of Romanian Archaeology », in dir. Biehl Peter F., Gramsch Alexander et Marciniak Arkadiusz, *Archäologien Europas. Geschichte, Methoden und Theorien*, Münster, Waxmann, 2002, p. 289-301.

GLODARIU Ioan, « Burebista », in dir. Avram Alexandru, Babeş Mircea, Badea Lucian, Petrescu-Dîmboviţa Mircea et Vulpe Alexandru, *Istoria Românilor* [Histoire des Roumains], Bucarest, Enciclopedică, 2001a, p. 635-655.

—, « Civilizația geto-dacă din a doua jumătate a secolului al II-lea a. Chr. până la începutul secolului al II-lea p. Chr. » [La civilisation géto-dace de la seconde moitié du IIe siècle av. J.C. au début du IIe siècle ap. J.C.], in dir. Petrescu-Dîmboviţa Mircea et Vulpe Alexandru, *Istoria Românilor. Moştenirea timpurilor îndepărtate* [Histoire des Roumains. L'héritage des temps anciens], Bucarest, Enciclopedică, 2001b, p. 725-797.

HANSCAM Emily R., « Frontiers of Romania: Nationalism and the Ideological Space of the Roman limes », *Ex Novo*, vol. 2, 2017, p. 63-84.

HAŞDEU B. P., *Istoria critică a românilor* [Histoire critique des Roumains], Bucarest, Tipografia Curţii (Lucrători asociaţi), 1873.

HERRMANN Richard et BREWER Marilyn B., « Identities and Institutions: Becoming European in the EU », in dir. Herrmann Richard, Risse-Kappen Thomas et Brewer Marilyn B., *Transnational Identities: Becoming*

- European in the EU*, Lanham (Maryland), Rowman & Littlefield Publishers, 2004, p. 10-23.
- HITCHINS Keith, « Historiography of the Countries of Eastern Europe: Romania », *The American Historical Review*, vol. 97, 4, 1992, p. 1064-1083.
- INGIMUNDARSON Valur, « The Politics of Memory and the Reconstruction of Albanian National Identity in Postwar Kosovo », *History & Memory*, vol. 19, 1, 2007, p. 95-123.
- LICA Vasile, « De la thracologie à la thracomanie. Glose marginale », in dir. Gaiu Corneliu et Găzdac Cristian, *Fontes Historiae. Studia in honorem Demetrii Protase*, Cluj, Accent, 2006, p. 1011-1028.
- LOCKYEAR Kris, « The Late Iron Age Background to Roman Dacia », in dir. Hanson William S. et Haynes Ian P., *Roman Dacia. The Making of a Provincial Society, Journal of Roman Archaeology*, 2004, p. 33-74.
- MĂRHITAN Liviu, « Mărturii de continuitate Dacă, Daco-Romană și timpurie Românească pe valea Mureșului mijlociu și inferior » [Traces de continuité dace, daco-romane et roumaine ancienne dans la vallée du Mureș moyen et inférieur], *Studia Antiqua et Archaeologica*, vol. 1, 1983, p. 103-119.
- MARIN Manuela, « Nationalism and Socialism in Romania: The Case of Nicolae Ceaușescu's Cult of Personality », in dir. Biagini Antonello et Motta Giovanna, *Empires and Nations from the Eighteenth to the Twentieth Century*, Newcastle, Cambridge Scholars Publishing, 2014, p. 427-436.
- MATEI-POPESCU Florian, « Imaginea Daciei romane în istoriografia românească între 1945 și 1960 » [L'image de la Dacie romaine dans l'historiographie roumaine entre 1945 et 1960], *Studii și Cercetări de Istorie Veche și Arheologie*, vol. 58, 3-4, 2007, p. 265-288.
- O'LEARY Carole et MACDONALD Charles G. (dir.), *Kurdish Identity: Human Rights and Political Status*, Gainesville, University Press of Florida, 2007.

- OLIVIERI Victor M., « Sub-state Nationalism in Spain: Primers and Triggers of Identity Politics in Catalonia and the Basque Country », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 38, 9, 2015, p. 1610-1626.
- OLTEAN Dan, *Burebista și Sarmizegetusa* [Burebista et Sarmizegetusa], Bucarest, Saeculum, 2007.
- PANAITESCU Petre P., « Noi suntem de aici » [Nous sommes d'ici], *Cuvîntul*, 1940, p. 1.
- PĂNCULESCU Cristina, *Taina Kogaiononului. Muntele sacru al Dacilor* [Le secret de Kogaionon. La montagne sacrée des Daces], Bucarest, Ștefan, 2008.
- PAPU Edgar, *Din clasicii noștri: Contribuții la ideea unui protocronism românesc* [Leçons de nos classiques : Contributions à l'idée d'une autochtonie roumaine], Bucarest, Eminescu, 1977.
- PĂRVAN Vasile, *Getica: O protoistorie a Daciei* [Getica: La protohistoire de la Dacie], Bucarest, Cultura Națională, 1926.
- PĂTRAȘCU Cristina, « Media and the Totalitarian Society: Spectacle, 'simulacra' and the Construction of (Un)reality in Communist Romania », *Procedia - Social and Behavioral Sciences*, vol. 92, 2013, p. 686-691.
- PETRESCU-DÎMBOVIȚA Mircea et VULPE Alexandru (dir.), *Istoria Românilor. Moștenirea timpurilor îndepărtate* [Histoire des Roumains. L'héritage des temps anciens], Bucarest, Enciclopedică, 2001.
- POPA Cătălin Nicolae, *Modelling Identities: A Case Study from the Iron Age of South-East Europe*, Heidelberg, Springer, 2018.
- , « The Trowel as Chisel. Shaping Modern Romanian Identity through the Iron Age », in dir. Ginn Victoria, Enlander Rebecca et Crozier Rebecca, *Exploring Prehistoric Identity. Our Construct or Theirs?*, Oxford, Oxbow, 2013, p. 164-174.
- , « Late Iron Age Archaeology in Romania and the Politics of the Past », *Dacia N.S.*, vol. 59, 2015, p. 337-361.

- , « The Significant Past and Insignificant Archaeologists. Who Informs the Public about Their 'National' Past? The Case of Romania », *Archaeological Dialogues*, vol. 23, 1, 2016a, p. 28-39.
- , « Geto-daci sau daci și geți » [Géto-Daces ou bien Daces et Gètes], *Historia*, vol. 169, 2016b, p. 34-39.
- POPA Cătălin Nicolae et Ó RÍAGÁIN Russell, « Archaeology and Nationalism in Europe: Two case studies from the Northwest and Southeast of Europe », *Archaeological Review from Cambridge*, vol. 27, 2, 2012, p. 52-70.
- RIDING Alan, « Where All is Rationed but Praise for the Leader », *New York Times*, 1989, p. 30.
- ROBYN Richard, « Introduction. National versus Supranational Identity in Europe », in dir. Robyn Richard, *The Changing Face of European Identity: A Seven-Nation Study of (Supra)national Attachments*, Londres, Routledge, 2005, p. 1-16.
- SĂVESCU Napoleon, *Noi nu suntem urmașii Romei* [Nous ne sommes pas les descendants de Rome], Botoșani, Axa, 2002.
- SNIDERMAN Paul M., HAGENDOORN Louk et PRIOR Markus, « Predisposing Factors and Situational Triggers: Exclusionary Reactions to Immigrant Minorities », *American Political Science Review*, vol. 98, 1, 2004, p. 35-49.
- STRABON, *Géographie*, trad. Amédée Tardieu, Paris, Hachette, t. II, 1873.
[<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6536659s/f48.image.r=strabon%20géographie%20VII%20gères%20tardieu>] (10.06.2019)
- TOCILESCU Grigore George, *Dacia înainte de Romani* [La Dacie avant les Romains], Bucarest, Tipografia Academiei Romane, 1877.
- VERDERY Katherine, *National Ideology under Socialism: Identity and Cultural Politics in Ceaușescu's Romania*, Berkeley, University of California Press, 1991.

ZAVATTI Francesco, *Writing History in a Propaganda Institute: Political Power and Network Dynamics in Communist Romania*, Stockholm, Södertörn University, 2016.

TOPONYMIE ET CONSTRUCTION IDENTITAIRE GRECQUE

Martine BREUILLOT
Université de Strasbourg, EA 1340 (GEO)

Au lendemain de la guerre d'Indépendance (1821-1827 ou 1829 selon l'événement pris en compte), la Grèce victorieuse tente de s'affirmer en État libre et autonome. Le terme « construction » est ordinairement utilisé, soulignant l'ampleur de la tâche : tout y est à construire *ex nihilo*, écrit Yannis Tsiomis (Tsiomis, 2017 : 17) – construction à comprendre au sens propre du terme, mais aussi au sens figuré.

La toponymie a son rôle à jouer dans cette construction étatique, tout d'abord dans les toutes premières années de la royauté d'Othon, puis moins d'un siècle plus tard dans une sorte de prolongement complémentaire de la première phase. Le mode opératoire employé à chaque fois sera évoqué, sur une aire géographique limitée au Péloponnèse pour plus de concision. La présentation des deux phases de redénomination toponymique s'accompagnera d'une analyse destinée à définir la fonction essentielle de la toponymie. Ensuite, il conviendra de montrer que l'archéologie n'est que rarement convoquée dans les exemples traités. Enfin, à l'Antiquité nous associerons la construction identitaire, élément crucial en cette période de prise de conscience de ce que veut dire « être grec ».

Deux réformes de la toponymie

La construction du nouvel État convoque des domaines divers, dont la toponymie. La plupart du temps, les références à trouver pour tout créer sont cherchées à l'extérieur. La Bavière, royaume natal du prince Othon, est prise comme modèle pour l'architecture, l'éducation, les sciences et les arts ; on lui

emprunte ce qui existe déjà et ce qui fonctionne bien. Ainsi Yannis Tsiomis décrit-il ce qui concerne « [l']administration et [la] gestion de l'espace⁴⁴ », éléments inspirés de la Bavière et d'autres États allemands, mais aussi de la France (Tsiomis, 2017 : 90-96).

C'est dans le cadre du nouveau découpage administratif qu'un premier décret royal promulgué le 3 avril 1833 établit des départements sur l'ensemble du territoire grec de l'époque. Yannis Tsiomis confirme que « [...] le Royaume de la Grèce se divise en dix départements et quarante-deux éparchies » (Tsiomis, 2017 : 94). Le document bilingue en grec et en allemand, avec mention des trois précepteurs d'Othon qui assurent la Régence, propose la liste des départements/nomes et arrondissements/éparchies avec leurs noms et ceux des capitales pour les deux niveaux administratifs. Les noms des départements sont ceux des régions grecques du temps de Pausanias (II^e siècle après J.-C.) et ceux qu'on retrouve aussi sous la plume de Daniil Philippidis et Grigorios Konstantas dans leur géographie moderne (*Γεωγραφία Νεωτερική*) de la fin du XVIII^e siècle.

Un second texte (9 mai 1834) corrige légèrement le découpage de 1833 du nome d'Argolide-Korinthie exclusivement, parce que des conflits de limites sont survenus, et qui redonne la liste des éparchies, subdivisions de deuxième niveau, cette fois avec leurs dèmes, ce qui correspond à une subdivision supplémentaire, de troisième niveau pourrait-on dire. Les noms reprennent les formes préconisées en 1833 (quand il y avait à en changer), puis le texte s'achève par le tableau du nome d'Argolide-Korinthie montrant une étape supplémentaire du découpage, ou quatrième niveau : autrement dit, les villages et monastères à l'intérieur des dèmes + la distance (en heures et minutes) entre la capitale du dème et l'éparchie + la distance des villages depuis la capitale du dème + une donnée démographique (renvoyant au nombre de familles).

La liste de 1833 témoigne d'une grande homogénéité, en ce sens où les noms proposés sont tous grecs ou presque. Tous les noms ne sont pas à modifier, à l'instar de Patras, qui remonte à

⁴⁴ Il faut lire avec attention la note 49 de la page 94.

l'Antiquité et qu'il n'est donc pas nécessaire de changer. Des noms souvent non grecs sont suivis d'une parenthèse contenant un nom grec dont l'adoption est à comprendre implicitement : ce nouveau toponyme remplacera le précédent. Il y a un retour voulu à des formes connues dans l'Antiquité, même si le nom considéré est déjà grec : Kalamata (médiéval) est proposé en Kalamai (antique), Arkadia (médiéval) en Kyparissia (antique). Parmi d'autres noms connus, sont encore à citer Vostitsa à changer en Aighion, Kalavryta en Kinaitha, Tripolitsa en Tripolis, Neokastro en Pylos, etc.

En revanche, on ne sait rien du mode de rédaction de la liste : le décret du 9 mai 1834 demeure strictement administratif, comme celui du 3 avril 1833. On ignore de quelle manière on a procédé au changement de noms. À n'en pas douter, les responsables bavarois et grecs qui ont eu cette affaire en charge connaissaient le grec ancien et les textes de cette époque où ils savaient à qui s'en remettre pour cela. L'observation majeure consiste à dire que les noms des villages ne sont traités que pour l'Argolide-Korinthie dans le décret de 1834. Mais quand on pense aux autres nomes, on regrette qu'ils soient manquants, c'est une lacune considérable. Le document officiel ne traite pas des rivières et des montagnes, même si des commentateurs produisent des exemples de redénomination, le problème étant qu'ils ne citent pas leurs sources.

Pour cette première phase, Antonis Liakos apporte ce commentaire :

Une méthode consistait à remplacer directement les dénominations existantes par les dénominations anciennes. La source utilisée était habituellement Plutarque. Quand les dénominations provenaient de toponymes grecs mais avaient été adaptées à la forme des dialectes locaux (elles avaient été "altérées", disait-on alors), on les adaptait à la forme phonétique et morphologique de la katharévoussa (Liakos, 2004 : 98-99).

Pour ce qui concerne le Péloponnèse, les nomes ou départements du royaume sont l'Argolide-Korinthie avec 6 éparchies, dont on définit globalement le territoire et la capitale, l'Achaïe-Élide dont on donne l'extension et la capitale et qui descend jusqu'à la rive droite de l'Alphée avec 4 éparchies, la Messénie de la rive gauche de l'Alphée jusqu'à la mer, et du côté

de la Laconie occidentale, jusqu'à la crête de Verga vers Armyro, avec 5 éparchies, dont on donne la capitale, l'Arcadie avec 4 éparchies, enfin la Laconie avec 4 éparchies.

Pour la réforme suivante, il faut passer à la seconde moitié du XIX^e et au début du XX^e siècle. La mise en place du découpage et de la gestion de l'État a pris du temps, les changements de noms aussi. Quelques redénominations se font après 1833 au fil des années (1836,1867) : Tsimova devient Aréopolis (1836), Sinano, Mégalopolis (1836) ou encore, en 1867, beaucoup de petites localités de Messénie proches de Kalamata voient leur nom turc abandonné pour des noms grecs (qui remontent à l'épopée homérique de l'*Iliade*, précisément au « Catalogue des Vaisseaux »). Dans le cadre de la première réforme, la redénomination voulue par la Régence (Othon n'est pas encore majeur) concerne le territoire de l'époque. En 1864 et 1881, l'État grec s'agrandit vers l'ouest et le nord, d'où la nécessité de créer de nouveaux départements et de changer de nouveaux toponymes. Les mentalités vont changer aussi, des idéologies nouvelles apparaissent et s'affrontent autour de l'État-nation, de la Grande Idée, de la « question de la langue » et de la question nationale. Enfin, des conflits surviennent avec les pays voisins (ce sont les Guerres balkaniques de 1912 et 1913).

Par décret royal du 31 mars 1909, une seconde phase de grande ampleur est lancée. Une commission dépendant du ministère de l'Intérieur est constituée. Ses membres sont des personnalités du monde scientifique, des Grecs érudits connus, des universitaires et des membres de l'Académie, et le président, Nikolaos Politis (1852-1921), le père de la toponymie grecque. Par chance, le travail de la commission et ses conclusions sont mieux documentés que la première fois. En effet, ils sont rapportés sous la plume du président Politis dans un livre spécifique, *Γνωμοδοτήσεις: περί μετονομασίας συνοικισμών και κοινοτήτων* [Avis sur le changement de noms de localités et communes] qui sort plus tard, en 1920 (Politis, 1920). Plus précisément, onze pages sont consacrées à l'exposé de la méthode suivie et au rappel du texte du décret, et les soixante-dix restantes aux avis portant sur les cent vingt et un noms examinés (le bilan des réflexions, en somme). Dans l'exposé introductif, l'histoire et son lien avec la toponymie sont invoqués. Changer les toponymes, c'est en l'occurrence se montrer sélectif, en

abandonnant toute trace de malheurs nationaux antérieurs. Dans le texte, les efforts des gouvernements en place depuis le début de la royauté en faveur du rétablissement des noms anciens sont mis en avant. Non seulement on penche en faveur des noms grecs antiques, mais aussi en faveur des nouveaux noms de villes, bourgs et villages, sur la base de la géographie antique. Politis affirme que donner des noms grecs revient à greciser la population en gommant les origines turque, slave ou albanaise de certains habitants (Politis, 1920 : 4)⁴⁵.

Il faut retenir dans cette même page « Τα βάρβαρα ονόματα και τα κακόφωνα ελληνικά »⁴⁶ et relever sous la plume de Politis les deux adjectifs βάρβαρα et κακόφωνα. Βάρβαρα signifie « barbares, non grecs, étrangers » et on comprend τα κακόφωνα ελληνικά par « les noms grecs qui sonnent faux/mal », comme ceux ayant une racine grecque avec un élément étranger (notamment les nombreux noms se terminant par un suffixe slave). On sait que pour Politis, l'éradication des toponymes étrangers (essentiellement turcs) ou comportant un élément étranger doit être totale (mais il y a des exceptions, même de son fait à lui, comme nous le verrons plus bas).

Le livre révèle des éléments de la méthode employée. La commission procède à une vérification scientifique systématique au niveau de l'histoire et de la signification des toponymes : tout changement de toponyme est scientifiquement argumenté. Politis insiste sur la nouveauté de cette réforme puisque cette fois-ci, les connaissances historiques et géographiques sont prises en compte. Il justifie le rôle de la commission, en souligne l'autorité et rappelle la nécessité de faire correspondre le bon toponyme à la localisation exacte du village. Le président est persuadé que les toponymes renferment des informations historiques précieuses éclairant des périodes sombres de l'histoire (Politis, 1920 : 6). Il est conscient qu'il est impossible de toucher aux toponymes, même étrangers et à l'origine mal connue, s'ils ont marqué les grands moments de la Révolution. Ainsi, ceux qui

⁴⁵ Liakos apporte son éclairage personnel sur l'ensemble de ce que je nomme « seconde phase » (Liakos, 2008 : 230-236).

⁴⁶ « Les noms barbares et les noms grecs qui sonnent faux ». Les traductions inédites du grec dans cet article sont de M. Breuillot.

évoquent des heures de gloire pour les Grecs, par exemple Dervenaki, Arachova, Valtetsi, sont maintenus.

Après deux pages citant le décret royal du 6 mai 1909 (Politis, 1920 : 7-8) et rappelant la composition de la commission, le remplacement des membres en cas de décès, le rythme des séances, le rôle du président et la tenue de commissions locales, Politis insiste sur le caractère officiel du travail, se référant plusieurs fois à la « loi » : le terme νόμος est plusieurs fois utilisé. Faut-il y voir le caractère imposé de la réforme, sous autorité politique ? Liakos ne le cache pas, dans certains cas et pour des régions (Macédoine, Thrace) où les ressortissants grecs étaient moins nombreux que les membres de populations allophones, la redénomination toponymique a été prise en main par la commission et par les préfets de départements (Liakos, 2008 : 234-235).

Politis reconnaît la lenteur des travaux à leur début. Il faut attendre au moins la mise en application de la loi de février 1912 modifiant le décret royal de 1833 par une redéfinition des dèmes et des communes ou localités. Les noms de ces dernières viennent des agglomérations qui les englobent, mais la préférence est donnée à un nom antique, puisque le toponyme moderne n'a aucune valeur historique. À l'installation des instances locales dans les communes, soit peu de temps après les élections locales de 1914⁴⁷, les représentants locaux, les conseils des communes en quelque sorte, doivent en premier lieu décider du choix des noms en accord avec les indications de la loi. Ils se hâtent de le faire, la plupart profitant de l'occasion pour changer les noms barbares et sans signification historique. Quand des noms de dèmes sont laissés libres, si tant est qu'ils soient antiques, ils sont redonnés à des communes. Les conseils ont force de décision, avec une majorité des deux tiers et des recours sont possibles, via le préfet de département. Une loi de plus, datant de 1915 et en rapport avec le changement de nom, ralentit les travaux. S'il n'y a pas de recours, la décision des conseils remonte au Ministère pour faire enregistrer la décision en la transmettant à la commission. La décision finale est publiée au *Journal Officiel*.

⁴⁷ Cela signifie qu'on doit encore attendre deux ans de plus.

Une fois terminées les onze pages d'exposé, le livre publie les avis de la commission soumis au Ministère dans l'ordre voulu par les nomes. À la fin, sont jointes les publications par nome des décisions ministérielles sur les changements approuvés et un tableau alphabétique des toponymes concernés par les avis de la commission. Le livre n'est publié qu'en 1920 car ce qui concerne l'île de Lesbos n'est prêt qu'en 1919.

La nouveauté par rapport à 1833 réside dans l'étude préliminaire de la commission, puis dans l'envoi de l'étude au conseil municipal pour consultation et décision, enfin dans le retour au Ministère. Politis décrit l'aller-retour entre la commission et le conseil local et les discussions ou échanges qui mènent à la décision officielle (Politis, 1920 : 71). Plusieurs exemples pertinents figurent dans cette page emblématique. Il y est question de toponymes arcadiens. « Tégée » ne sert plus puisque le dème portant ce nom a été supprimé. Son ancienneté n'étant pas contestée, il est choisi pour remplacer le toponyme « Piali » reconnu comme étant d'origine turque. Un autre toponyme des environs est à modifier, celui du village d'Ibrahim Efendi. Le conseil local propose « Alea », bourgade de l'Antiquité, mais comme elle est éloignée de « Tégée », un autre nom est proposé, « Atalanti », qui est finalement adopté par la commission à la seule condition qu'on lui associe l'épithète « Arkadiki » [arcadienne, d'Arcadie] pour éviter la confusion avec un autre « Atalanti ». Autre cas de figure, pour trancher la question de villages voisins aux noms barbares, Mehmet Aga et Omer Tsaousi, la commission s'en remet aux instituteurs et au directeur de l'école de « Piali »⁴⁸ pour chercher des idées, afin que la commission fasse son choix et procède à la redénomination des localités. Deux exemples encore, mais cette fois en Messénie. La commission (Politis, 1920 : 94) refuse d'appeler un hameau du nom de la montagne voisine Ramovouni, quoique proche du lieu de naissance du général Theodoros Kolokotronis (1770-1843), sous prétexte qu'il y aura confusion entre la montagne et la localité. Pour ne pas fâcher la commune, la commission accepte que son emblème porte la tête du grand héros. Le nom de l'époque est maintenu, Mila, sans doute étranger, mais qui ne sonne pas faux. Alors, pour que le

⁴⁸ Soit de la future « Tégée ».

nom « fasse plus grec » dans son orthographe, la commission propose de l'écrire avec upsilon, ce qui donnerait Μύλης (Μύλου). Ainsi, les Grecs peuvent faire le rapprochement avec le mot grec « moulin ». Un peu plus bas (Politis, 1920 : 97), un paragraphe annonce que la baie d'Osmanaga sera appelée Koryphasion. Il est clair que ces lignes entérinent les débats. Le dernier mot revient à la commission, qui fait semblant de laisser le beau rôle aux Grecs du conseil, alors qu'elle a exercé une influence sur le choix.

Les enjeux de la toponymie et l'hellénisation

Au vu des deux réformes, que dire des enjeux de la toponymie et quels commentaires apporter sur l'hellénisation ainsi mise en œuvre ? Le fait que par deux fois un décret royal décide directement ou indirectement des changements toponymiques montre qu'à l'évidence, une volonté d'imprimer la marque du pouvoir s'est manifestée. Christian Baylon et Paul Fabre parlent dans ce cas de la « décision d'une autorité » (Baylon et Fabre, 1982 : 229). Qui plus est, le pouvoir a changé, et on sait à quel prix. La toponymie étant instrumentalisée par le régime politique récemment mis en place, ici la royauté grecque, on reconnaît au travers du nouveau terme le tournant majeur imprimé dans l'histoire du pays. Ce n'est pas la première fois en Grèce que cela se passe, il n'est que de penser aux variantes toponymiques mises en place à l'arrivée des Francs entre les XIII^e et XV^e siècles.

Georges Prévélakis parle pour les années 1830 de « stratégie », mettant sur le même plan que la toponymie « l'architecture monumentale, l'urbanisation néo-classique » (Prévélakis, 2017 : 81) Il y a un calcul, une intention, la mise en place d'éléments dans le but de parvenir à un résultat : dans le cas présent, obtenir « une stratégie iconographique », forger l'image d'un État moderne, homogène, aux racines fortes et profondes, tourné vers l'Occident et d'autres États forts.

La multiplication des toponymes grecs et la suppression des précédents revêtent un caractère identitaire certain. Toutefois, une différence sépare les deux phases. La première est mise en place pour les utilisateurs, avec cette forme d'imposition venue d'en haut et sans appel. La seconde, en revanche, est mise en

place pour mais aussi par les utilisateurs, qui deviennent des acteurs par le biais de leurs représentants, le choix des toponymes étant débattu en haut et en bas de l'échelle⁴⁹. Les préoccupations linguistiques des usagers, la production orale des noms sont prises en compte ou semblent l'être. C'est du moins le discours officiel. Mais nul doute que les anciennes habitudes perdurent de suivre les préconisations du pouvoir et des élites. Quoi qu'il en soit, compte tenu de la mise en lumière dans la seconde moitié du XIX^e siècle de la langue vernaculaire et de l'usage, compte tenu aussi des études qui se développent sur ces thèmes, le travail de la commission s'inscrit parfaitement dans son époque⁵⁰.

Les deux phases de redénomination relèvent du processus d'hellénisation qui revient à changer un nom étranger en une forme grecque sur les plans phonologique et morphologique ou par totale traduction. Dans la Grèce du XIX^e siècle, hellénisation signifie rupture d'avec les quatre siècles de pouvoir étranger exercé par l'Empire ottoman. Les toponymes grecs seront multipliés, concernant même avec la seconde réforme les noms de petites localités. Dans le cas des toponymes, on peut parler d'« impérialisme » du grec ancien, d'« archéomanie » allant jusqu'au point de donner la préférence au terme antique si on balance entre deux noms grecs. Politis évoque l'hellénisation en cours, soulignant que tous les habitants doivent oublier ce qu'il y a d'étranger dans les noms propres et laissant entendre que la toponymie nouvelle entretiendra le sentiment national d'une population grecque homogène au-delà de ses différences (Politis, 1920 : 4-5). Hellénisation sous-entend unité et homogénéisation et englobe tous les habitants, ceux d'origine grecque comme les minorités (Liakos, 2008 : 232-233).

Le terme le plus ancien étant primordial, la question des sources se pose. Viennent en tête les textes antiques, ceux de Plutarque écrit Antonis Liakos sans dire d'où il tire sa référence (Liakos, 2004 : 98-99), plus sûrement ceux de Strabon et de

⁴⁹ Liakos reprend l'image du haut et du bas dans le titre de son paragraphe « From " Above " and from " Below " » (Liakos, 2008 : 233) .

⁵⁰ Dans sa thèse, Petros Diatsentos (2009) évoque en particulier le démotique, la langue du peuple, et la prise en compte à cette époque de la langue vernaculaire et de l'usage.

Pausanias qui servent de référents comme fournisseurs de toponymes. Il est à remarquer que Liakos se ravise plus tard, penchant pour Pausanias (Liakos, 2008 : 232). Mais Strabon sert aussi, cette fois de garant historique (Politis, 1920 : 54), pour le passage dans le nome d'Achaïe-Élide de « Psarion » à « Bouprasion » :

[...] vu que c'« Bouprasion » était le nom d'une ville antique dont l'emplacement n'est pas connu précisément, puisque cette ville évoquée dans les poèmes homériques a été abandonnée dans l'Antiquité, comme en témoigne Strabon.

Pour des cas difficiles, il arrive que la commission utilise des textes majeurs du Moyen Âge comme la *Chronique de Morée* ou la *Chronique de Monemvasia*, soit pour trouver un nouveau toponyme (Politis, 1920 : 91-93), soit pour justifier la conservation de toponymes (Politis, 1920 : 50-51), soit encore pour choisir une orthographe (Politis, 1920 : 46-49). Soit un exemple concret (Politis, 1920 : 60), où il s'agit d'éliminer un nom étranger « Χαρβάτι » [Harvati] au profit du grec « Μυκήναι » [Mycènes] :

L'appellation « Χαρβάτι » conserve le souvenir de l'installation au village de Croates ou d'un Croate Χορβάτη qui y aurait eu des biens. Ce fait peu glorieux et sans importance [sur le plan historique] a fait disparaître le nom fameux de Mycènes dont le village occupe la place. À juste titre le conseil de « Χαρβάτι » demande que la commune reprenne le nom antique de « Μυκήναι ».

La lecture attentive des bilans donne l'impression qu'il n'y a pas de méthode préétablie. On travaille au cas par cas, ce qui est sans doute normal, parce qu'on doit s'approprier l'histoire et le lexique de chaque lieu. Il semble également que les instances locales s'en remettent aux avis de la commission. Devant la difficulté de la tâche, le poids des textes officiels et aussi l'aura des élites, il n'est pas encore dans les habitudes que les personnes du peuple, peu ou moins instruites, libèrent leur parole et contestent l'avis des puissants et des lettrés.

Pour saisir comment l'Antiquité permet de façonner une tradition nationale, il faut comprendre les enjeux de l'hellénisation. Celle-ci joue un rôle pédagogique pour d'aucuns

qui n'auraient pas su ou perçu que la Grèce antique constitue le passé du pays (surtout quand on n'est pas d'origine grecque) et pour persuader la population que le pays est entré dans un nouveau temps politique. Elle est aussi la garante de la mémoire (Paveau, 2008 : 27-28). Les toponymes grecs ainsi imposés à large échelle rappellent aux locuteurs qu'ils ont à se souvenir de leur lointain passé. Le toponyme donne une information dont les locuteurs auront à se souvenir. En conséquence, ce passé commun offert en partage à la mémoire générale révèle le patrimoine que chacun aura à s'approprier (Liakos, 2008 : 204). La commission de toponymie du Québec, dans son exposé sur la politique de normalisation, écrit : « [la normalisation d'un toponyme a comme] fonction première d'identifier un lieu de façon non équivoque, grâce à l'unicité du nom et la stabilité graphique de sa forme. Elle vise également la conservation de l'information ou de la valeur patrimoniale que les noms de lieux recèlent ». Marie-Anne Paveau enchaîne avec l'étape suivante, celle de la transmission, qui revient à préserver cet héritage sacralisé. Henri Boyer confirme cette idée (Boyer, 2008 : 10-12), en disant que le nouveau toponyme est un bien à garder et à transmettre puisqu'il célèbre une page d'histoire et clame l'exemplarité de la nouvelle situation historique.

La place de l'archéologie

Face à la primauté de l'Antiquité, l'archéologie tient-elle une place à définir ? Même si la réponse est à première vue négative, il convient d'exprimer certaines réserves. En 1833 il est vrai que l'archéologie est encore inopérante. Quelques repérages ponctuels ont été effectués de la part des antiquaires qui se déplaçaient en Grèce, des voyageurs étrangers ou des scientifiques comme ceux de l'expédition scientifique de Morée de 1829. Mais rien d'impactant sur la rédaction du décret. Pour 1909, la situation est différente au vu de la composition de la commission. Dans la liste des membres, on trouve trois archéologues : Panagiotis Kavvadias (1850-1928), Georges Sotiriadis (1852-1941) et Christos Tsountas (1857-1934), ce qui est peu par rapport aux historiens. Ils ont dirigé des fouilles, mais ce sont davantage des administratifs. Entre-temps, des hellénistes éclairés et sérieux (par exemple Ernst Curtius [1814-1896] et Friedrich Hiller von Gaertringen [1864-1947]) visitent

la Grèce, cherchent des sites, font des repérages, relèvent des plans, autant de travaux qui font autorité. Comme des fouilles de grande ampleur ne démarrent qu'un quart de siècle auparavant, voire moins, les Allemands à Olympie en 1875, les Français à Delphes en 1892, il est peu probable que les comptes rendus archéologiques soient diffusés et utilisables. Le village recouvrant le site de Delphes par exemple, qui a toujours été connu, a été démoli et déplacé pour les besoins de la Grande Fouille, recevant le nouveau nom de Kastri, qui rappelle « kastro » [en grec, château] et qui ne peut pas être caractérisé de « barbare » ou de « sonnant faux ».

Il est intéressant de constater que ce sont des personnes peu réputées qui participent parfois à la redénomination toponymique par le biais de l'archéologie, en ce sens qu'il s'agit des directeurs régionaux des antiquités, probablement spécialistes en histoire ou en archéologie. Ces structures relèvent de l'administration des affaires culturelles mise en place comme les autres au XIX^e siècle. Ainsi, à propos des toponymes arcadiens « Nikli » et « Tégée », Politis signale que, même si l'éphore (le directeur des Antiquités) en poste en Arcadie reprend à son compte l'avis de Hiller von Gaertringen sur l'étymologie grecque de « Piali », la commission quant à elle considère le toponyme comme ayant une origine turque et maintient sa position (Politis, 1920 : 70-72).

En somme, les exemples faisant intervenir des archéologues sont rares : l'archéologie n'est pas le moteur majeur nécessaire à l'élaboration de la liste des nouveaux toponymes.

Antiquité et construction identitaire

La construction identitaire des années 1830 passe par une rupture, par l'effacement de ce qui est ottoman et la recherche d'éléments affirmant une identité bafouée qu'il faut refaçonner. Il convient de créer une homogénéisation entre le plus grand nombre, trouver des éléments communs dans lesquels tous se reconnaissent. C'est la part d'une ambition plus vaste, longue à mettre en place, dont Georges Prévélakis révèle les espoirs et les obstacles (Prévélakis, 2017 : 80-82). La toponymie grecque étendue à de nombreux noms de lieux est un élément constructeur de l'identité, elle l'affirme en partie (Boyer, 2008 : 9-12). Dans le quotidien de chacun, le toponyme permet la

réappropriation du passé et de l'histoire. Autrement dit, la convocation d'un passé antique prestigieux participe de la question identitaire.

Dans ces conditions, pourquoi remonter jusqu'à l'Antiquité ? Elle est le point de départ d'un continuum qui mène la Grèce jusqu'à l'ère moderne et qui constituera l'un des thèmes majeurs du débat idéologique contradictoire porté par l'orientaliste Jakob Philipp Fallmerayer (1790-1861) dans les années 1830 et l'historien grec Konstantinos Paparrigopoulos (1815-1891) dans les années 1860-1870. La seconde redénomination toponymique peut chronologiquement en être marquée. Le XIX^e siècle a connu une évolution du monde des idées, l'Antiquité est au cœur des débats et sa présence obsédante exerce une influence marquante sur la réforme de la langue (Diatsentos, 2009 : 79-84). Antonis Liakos propose d'autres arguments pour mettre en avant l'Antiquité (Liakos, 2008 : 205-206) : plusieurs lettrés grecs comme Georges Kozakis-Typaldos (1790-1867) et Spyridon Zambelios (1815-1885) ont également apporté leur soutien à la théorie de la continuité depuis l'Antiquité et à l'exemplarité du monde antique.

De plus, à la naissance de l'État grec, dans les années 1830, il est incontestable que toute l'Europe est fascinée par la Grèce antique. L'Antiquité classique est projetée comme modèle idéal pour l'organisation d'une société moderne (Liakos, 2008 : 205). Comme ce sont des hommes de pouvoir venus d'Europe (Othon et ses précepteurs) et des érudits, grecs ou non, qui ont dirigé les phases de redénomination, la référence à l'Antiquité est un passage obligé.

Antonis Liakos pose une question pertinente : « Pourquoi l'Antiquité et pas Byzance ? » (Liakos, 2008 : 204). Dans une réponse séduisante, il considère que Byzance appartient non seulement aux Grecs, mais aussi aux Bulgares et aux Serbes, tandis que l'Antiquité grecque est exclusivement grecque. Il ne faudrait cependant pas oublier que Byzance a plié devant les Ottomans.

À cela s'ajoute le fait que, comme le pense Mélina Mercouri, même pour une période et un cas de figure différents (la dictature des colonels au XX^e siècle), l'Antiquité constitue probablement le

seul lien identitaire qui rassemble le peuple grec. Anne Couderc écrit à ce propos :

La référence à la Grèce antique, au-delà de la place réelle qu'elle occupe dans la culture grecque contemporaine et que Méliana Mercouri a toujours défendue, semblait jouer ainsi comme le seul lien identitaire possible, au-dessus des divisions et des rancœurs, dans une période où la "réconciliation nationale" avait été tentée de façon volontariste, basée sur une politique de l'oubli et de l'effacement (Couderc, 2016 : 15).

Enfin, avec un regard pragmatique, il est possible d'affirmer que le peuple grec a toujours vécu en présence de son passé, soit avec des vestiges d'un autre âge visibles au cœur des villes et villages (Athènes ou Delphes avant 1892), soit avec des pièces exhumées lors des travaux agricoles (on se souvient du paysan de Milos qui découvre la statue d'Aphrodite en labourant son champ). Le peuple ne peut ignorer qu'il a un passé, même s'il ne comprend pas tout. C'est un sentiment confus mais réel que les racines sont profondes. On pourra plus volontiers parler de construction identitaire, dans le sens de sentiment(s) commun(s) aux gens du peuple, plutôt que, par exemple, ce que Liakos traite dans un chapitre du livre de Katerina Zacharia et qu'il nomme construction nationale. La construction identitaire est moins artificielle et plus authentique que la construction nationale, où se font sentir la volonté du pouvoir politique et l'action d'étrangers ou de Grecs sous influence d'éléments extérieurs. À propos de la musique des années 1830 et de la construction identitaire grecque, la même distinction est à l'œuvre. Le sentiment identitaire est manifestement partagé par tous, c'est la fibre grecque que la toponymie traitée ici veut faire vibrer, alors que la conscience nationale est animée, suscitée et entretenue par le pouvoir dont les contacts avec l'Europe des idées et les propensions teintées d'euro péanisation sont flagrants. Toutefois, pour revenir au parallèle avec la musique, la part relevant du peuple y était sans doute plus vivace et plus ancrée dans les consciences que les toponymes antiques, dont l'appropriation était moins sensible dans les esprits et que les réformes ont tenté de raviver.

Conclusion

Afin de tirer la leçon de ce qui précède, on avancera que

l'archéologie a joué un rôle discret et que ce sont les textes antiques et l'Antiquité qui priment. La redénomination toponymique ne pouvait être opérante que si les usagers adoptaient toutes les propositions. Ils en ont rejeté certaines au fil du temps, preuve que l'usage est un facteur à ne jamais négliger, d'autres ont été modifiées par rejet par les locuteurs d'un terme dans lequel ils ne reconnaissaient ni leur culture, ni leur espace de vie. Au fil du temps, « Kalamai » a fini par redevenir « Kalamata », sauf dans des occurrences spécifiques (textes officiels, étiquettes de produits), et il en est de même pour « Kinaitha » repassé à « Kalavryta ». D'autres redénominations toponymiques auront lieu après 1833 et 1909, mais cela va en diminuant jusqu'à la fin du XX^e siècle⁵¹, avec un mode opératoire qui n'est pas connu. On ignore si une commission examine le dossier, si la redénomination est imposée ou organisée, si elle émane des localités ou non. La redénomination toponymique est une affaire politique, pas forcément démocratique comme on l'entend aujourd'hui, ancrée dans le passé qu'elle révèle et écrit. Elle permet de toucher des disciplines qui débordent du cadre grec et qui concernent l'Europe des idées aux XIX^e et XX^e siècles. À l'époque, elle participe à la question nationale.

Quand on cesse de « penser toponymie », la thématique qui bouleverse le fil du XIX^e siècle, qui souligne les divergences et fait s'opposer les points de vue, reste omniprésente. Avec elle, sont passés en revue les poncifs du siècle, la problématique de la langue (lien entre langue imposée et appropriation par les usagers, concurrence des formes démotiques face aux savantes, prise en compte de l'oralité), l'historiographie⁵², la question nationale, la relation présent/passé, tous centrés autour du thème de l'identité grecque. Ces sujets placent le débat à un niveau très élevé, comme en témoignent nombre de colloques (par exemple en 2004 celui organisé à Corfou sur *Antiquités et consciences nationales balkaniques du 19^e siècle à l'aube du 21^e siècle*) et une bibliographie abondante souvent signée de noms

⁵¹ Liakos s'appuie sur les cas de redénomination jusqu'en 1998, à la mise en place du plan Kapodistria qui refond la carte administrative du pays (Liakos, 2008 : 231).

⁵² Liakos (Liakos, 2008 : 231-232) s'interroge sur ce point : l'écriture de l'histoire consiste-t-elle vraiment à effacer une période pour la remplacer par l'écriture d'une autre ?

prestigieux⁵³ (Roderick Beaton, Katerina Zacharia, Georges Prévelakis récemment). Le débat reste ouvert et n'est toujours pas refermé, instrumentalisant parfois la toponymie, mais la dépassant souvent.

⁵³ Voir les références données à titre indicatif dans la bibliographie.

Bibliographie

- Commission de toponymie du Québec, Gouvernement du Québec - *Politique de normalisation*. [www.toponymie.gouv.qc.ca] (4.12.2017).
- Βασιλικό Διάταγμα της 3/15 Απριλίου του 1833 «Περί διαίρεσεως του Βασιλείου και της διοικήσεώς του » in *Εθνική Εφημερίς* [Décret royal du 3/15 Avril 1833 « Sur le découpage et l'administration du Royaume » in *Journal Officiel*] [https://books.google.fr/books?id=71FGAQAAMAAJ]
- BAYLON Christian et FABRE Paul, *Les Noms de lieux et de personnes*, Paris, Nathan, 1982.
- BEATON Roderick et RICKS David, *The Making of Modern Greece: Romanticism, Nationalism, and the Uses of the Past (1797–1896)*, Farnham, Ashgate, 2009.
- BOYER Henri, « Fonctionnements sociolinguistiques de la dénomination toponymique », *Mots. Les langages du politique*, 86 | 2008, mis en ligne le 30 mars 2010 [http://journals.openedition.org/mots/12962] (18.01.2018)
- COUDERC Anne, « Qui sont les Grecs ? Traces de guerre, vestiges d'Empire et mémoires en conflit », *Histoire@Politique*, n° 29, mai-août 2016 [http://www.histoirepolitique.fr/documents/29/dossier/pdf/HP29_Dossier_4_Anne_Couderc_def.pdf] (8.06.2019)
- DIATSENTOS Petros, *La Question de la langue dans les milieux des savants grecs au XIX^e siècle : projets linguistiques et réformes*, thèse en histoire, EHESS, 2009.
- DOUKELLIS Panagiotis (dir.), « Antiquités et consciences nationales balkaniques du 19^e siècle à l'aube du 21^e siècle » in *Dialogues d'histoire ancienne* 30/1, 2004. [www.persee.fr/doc/dha_0755-7256_2004_num_30_1_2697] (8.06.2019)
- LIAKOS Antonis, « La deuxième vie de la langue grecque » in *Οι κλασικές γλώσσες: η διαχείριση ενός πολιτισμικού*

κεφαλαίου [Les langues classiques - la gestion d'un capital culturel], Athènes-Thessalonique, Direction des relations internationales - Centre de la langue grecque, 2004.

—, « Hellenism and the Making of Modern Greece: Time, Language, Space » in dir. Zacharia Katerina, *Hellenisms. Culture, Identity, and Ethnicity from Antiquity to Modernity*, Aldershot, Ashgate Variorum, 2008, p. 201-236.

PAVEAU Marie-Anne, « Le toponyme, désignateur souple et organisateur mémoriel. L'exemple du nom de bataille », *Mots. Les langages du politique*, 86, 2008, mis en ligne le 30 mars 2010 (2.10.2016).

POLITIS Nikolaos G., *Γνωμοδοτήσεις: περί μετονομασίας συνοικισμών και κοινοτήτων* [Avis sur le changement de noms de localités et communes], Athènes, M. Deli, 1920.

PRÉVÉLAKIS Georges, *Qui sont les Grecs ? Une identité en crise*, Paris, CNRS Éditions, 2017.

TSIOMIS Yannis, *Athènes à soi-même étrangère - Naissance d'une capitale néoclassique*, Paris, Parenthèses, 2017.

ZACHARIA Katerina (dir.), *Hellenisms. Culture, Identity, and Ethnicity from Antiquity to Modernity*, Ashgate Variorum, Aldershot, 2008.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction <i>Daniel BARIC</i>	5
Par le fer ou par le feu ? Les usages de l'archéologie dans les controverses germano-polonaises sur les défrichements médiévaux (du milieu du XIX ^e siècle à 1914) <i>Jawad DAHEUR</i>	17
Châteaux, idéologie et controverses sur le patrimoine : architecture et archéologie dans l'espace urbain de Poznań <i>Piotr MARCINIAK</i>	55
Archéologie des violences de masse et politique historique en Pologne depuis la fin du XX ^e siècle : le cas de Jedwabne <i>Audrey KICHELEWSKI</i>	81
Une archéologie de soi austro-hongroise : Carl Patsch autobiographe, le chercheur de passé et ses langues <i>Daniel BARIC</i>	103
L'archéologie au service de la construction des identités nationales : l'exemple de la République tchèque <i>Šárka VÁLEČKOVÁ</i>	125
Le passé comme outil identitaire – l'exemple de la Roumanie. Questions pour l'Europe <i>Cătălin Nicolae POPA</i>	147
Toponymie et construction identitaire grecque <i>Martine BREUILLOT</i>	169

Cahiers d'Histoire Culturelle

Revue pluridisciplinaire de l'équipe *Histoire des représentations*,
et depuis 2012 du laboratoire ICD (*Interactions Culturelles et
Discursives*, EA 6297)
<https://icd.univ-tours.fr>

Les *Cahiers d'Histoire Culturelle* publient des dossiers thématiques sous la responsabilité d'un ou de plusieurs directeurs de publication. Ils rassemblent des contributions centrées sur une thématique nouvelle ou peu explorée dans le domaine de l'histoire culturelle. Les contributeurs sont issus pour chacun des volumes de disciplines et de domaines de spécialité divers (lettres classiques et modernes, littérature comparée, études germaniques et italiennes, musicologie, philosophie...).

Il s'agit d'une publication non périodique, qui a pour vocation d'atteindre d'une part le public des chercheurs en histoire culturelle en France et à l'étranger, mais d'autre part aussi un public plus large, pour lequel chaque volume peut constituer une première approche à la fois scientifique et transversale.

The Cahiers d'Histoire Culturelle publish thematic issues under the supervision of one or more editors. They gather contributions centered on new or less explored topics in the area of cultural history. The contributors come for every volume from different fields and specializations (Classical, French, German or Italian studies, musicology, philosophy...).

It is a non periodic series, which aims at addressing the academia in cultural studies in France and abroad, but also a wider audience for which every volume may constitute a first scientific and transversal approach.

Date de création : 1994

ISSN : 1281-6019

Langue de publication (majoritaire) : français

Revue fondée par Jean-Marie Goulemot, Didier Masseur et Jean-Jacques Tatin-Gourier

Direction actuelle :

Christine de Gemeaux, professeur d'études germaniques

Élisabeth Gavaille, professeur de langue et littérature latines

Secrétariat d'édition / contact pour commandes :

Norberta Dias Da Cruz

e-mail : norberta.dias@univ-tours.fr

Liste des numéros publiés

- N° 1 – *Les représentations de la littérature dans l'enseignement (1887-1900)* (1994)
- N° 2 – *Lanterne magique : pratique et mise en écriture* (1997)
- N° 3 – *Les imaginaires de Tanger (1880-1956)* (1997)
- N° 4 – *Le dialogisme culturel au XVIII^e siècle* (1997)
- N° 5 – *De l'obscène et de la pornographie comme objet d'études* (1999)
- N° 6 – *Entre théâtre et musique : récitatifs en Europe aux XVII^e et XVIII^e siècles* (1999)
- N° 7 – *L'autre et ses leurre. Figures de l'altérité dans la culture italienne contemporaine* (2000)
- N° 8 – *Tours 1889 (ou comment célébrer le premier centenaire de la Révolution)* (2000)
- N° 9 – *Paul Nizan, écrivain et journaliste* (2001)
- N° 10 – *Les voyages du théâtre : Russie/France XX^e siècle* (2002)
- N° 11 – *Les représentations du XVI^e siècle et de la Renaissance aux XVIII^e et XIX^e siècles* (2002)
- N° 12 – *Lecture, livres et lecteurs du XVIII^e siècle* (2003)
- N° 13 – *Mémoires des XVII^e et XVIII^e siècle : nouvelles tendances de la recherche* (2003)
- N° 14 – *L'idée de vérité dans les Mémoires d'Ancien Régime* (2004)
- N° 15 – *La lettre et le récit de guerre dans les Mémoires d'Ancien Régime* (2004)
- N° 16 – *L'idée d'opposition dans les Mémoires d'Ancien Régime* (2005)
- N° 17 – *Peinture, littérature et critique d'art au XVIII^e siècle* (2005)
- N° 18 – *Imaginaire et mémoire de Tanger (1880-1956)* (2008)
- N° 19 – *La destination de l'œuvre ou l'œuvre adressée* (2008)

- N° 20 – *Le peintre et les lettres : littérature et beaux-arts en Italie aux XIX^e et XX^e siècles* (2008)
- N° 21 – *‘Der Untertan’ de Heinrich Mann. Pour un roman et une société modernes* (2009)
- N° 22 – *Les voyages du théâtre : Russie/France XX^e siècle* (rééd., 2009)
- N° 23 – *Fantaisie poétique et dérision des puissants. Études transversales* (2011)
- N° 24 – *Les imaginaires du bal au XIX^e siècle* (2011)
- N° 25 – *Marguerite Yourcenar et l’histoire* (2014)
- N° 26 – *France-Monténégro : regards croisés* (2015)
- N° 27 – *Genre, Femmes et Guerre : perspectives européennes sur la Grande Guerre* (2016)
- N° 28 – *Voyages des mots, entre la France et le Kosovo* (2017, 2^e tirage 2018)
- N° 29 – *‘Monte Verità’ : communautés d’expériences du corps et de retours à la nature* (2018)
- N° 30 – *Savoir-vivre, normes et transgression* (2019)
- N° 31 – *Usages de l’archéologie en Europe médiane (XIX^e-XXI^e siècles)* (2020)

Hors séries

- Travaux des étudiants de doctorat (2001)
- Usages et pratiques de la mémoire (XVIII^e-XX^e siècles). En hommage à Maria Isabel Herrero (2001)
- Travaux des étudiants de doctorat (2008)
- Regards croisés Chine-France (2009)

USAGES DE L'ARCHÉOLOGIE EN EUROPE MÉDIANE (XIX^e-XXI^e SIÈCLES)

L'archéologie, faisant émerger le passé par des fouilles, a servi de référence au « roman national » de chaque pays. Alors que les nations européennes cherchent à se définir dans leur spécificité historique au regard d'une identité européenne fuyante, l'archéologie ne cesse depuis le XIX^e siècle d'être mobilisée à des fins périodiquement repensées dans de nouveaux contextes politiques et culturels. L'Europe médiane, marquée par une construction nationale tardive et deux dictatures totalitaires au XX^e siècle, offre un champ particulièrement riche pour explorer les liens entre discipline scientifique et imaginaire national. À partir d'exemples révélateurs se dégage une histoire de l'archéologie qui se défait des présupposés idéologiques qui l'ont marquée depuis le XIX^e, sans que ce processus apparaisse comme linéaire et définitif. Conçu à la fois comme un dialogue européen (de la Pologne à la Grèce) et comme une discussion interdisciplinaire entre archéologues, historiens et philologues, ce volume interroge la possibilité de former des représentations du passé exactes, malgré le caractère lacunaire des sources. L'enjeu consiste, tant pour les professionnels de l'archéologie que pour ceux qui sont confrontés à leurs travaux, à établir un récit à la fois scientifiquement irréprochable, cohérent et sensible du passé européen.

Textes réunis sous la direction de Daniel BARIC.

